TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 367 · DERNIÈRE ÉDITION · DIMANCHE 16 - LUNDI 17 AOUT 1981

LE MONDE DIMANCHE



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 L ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 20 f ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 d.

Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Les dirigeants iraniens dénoncent « la piraterie des superpuissances » après le détournement d'une vedette

Un nouveau grief contre Paris

La nouvelle et spectaculaire « affaire des vedettes de Cherbourg » constitue la première opération importante menée par des officiers monarchistes contre le régime de l'imam Khomeiny.

Bien que constituant une action marginale qui ne modifiera guère la situation dans le pays, ce coup d'éclat ne manquera pas de conforter le moral des nombreux adversaires de la République islamique qui, dans leur exil forcé, rongent leur frein en attendant un hypothétique renversement du pouvoir à Téhéran.

Il est significatif que l'arraisonnement, opération d'inspiration purement monarchiste — il a été revendiqué par le général Bahram Aryana et exécuté par l'amiral Habibollahi, un des officiers les plus compétents du chah, — n'ait pas été condamné par l'ancien président iranien Bani Sadr, qui, jusqu'à tout récemment encore, était le responsable de l'effort de guerre anti-irakien. De son refuge d'Auvers-sur-Oise, l'ancien chef de l'Etat s'est borné à remarquer qu'« il était tout naturel d'assister à de telles opérations de la part de l'opposition à Khomeiny ».

Les divergences au sein de l'opposition iranienne en exil commencent, en dépit de certaines incompatibilités, à s'estomper graduellement devant le désir commun d'en finir une fois pour toutes avec le pouvoir de l'imam Khomeiny. Même ceux qui, à un certain moment, envisageaient de mettre une sourdine à leur propagande contre le chef de la révolution islamique pour ne pas gêner la guerre nationale conduite contre l'Irak, ont abandonné leurs velléités de conciliation et n'aspirent qu'à ouvrir de nouveaux fronts contre la citadelle islamique de Téhéran assiégée de tous côtés et minée par ses dissensions internes. Le général Aryana avait d'ailleurs annoncé en juillet dernier son intention de quitter Paris pour un « pays voisin » de l'Iran, dans le but de combattre le pouvoir khomeiniste.

Le régime de Téhéran, pour sa part, ne manquera pas de voir dans l'opération de Cad'x une nouvelle preuve de la « collusion » qui existe, selon lui, entre toutes les oppositions iraniennes sans exception et les différents « Satans impérialistes », grands ou petits.

Les relations avec Paris, déjà gravement tendues à la suite de l'arrivée en France de MM. Bani Sadr et Radjavi, risquent de se détériorer davantage. Au cours de la prière du vendredi à Téhéran, les fidèles ont été une fois de plus invités à scander des slogans hostiles à la France « devenue le refuge des traîtres ». Le fait que l'un des quartiers généraux du mouvement Azadegan du général Aryana se situe à Paris renforce les certitudes de Téhéran au sujet du « double jeu » des dirigeants français.

De plus en plus nombreux sont ceux qui, en Iran, préconisent la rupture des relations avec le « Satan français » qui, selon eux, a parié sur la chute du régime islamique.

UN ENTRETIEN AVEC M. MASSOUD RADJAVI

« La fin de la dictature sanguinaire est proche »

nous déclare à Auvers-sur-Oise le chef des Moudjahidin

(Lire page 2.)

Les autorités iraniennes, qui avaient qualifié, vendredi 14 août, de « totalement fausse » *la nouvelle concernant le détournement d'une des trois vedettes iraniennes construites à Cherbourg, ont admis, dans la soirée,* « le vol d'une vedette qui faisait le trajet France-Iran » *et l'attribuent à la* « piraterie des superpuissances ».

La vedette en question, la Tabarzin, *se trouverait au large de Tanger. Toutefois, cette information est démentie par les autorités marocaines.*

Les deux autres bâtiments, *Khanjar* et *Neyzeh*, qui s'étaient abrités dans le port d'Algésiras, ont appareillé vendredi après-midi, escortés par une vedette de la marine de guerre espagnole et une équipe de plongeurs de combat de l'infanterie de marine.

A Paris, un porte-parole du ministère des relations extérieures a démenti que la France soit impliquée dans cette opération, se bornant à rappeler que les bateaux, régulièrement payés, avaient été livrés à l'Iran.

Le général Fallahi, commandant en chef des forces armées iraniennes, a expliqué ce « *type d'incident* » par le fait que l'Iran « *n'est pas seulement en guerre contre l'Irak, mais aussi contre les superpuissances comme les Etats-Unis et ses alliés européens* ». « *Les superpuissances,* a-t-il dit, *contrôlent les eaux de la Méditerranée où elles effectuent des actes de piraterie. Tant que notre révolution poursuivra ses buts islamiques, ces actes de piraterie continueront.* »

(Lire la suite page 2.)

L'épiscopat polonais demande que cessent « les luttes fractionnistes »

Intervenant pour la première fois depuis la mort du cardinal Wyszynski, le conseil général de l'épiscopat polonais a lancé, vendredi 14 août, un appel pour que cessent les « luttes fractionnistes et politiques ». Il a également reproché indirectement aux autorités la campagne lancée dans la presse et à la télévision contre Solidarité.

En U.R.S.S., MM. Kania, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, et Jaruzelski, chef du gouvernement polonais et ministre de la défense, ont rencontré vendredi M. Brejnev dans sa résidence de Crimée, en présence de MM. Gromyko, ministre des affaires étrangères, Tchernenko et Roussakov, secrétaires du comité central, et Anatole Blatov, conseiller de M. Brejnev. Samedi en fin de matinée aucun communiqué n'avait encore été publié.

De notre envoyée spéciale

Varsovie. — Une messe en plein air et diverses expositions ont marqué vendredi 14 août à Gdansk le premier anniversaire des grèves d'août 1980. A Varsovie, les organisateurs de la *marche pour la libération des prisonniers politiques*, et plus précisément des dirigeants de la K.P.N. (Confédération pour une Pologne indépendante), dont le procès est en cours, ont rejeté l'appel de la commission nationale de Solidarité et ont maintenu pour le lundi 17 août le départ de ces marches de cinq villes du pays ; ces marches doivent arriver à Varsovie le 22.

Cette initiative peut entraîner une escalade dangereuse. Les autorités ont annoncé clairement qu'elles s'y opposeraient et la section de Solidarité pour la région de Varsovie a lancé vendredi soir un nouvel appel aux organisateurs, leur demandant d'annuler ces marches, en précisant que le syndicat ne pouvait assurer « *la sécurité des marcheurs* ». Solidarité estime aussi que « *des provocateurs pourraient utiliser ces marches* ».

L'organisation de Solidarité pour la région de Gdansk s'est rangée, en revanche, aux arguments de la commission nationale et a annulé la grève de deux heures prévue pour lundi 17 août, pour protester contre la pénurie alimentaire. Mais les résultats économiques du mois de juillet sont mauvais et l'état-major de crise du gouvernement estime que la baisse de la production du charbon va se répercuter sur le ravitaillement de certaines entreprises gourmandes en énergie ; il va consacer sa prochaine réunion « à la lutte contre le froid ».

Le second fait du jour a été le communiqué très net des évêques polonais, *publié vendredi* à Varsovie. Le conseil général de l'épiscopat a siégé pour la première fois sous la présidence de son nouveau primat, Mgr Josef Glemp, « *pour analyser la situation actuelle qui éveille une inquiétude fondée pour l'avenir du pays* ». Fait peu habituel, les évêques font part très clairement de leurs *préoccupations* et ne choisissent pas des litotes onctueuses pour s'exprimer.

« *L'année qui s'est écoulée,* disent-ils, *a été une leçon pour la société, qui a recouvré le sentiment de sa liberté et en même temps le sens de sa responsabilité pour une juste direction du développement du pays. Elle a été également une leçon pour les gouvernants, qui ont dû comprendre que l'on ne peut pas diriger le pays en se basant uniquement sur un groupe social restreint.* »

Les huit évêques ont examiné d'abord l'évolution du renouveau polonais depuis « *les mémorables journées du mois d'août, où les ouvriers du littoral et ensuite les travailleurs des autres régions de Pologne ont entrepris cette protestation contre la direction politique et celle de l'Etat, réclamant les justes droits qui leur reviennent* ».

AMBER BOUSOGLOU.

(Lire la suite page 3.)

Le chancelier Schmidt annonce une augmentation des impôts pour réduire le déficit

Le chancelier Schmidt a annoncé une réduction du déficit budgétaire de l'Etat fédéral allemand en 1982, assortie d'une majoration fiscale qui concernerait les impôts sur le revenu ou, éventuellement, les impôts indirects. Dans une interview accordée à un journal allemand, le chancelier Schmidt reconnaît que les taux d'intérêt très élevés pratiqués en R.F.A. ne sont pas uniquement la conséquence de la politique Reagan, mais également le résultat de sa politique budgétaire déséquilibrée.

Le chancelier Helmut Schmidt vient de confirmer que le budget de la R.F.A. se limiterait, l'an prochain, à « environ 240 milliards de deutschemarks » (environ 576 milliards de francs), et que le déficit serait « inférieur à 27 milliards de deutschemarks » (65 milliards de francs).

Dans un article écrit pour un journal régional et publié à Bonn, M. Schmidt insiste sur les économies d'une quinzaine de milliards de marks (36 milliards de francs) dont son cabinet a arrêté le principe le 30 juillet dernier en vue de respecter ces objectifs. Le chancelier souligne le fait qu'une réduction des dépenses publiques est indispensable pour diminuer le recours de l'Etat à l'emprunt et permettre une détente du loyer de l'argent en R.F.A. « *Sans baisse des taux d'intérêt une amélioration de la conjoncture est pratiquement impensable* », note M. Schmidt.

Le chef du gouvernement allemand concède ainsi que le niveau record atteint par les taux d'intérêt allemands n'est pas lié uniquement à la politique restrictive américaine, au compte de laquelle il avait fréquemment imputé les difficultés économiques actuelles de la R.F.A. Il admet pour la première fois ouvertement que l'Etat, en s'endettant, a mobilisé à son profit le marché financier et empêché les investisseurs privés d'y avoir accès à des taux d'intérêt autres que prohibitifs.

Dans le même texte, M. Schmidt souligne la nécessité pour l'Etat de « *prendre des mesures en vue de renforcer la compétitivité* (de l'appareil de production) *et d'encourager l'emploi* ». Comme il n'est pas question pour lui d'alourdir le déficit budgétaire, de telles mesures ne peuvent être financées que par une majoration exceptionnelle « *de faible montant et limitée dans le temps* » de l'impôt sur le revenu, faute de quoi, il faudrait trouver « *d'autres solutions* ».

Une majoration d'impôt sur le revenu rencontre l'opposition catégorique de l'allié libéral de la coalition gouvernementale. C'est la raison pour laquelle M. Schmidt parle d'« *autres solutions* », évoquant ainsi la possibilité d'augmenter la fiscalité indirecte et de procéder à de nouvelles coupes dans le projet de budget de 1982.

POINT — Les prix de l'été

La hausse des prix de détail en France a atteint au mois de juillet — selon des calculs encore provisoires — 1,7 % ou 1,8 %. Il faut remonter à janvier 1980 pour trouver un résultat aussi mauvais. La comparaison avec la R.F.A. (+ 0,4 % en juillet également) en dit long sur la gravité du mal dont la France n'arrive pas à se guérir. Le rythme annuel de l'inflation — calculé sur les derniers mois connus — atteint 15,5 % en France, 7 % aux Etats-Unis, 5,5 % en R.F.A.

Les proches de M. Delors font remarquer que le résultat de juillet est dû pour un tiers au relèvement des prix de l'énergie (15 centimes le 13 juin pour l'essence, 15 % pour l'électricité et 17 % pour le gaz le 1er juillet), et que ces hausses avaient pour but de rattraper le retard « électoral » pris par le gouvernement Barre fin 1980 et début 1981. Cela est doublement exact : sans les hausses de l'énergie, l'indice aurait augmenté de 1,2 % et, en cas de succès aux élections, l'ex-majorité se serait empressée de relever les tarifs publics.

Il n'en demeure pas moins vrai qu'une augmentation de 1,2 % est déjà très forte et que les résultats des prochains mois ne seront sûrement pas bons, comme l'a reconnu M. Delors, qui prévoit une hausse d'environ 4 % au troisième trimestre. Ils ne seront plus influencés par la politique du gouvernement précédent mais par les décisions de l'équipe de M. Mauroy et notamment par le relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers inscrit dans la loi de finances rectificative votée en juillet et destiné à financer les mesures sociales. Il est d'ailleurs à peu près certain que la fiscalité pétrolière s'alourdira encore l'année prochaine pour financer des dépenses publiques en forte augmentation.

L'essence de plus en plus chère est sûrement une bonne façon d'inciter les Français à économiser l'énergie. Mais MM. Mauroy et Delors feraient bien d'y regarder à deux fois avant de se lancer dans une telle voie qui, indirectement, peut aggraver les phénomènes inflationnistes, l'indexation des revenus sur les prix jouant en France le rôle que l'on sait. Il ne resterait plus à M. Delors qu'à revenir au blocage des prix. Mais l'expérience a prouvé que cette mesure comporte plus d'inconvénients que d'avantages.

Le travail des autres

par ALFRED SAUVY

Parmi la masse des questions économiques en chantier, la réduction de la durée du travail est une des plus complexes et des moins étudiées. C'est que, des deux côtés, le sentiment et l'apparence l'emportent facilement sur *la réflexion et* la recherche. Si poignante si volumineuse, si délicate est la question qu'elle n'est guère abordée, aujourd'hui comme hier, que sous l'angle bien étroit et plus simple de l'entreprise industrielle, depuis longtemps dépassé. Or, ce changement intéresse non seulement le cadre national mais le mondial, par diverses répercussions sur le reste de la planète, qui ne semblent avoir encore retenu l'attention ni chez nous ni chez les autres. C'est ce champ qui est particulièrement exploré ici.

Mettons nous d'abord dans l'éventualité *la plus favorable* : conformément aux espoirs des syndicats et du gouvernement, la réduction à 35 heures de travail dans la semaine est généralisée à l'échelle européenne et même occidentale, ce qui nous permet d'éviter les redoutables questions de compétitivité entre riches. Les répercussions sur ce qu'il faut bien appeler le tiers-monde, faute d'autres termes adéquats, peuvent être de deux sortes :

1) *La charge supplémentaire imposée aux entreprises* occidentales modifie l'équilibre, déjà si précaire et si discuté, en facilitant le *transfert* de *certaines* activités vers le monde tiers. C'est ce que le syndicaliste américain Levinson reproche, depuis longtemps, aux multinationales : « *Vous transportez les emplois vers les régions où les salaires sont plus bas et les profits, de ce fait, plus élevés ; du même coup, vous supprimez l'emploi de travailleurs américains.* » Encore que la question soit tranchée ainsi de façon un peu simpliste, elle n'en existe pas moins. Seulement, il est de bon ton, aujourd'hui, parmi les économistes, de minimiser les pertes d'emplois, présentes et futures, résultant, pour l'Europe, de ces transferts. Le moins que l'on puisse dire est que la question devrait être examinée et débattue au grand jour, sans peur ni pudeur.

2) *L'autre aspect est presque à l'opposé*, ce qui souligne le caractère délicat de la question, déjà si mal explorée dans le cadre national. Les pays peu développés, soixante-dix-sept en tête, ont souvent reproché aux pays riches, d'échanger une heure de leur travail contre quatre ou cinq heures de travail dans les pays pauvres, et d'accentuer ainsi leur domination que tout un chacun *condamne, dans son principe*, tout en risquant de l'accentuer par son attitude et ses revendications.

Admettons — *c'est le cas le plus favorable* — que grâce à de nouvelles adaptations techniques la réduction de la durée du travail *soit sans effet sur les prix.* Rien n'est modifié dans les échanges extérieurs, mais la différence de condition entre riches et pauvres s'accentue encore, le loisir des uns s'opposant à la peine des autres.

Il est *fortement* question, un peu partout, de solidarité, comme aussi d'excédents de ressources, chez les riches, en travailleurs *notamment*. Dans *ce cas, il* semble sinon plus logique, du moins plus humain, plus social, d'*employer nos excédents de ressources* à faciliter le développement des autres et à améliorer la condition *déplorable* des *mal* lotis, condition dont les conséquences, redoutables pour nous-mêmes, ont été souvent dénoncées, mais aussitôt oubliées.

S'élever dans l'échelle sociale est une redoutable épreuve : les ouvriers occidentaux ressentent bien leur condition de prolétaire, mais à l'échelle mondiale, ils craignent de regarder plus bas. *Jusqu'ici, il n'y a eu,* semble-t-il, ni grèves de solidarité entre syndicats des pays riches et syndicats *des pays pauvres* (il y en a) ni franche opposition d'intérêts, du moins acceptée et ressentie.

De divers côtés est suggéré une sorte de plan Marshall : ce nom fournit une plate-forme sympathique, car même les plus jeunes savent que cette opération fut la plus lumineuse, la plus heureuse de ce demi-siècle de turbulences. Un tel transfert de richesses monétaires équivaut, en fait, à un don de fruits du travail.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Des qualités à revendre...

Elles démarrent au quart de tour (souvenons-nous de la façon rapide et sans bavure dont des Israéliens les ont sorties de Cherbourg en 1969) et, lorsqu'on veut les soustraire à une surveillance ou à une recherche intensives, elles savent se faire toutes petites, introuvables.

A part le fait qu'elles troublent parfois les relations diplomatiques, elles ont toutes les qualités, ces vedettes !

JEAN FRIDRICI.

LA MORT DE KARL BÖHM

La quête de la perfection

Le chef d'orchestre Karl Böhm est mort, le 14 août, dans sa résidence de Salzbourg, des suites d'une crise cardiaque qui l'avait laissé plusieurs jours dans le coma (nos dernières éditions datées 15 août).

Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Malgré son âge, Karl Böhm n'avait accédé à la célébrité, en France, qu'à une date relativement récente. S'il était venu pour la première fois à l'Opéra de Paris, *à la tête de* l'Opéra de Vienne, en 1953, c'est en 1972 qu'il s'y imposa avec les éblouissantes représentations de *la Femme sans ombre*, de Richard Strauss. On l'avait revu maintes fois depuis, à l'Opéra, dans *Elektra*, *l'Enlèvement au sérail*, *la Flûte enchantée*, et à la tête de l'Orchestre de Paris et de l'Orchestre national, jusqu'à cet ultime concert, télévisé en direct en mars dernier, d'une merveilleuse beauté. On n'oubliera pas non plus son passage au Théâtre antique d'Orange où il dirigea *Tristan*, en 1973, avec Birgit Nilsson et Jon Vickers.

Mais il n'est pas exagéré de dire que sa gloire l'avait de beaucoup devancé, grâce à d'admirables enregistrements dont la liste n'a cessé depuis de s'enrichir : les opéras et l'intégrale des symphonies de Mozart, les opéras de Strauss, les symphonies de Beethoven, de Brahms, de Schubert, de Bruckner, la *Tétralogie*, etc.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 6.)

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

LES DÉVELOPPEMENTS DE LA CRISE IRANIENNE

Un entretien avec M. Massoud Radjavi

« La fin de la dictature sanguinaire est proche »

nous déclare à Auvers-sur-Oise le chef des Moudjahidin

Moins de quarante-huit heures après le retour du second groupe de Français d'Iran, les strictes dispositions que les autorités françaises avaient prises le dimanche 2 août pour empêcher tout contact entre la presse et les dirigeants iraniens qui se sont récemment réfugiés à Paris se sont évanouies comme par enchantement. Les policiers qui, il y a quelques jours, veillaient à ce qu'aucun journaliste ne prenne contact avec MM. Bani Sadr et Massoud Radjavi ne s'occupent que de la protection des hôtes étrangers, installés dans un modeste pavillon d'Auvers-sur-Oise.

« La situation est maintenant normalisée », *nous dit le chef des Moudjahidin du peuple, M. Massoud Radjavi.* « Nous pouvons maintenant commencer à travailler. Je ne suis pas venu m'installer en France. Je souhaite retourner dans mon pays au plus tôt, après avoir réalisé les objectifs de mon voyage à Paris. »

« Quels sont ces objectifs ?

— D'abord faire connaître au monde entier l'étendue et l'importance de la résistance à la dictature sanguinaire et sauvage qui prévaut en Iran, dénoncer les mensonges de Khomeiny, choses que nous pouvions difficilement faire lorsque nous étions dans la clandestinité. Notre voyage s'imposait également pour assurer la sécurité du président Bani Sadr et la mienne propre. Cela ne veut pas dire que notre position en Iran soit faible, mais nous ne voulions accepter aucun risque en ce qui concerne notre sécurité.

— Ne craignez-vous pas que votre absence du pays, en ce moment particulièrement critique, ne contribue à affaiblir votre influence en Iran ?

— Seuls ceux qui ignorent la réalité profonde de la situation iranienne peuvent nourrir de telles appréhensions. Nous avons au cours des dernières semaines perdu près de quatre cents martyrs exécutés par les bourreaux de Khomeiny. L'importance même des pertes que nous avons consenties pour la révolution indique que nous avons des racines profondes au sein de la population.

— Où en êtes-vous dans la formation du conseil national de résistance ?

— Jusqu'à maintenant, par suite de l'incertitude de notre statut en France, nous n'avons pas pu faire grand-chose. Mais nous comptons mettre les bouchées doubles pour mettre sur pied un organisme vraiment représentatif de la résistance. Pourront en faire partie tous ceux qui acceptent nos principes de liberté et d'indépendance, à condition toutefois qu'ils n'aient pas collaboré avec le chah et Khomeiny.

— Est-ce à dire que vous excluez le président Bani Sadr qui a été pendant près d'un an et demi le chef de l'Etat islamique ?

— Je ne pense pas que ce que vous dites soit juste. Je ne veux pas jouer le rôle de l'avocat de M. Bani Sadr. Je ne veux pas non plus défendre toute sa ligne politique et les actions qu'il a entreprises jusqu'à présent. Mais nous nous sommes rencontrés sur un point précis, celui de la démocratie et du refus de la dictature. S'il avait cédé à la tyrannie de Khomeiny, M. Bani Sadr serait toujours pésident de la République. Il a préféré choisir le chemin de l'honneur et de difficiles conditions de vie dans les maisons des moudjahidin et en exil.

— Vous excluez de votre front des personnalités telles que les anciens premiers ministres MM. Ali Amini et Chahpour Bahktiar. Pourtant, ils répétaient depuis plus d'un an, ce que vous commencez maintenant à dire.

— Ils appartiennent au passé. Ce sont des hommes finis. Nous ne voulons pas collaborer avec ceux qui ont déjà échoué. Et puis, il ne suffit pas d'être contre Khomeiny pour faire partie de notre front. Il faut aussi que nous sachions pourquoi nos alliés éventuels s'opposent à lui et quelles sont leurs options.

— Etes-vous pour la République islamique ?

— Nous sommes pour un régime islamique démocratique, mais différent de celui de Khomeiny, qui est essentiellement réactionnaire et anti-islamique. Si nous condamnons Khomeiny, ce n'est pas pour donner des bons points aux monarchistes, mais, bien au contraire, la condamnation de Khomeiny est dans le droit fil de notre condamnation du chah. L'un des legs les plus affreux du chah, c'est Khomeiny lui-même. Je répète encore, ce n'est pas par un retour au passé que nous résoudrons nos problèmes. Ce que nous voulons, c'est la création d'un Iran indépendant, non aligné, libre, démocratique et véritablement islamique.

Un régime réactionnaire

— Vous estimez donc que le régime actuel de Téhéran est aligné ? Sur qui ?

— Je dirai plutôt qu'il est sur la voie de l'alignement et de la dépendance. Il suffit pour s'en assurer de souligner les liens commerciaux qu'il entretient avec Israël pour l'achat d'armements, la répression des forces progressistes et la manière dont s'est déroulée l'opération de prise d'otages américains. Sur la scène, on s'injuriait, alors que derrière le rideau on se serrait la main.

— En d'autres termes, vous accusez le régime actuel d'être pro-américain !

— Je dis que le régime de Khomeiny est un régime réactionnaire qui prépare le terrain au retour des exploiteurs, donc des Etats-Unis et de tous ceux qui ont l'ambition de piller l'Iran.

— Reconnaissez-vous que c'est Khomeiny qui a éliminé toute influence américaine en Iran ?

— Erreur, ce n'est pas lui. Il n'a agi que sous l'influence des forces révolutionnaires. Il a fait cela uniquement pour nous devancer. Mais le contenu de son régime demeure quand même réactionnaire. La preuve en est que aujourd'hui en Iran, les contre-révolutionnaires commencent à lever la tête. Tout est prêt pour le retour de l'impérialisme et de l'alignement.

— Le chah vous accusait d'être des marxistes islamiques ?

— Pas seulement le chah, mais également Khomeiny. Pour eux, en effet, tous ceux qui ne sont pas réactionnaires et serviles sont des marxistes. Nous sommes des musulmans, et nos idées philosophiques sont fondamentalement différentes des théories marxistes.

— Sur le plan pratique, quelle est la nature de vos activités en Iran ?

— Notre objectif essentiel est la résistance à un régime de terreur qui ne comprend aucun autre langage que celui de la force.

— On vous accuse d'être à l'origine du terrorisme.

— Nous condamnons le terrorisme. Pour nous, le terrorisme, c'est l'action d'un petit groupe séparé du peuple qui souhaite, en attaquant les individus et les personnes, faire prévaloir ses points de vue. Nous considérons qu'en aucun cas les attaques contre des individus ne peuvent aboutir à des modifications sociales et aux objectifs pour lesquels nous luttons. Pour nous, le terrorisme s'appelle Khomeiny : un bourreau sanguinaire qui prétend être Dieu sur terre. Qui est à l'origine du terrorisme : celui qui a supprimé toutes nos libertés ou nous ? Pour notre part, nous appelons notre action « résistance ». Si vous connaissez une autre manière de résister à Khomeiny, dites-le nous, et nous vous en serons reconnaissants. Notre résistance n'atteint jamais les innocents. Nous condamnons vigoureusement ceux qui, pour discréditer les révolutionnaires, posent des bombes dans les voitures et sur les places publiques.

— Vous n'avez ni condamné ni approuvé le dynamitage du siège du parti républicain islamique. Pourtant, il s'agit d'un acte de terrorisme caractérisé.

— Le PRI est connu en Iran sous le sobriquet du « parti des matraqueurs ». Nous avons en notre possession une multitude de documents prouvant que ce parti est à l'origine de la répression, des tueries collectives. Il est très impopulaire et haï par la population.

— Avez-vous, oui ou non, dynamité le siège du PRI ?

— Je n'ai pas encore reçu de rapport de mes amis concernant cette affaire. Mais ce que je voudrais dire ici, c'est que la résistance en Iran est totalement légitime.

— Ne croyez-vous pas qu'une action de « résistance » telle que le dynamitage du siège du PRI renforce au sein de ce parti les éléments les plus réactionnaires, qui préconisent l'intensification de la répression ?

— La seule chose que je puisse dire à ce sujet, c'est que la fin du PRI est proche. L'intensification de la répression en est une preuve. N'oubliez pas que, vers la fin du régime du chah, on a assisté à une accélération similaire des opérations de répression. L'histoire semble se répéter. »

Propos recueillis par
JEAN GUEYRAS.

Les dirigeants de Téhéran dénoncent « la piraterie des superpuissances »

(Suite de la première page.)

Le général Fallahi a indirectement mis en cause l'Espagne, qui aurait dû, selon lui, assurer la sécurité des trois vedettes qui s'étaient rendues dans un port espagnol pour « *se ravitailler en carburant* ». « *L'Espagne a pris des engagements. Le ministère des affaires étrangères iranien a effectué des démarches auprès du gouvernement espagnol pour qu'il respecte ces engagements* », a-t-il ajouté, soulignant qu'il « *souhaitait que la vedette soit rendue* ».

Le général Fallahi a aussi accusé « *des pays voisins de l'Iran* » qui, en accordant « *l'asile politique à des pirates de l'air, au mépris des règlements internationaux, suscitent de telles entreprises* ». Cette remarque peut viser l'Egypte, qui refuse de rendre un Boeing militaire iranien détourné vers Le Caire le 24 juillet par un colonel qui a obtenu l'asile politique. Les vedettes de Cherbourg doivent en principe gagner l'Iran par le canal de Suez, l'Egypte ayant donné son accord. Mais le précédent du Boeing retenu au Caire serait une source d'inquiétude pour le gouvernement iranien.

La radio officielle iranienne a, pour sa part, lancé de nouvelles accusations contre la France. « *Des agents politiques français*, a-t-elle affirmé, *ont participé aux préparatifs de la fuite en France de l'ex-président Bani Sadr.* » Pour la première fois, la radio s'en est prise dans le même commentaire à la R.F.A., accusée de vouloir « *exploiter la crise politique entre l'Iran et la France* » en « *se substituant aux Français sur le plan commercial* ».

A Téhéran, le président du Parlement, M. Rafsandjani, a déclaré vendredi que les opposants au régime islamique ne constituaient pas une menace. Soulignant que le nombre et l'efficacité de ces opposants avaient été « *exagérés* », il a ajouté, faisant apparemment allusion aux Moudjahidin Khalq, « *de nombreux réseaux et des cachettes d'ennemis de la révolution ont été découverts* ». Entre-temps, la répression se poursuit sans répit. Vendredi soir, l'agence Pars a annoncé l'exécution de neuf militants de gauche et le « *suicide* » d'un dirigeant moudjahidin à Ispahan.

DES VEDETTES COMMANDÉES DEPUIS 1974

Les trois vedettes lance-missiles qui avaient quitté Cherbourg dans la nuit du 1er au 2 août, *à destination de l'Iran*, constituaient le règlement de la dernière partie d'un contrat portant sur douze vedettes, signé *au mois de février 1974* et complété au mois d'avril de la même année.

Il s'agit de bâtiments du type la Combattante II construits par les chantiers Constructions mécaniques de Normandie. Les vedettes Khanjar, Neyzeh et Tabarzin (c'est de cette dernière que se sont emparés les opposants au régime iranien) déplacent 249 tonnes et 275 à pleine charge. Longues de 47 mètres, larges de 7 mètres, *d'un tirant* d'eau de 1,9 mètre, elles peuvent atteindre une vitesse maximum de 35 nœuds. Pourvues *d'un équipage de trente et un* hommes, elles peuvent franchir à la vitesse de 30 nœuds une distance de 700 milles.

Leur armement se compose normalement d'un canon aérien de 76 millimètres Oto-Melara et d'un canon anti-aérien de 40 millimètres Bofors. Il comporte en outre quatre missiles mer-mer Harpoon qui ne se trouvaient pas à bord des trois vedettes.

Le parti socialiste « condamne les actes d'un régime aussi brutalement répressif »

Le parti socialiste français a publié, le vendredi 14 août, le communiqué suivant : « *La dramatique évolution de la situation en Iran, dont une des conséquences est la dégradation des relations entre la France et les autorités iraniennes, inquiète le parti socialiste. Le processus qui a conduit à la destitution du président Bani Sadr et à la désignation de son successeur a été marqué par un brutal accroissement des exécutions capitales. Frappant aussi bien des jeunes militants et militantes que des personnes déjà emprisonnées et torturées à l'époque du chah, ainsi que par la multiplication des attentats contre des personnalités politiques. L'Iran, qui est en guerre avec l'Irak, mais mène aussi un conflit intérieur contre les aspirations de certaines minorités nationales, notamment les Kurdes, court aujourd'hui le risque d'une guerre civile. A l'isolement diplomatique s'ajoutent enfin de graves difficultés économiques.*

» *L'intolérance politique et religieuse a ainsi largement déçu les aspirations à la liberté et à la justice pour lesquelles le peuple iranien lutte depuis tant d'années. Cette situation ne saurait en aucun cas justifier les thèses des défenseurs du régime impérial, qui porte une large part de responsabilité dans cette évolution négative. Mais le parti socialiste, qui n'avait cessé de dénoncer la dictature du chah, entend dire clairement qu'il condamne les actes d'un régime aussi brutalement répressif.*

» *Le parti socialiste* — conclut le texte — *est préoccupé des risques que cette tension peut faire courir à la paix dans cette région du monde et il rappelle son attachement au strict respect des règles internationales.* »

Libye

UNE MISE EN GARDE AUX ÉTATS-UNIS

Tripoli *(A.F.P.)*. — Les « officiers unionistes libres » libyens ont affirmé, jeudi 13 août, leur détermination de « *liquider physiquement toute personne — de Ronald Reagan au plus petit agent en Libye ou à l'étranger, — qui oserait simplement songer à attenter à la vie du chef de la glorieuse révolution du 1er septembre* » (le colonel Kadhafi).

Dans un communiqué diffusé par l'agence libyenne d'information Jana, les « officiers unionistes libres » des forces armées libyennes menacent encore d'entreprendre « *la plus grande opération de commando contre les intérêts américains à travers le monde, si les Etats-Unis n'abandonnent pas leur projet de complot contre la vie du colonel Kadhafi* ».

« *En rendant publique cette conspiration*, déclare le communiqué, *l'Amérique dévoile ouvertement le fait que c'est elle qui dirige le terrorisme international... et nous donne le droit de riposter de la même manière, à moins qu'elle ne se rétracte et qu'elle présente* (à la Libye) *des excuses officielles.* »

Les menaces anti-américaines des « officiers unionistes libres », groupe de militaires libyens de tendance nassérienne, qui a déclenché la révolution du 1er septembre, font suite aux révélations faites le 27 juillet dernier par l'hebdomadaire américain *Newsweek* concernant un projet destiné à renverser le colonel Kadhafi (*le Monde* du 29 juillet).

Jordanie

● PRECISION. — A la suite de la lettre de M. Youssef El Azm au sujet d'un article de notre envoyé spécial en Jordanie consacré aux Frères musulmans (« La Jordanie du refus », *le Monde* daté 21-22 juin), il convient de préciser que J.-P. Péroncel-Hugoz n'a pas « affirmé » que les Frères eient assassiné deux enseignants chrétiens mais fait état d'un « assassinat par des membres supposés de la confrérie ». Par ailleurs, il n'a écrit à aucun moment que les Frères « *pourchassent* » les chrétiens, comme M. El Azm lui en fait grief.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

La lutte contre l'inflation demeure le principal souci du gouvernement

De notre correspondant

Johannesburg. — « *A la lumière des récents développements en Afrique australe, la défense doit demeurer l'une de nos plus hautes priorités* », a commenté le professeur Horwood avant d'annoncer une augmentation de 30 % de la part budgétaire qui sera consacrée dans l'actuel exercice fiscal (avril 1981-mars 1982) à la défense du pays (*le Monde du 13 août*) sur un budget total de 15,87 milliards de rands, soit environ 102 milliards de francs (+ 16,8 % par rapport au budget définitif précédent), les dépenses prévues pour la défense s'élèveront en effet — s'il n'y a pas de « rallonge » en cours d'année — à 2,46 *milliards de rands* (15,5 milliards de francs), soit un peu plus de 15,5 % du total. Ces chiffres, qui constituent pour M. Horwood « *un message clair à nos ennemis* », n'ont, aux yeux des cercles militaires « *rien d'exceptionnel* ». On rappelle dans ces milieux que « *nombre de puissances occidentales* (France, R.F.A., Etats-Unis, etc) *consacrent de 18 % à 22 % de leurs budgets nationaux à la défense* », sans toutefois préciser si toutes les données sont exactement comparables...

L'effort gouvernemental en la matière n'est cependant guère contestable si l'on compare l'augmentation réelle du budget global (+ 2 % environ) à celle du budget militaire (+ 15 % compte tenu d'une inflation évaluée à 15 %).

« *La lutte contre l'inflation demeure la priorité numéro un du gouvernement* », a d'ailleurs répété le ministre des finances avant de rejeter la responsabilité du phénomène sur la crise économique mondiale, l'étranger et les hauts taux d'intérêt qui y sont pratiqués.

Face au dilemme qui consiste à freiner le développement effréné du crédit (la masse monétaire a encore augmenté de 45 % au premier trimestre 1981 et 26 % au second) en mettant les taux d'intérêt sud-africains à parité avec le marché monétaire international, quitte à risquer un ralentissement de la croissance, le gouvernement de Pretoria a pris une demi-mesure. Le taux d'escompte de la Banque centrale, qui n'était encore qu'à 7 % au début de l'année, a été porté, en quatre étapes, à son niveau actuel de 12,5 %. Un niveau qui reste, aux yeux des spécialistes, « *beaucoup trop bas pour décourager efficacement la demande de crédits* ». Comme il n'est pas non plus question de mettre en place un système de contrôle des prix — « *futile* », a dit le professeur Horwood, — on compte principalement sur « *la discipline de chacun* », un meilleur contrôle de l'évolution de la masse monétaire et des importations « *inflationnistes* ». Bref, chacun devra, à l'instar de l'Etat qui s'est abstenu d'augmenter les impôts et taxes sauf sur les alcools, tabacs et produits de luxe, se montrer moins gourmand.

Les populations non blanches (70 % du total) devront-elles se serrer un peu plus la ceinture ? Apparemment non si l'on en croit le gouvernement, qui assure vouloir poursuivre la politique visant à diminuer l'écart entre les salaires des Blancs et des autres (un à sept environ), et ce même au prix d'une « *poussée inflationniste à court terme* ». A ceux qui en concluraient trop vite que l'apartheid est sur le point de disparaître, M. Horwood inflige cependant un démenti en annonçant le prochain versement d'une prime spéciale à tous les retraités sociaux : « *30 rands pour les Blancs, 24 pour les métis chinois et indiens et 18 pour les Noirs...* ». De même, les subventions accordées à certains produits de grande consommation (pain, maïs, etc.), et dont les populations noires sont par définition les premiers bénéficiaires, vont-elles diminuer en valeur réelle, puisque l'enveloppe totale passe de 226 millions de rands à 250 millions seulement...

En revanche, un nouvel effort mesuré sera fourni en faveur de l'éducation des jeunes Noirs, les subventions totales passant pour ce secteur de 244,15 millions de rands à 369,75 millions (+ 50 %). Dans le même temps, l'enveloppe budgétaire pour l'éducation secondaire des jeunes Blancs (environ 25 % de la population scolaire totale) passe de 407 millions à 512 millions (+ 25 %), le financement des écoles primaires étant assuré d'autre part par les conseils de province.

En tout état de cause, pas plus que la session parlementaire en elle-même, ce budget n'annonce pas de grands changements dans l'évolution de la société sud-africaine. Telle est l'opinion émise chaque jour par l'opposition blanche et les leaders non élus de la communauté africaine...

PATRICE CLAUDE.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● LA FRANCE A ACCORDE L'ASILE POLITIQUE à quatre personnalités chiliennes expulsées de leur pays dernièrement, a annoncé le ministère français des relations extérieures. Un diplomate français s'est rendu, le jeudi 13 août, de Buenos-Aires à Mendoza pour en informer MM. Jaime Castillo, ancien président de la commission chilienne des droits de l'homme, Orlando Cantvarias, et Carlos Briones, anciens ministres des mines et de l'intérieur sous la présidence d'Allende, et Alberto Jeres, ancien sénateur.

Gambie

● M. SHERIF DIBBA, ancien vice-président de la République et chef de l'opposition parlementaire, va être jugé pour « trahison » à la suite de la tentative de coup d'Etat manqué en Gambie, a-t-on appris, vendredi 14 août, à Banjul. M. Dibba, ainsi que plusieurs autres membres du National Convention Party, sont actuellement détenus. M. Dibba avait été une première fois interpellé puis relâché il y a quelques jours (*le Monde* daté 9-10 août. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE va faire appel après la décision prise le jeudi 13 août par un tribunal new-yorkais de refuser d'extrader M. Desmond Mackin, membre de l'IRA, recherché pour tentative de meurtre par la police nord-irlandaise. Le juge américain a en effet estimé que M. Mackin était inculpé d'un crime à connotation politique.

D'autre part, à Londonderry, 400 kilos d'explosifs ont été découverts dans un appartement vendredi. Le quartier a été évacué pendant que les artificiers de l'armée désamorçaient les bombes. — *(A.F.P.)*

Yougoslavie

● MORT DE M. STEVAN DORONJSKI. — M. Stevan Doronjski, membre de la présidence collégiale de la Yougoslavie, où il représentait la région autonome de Voïvodine, est mort vendredi 14 août à Belgrade d'un cancer du foie.

[Né le 28 septembre 1919 à Krcedin (Voïvodine), M. Doronjski avait fait des études vétérinaires à l'université de Belgrade avant d'être, de 1941 à 1945, commissaire politique des détachements des partisans du Danube. Après la guerre, il avait exercé d'importantes responsabilités en Voïvodine, province qu'il devait représenter au sein de la présidence collégiale de la Ligue des communistes à partir de 1969, puis de la présidence collégiale de l'Etat à partir de 1974 (dont il sera vice-président de mai 1977 à mai 1978). Elu en octobre 1979, pour un an, « président en exercice » de la Ligue des communistes, dont le maréchal Tito était alors président à vie, c'est lui qui avait prononcé, aux obsèques de l'ancien chef de l'Etat, en mai 1980, l'hommage du parti.]

DIPLOMATIE

Nouveau plaidoyer de M. Genscher en faveur d'une union politique européenne

De notre correspondant

Bonn. — Le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a présenté, le 13 août, une série de propositions en vue de relancer l'union politique européenne, dans un document publié par le parti libéral (F.D.P.) dont il est le président.

L'idée fondamentale du ministre est de mettre au point *« un nouveau traité dans lequel seraient fondus la Communauté européenne et le conseil européen »*. M. Genscher ne dit pas si ce nouvel *acte constitutionnel* de la C.E.E., qui fixerait dans le droit des mécanismes créés depuis la signature des traités de Rome, compléterait ces derniers ou serait appelé à les remplacer complètement.

D'autre part, M. Genscher écrit qu'il *« faudrait étudier sérieusement la création d'un conseil* (des ministres de la Communauté) *pour les questions de sécurité ainsi que la création d'un conseil pour la coopération culturelle »*. Là non plus, sa pensée n'est pas parfaitement claire.

« Un conseil des ministres de la défense n'est pas prévu, précise seulement M. Genscher. *Les pays membres devraient, au contraire, avoir la possibilité de se faire représenter, en fonction de leurs dispositions constitutionnelles propres, par leur ministre responsable des questions de sécurité. »*

Ces propositions, note-t-on à Bonn, avaient déjà été faites par M. Genscher à une réunion du F.D.P., le *6 janvier dernier*. C'est le moment choisi pour les renouveler qui mérite d'être relevé, tout comme le fait qu'il s'adresse à l'opinion en qualité de chef de parti. Il estime que *« l'Europe risque de s'embourber dans ses égoïsmes nationaux »* dans le débat qu'elle va engager à l'automne pour régler ses problèmes internes. Les Dix ne peuvent jouer leur rôle sur la scène mondiale qu'en renforçant leur organisation politique, estime M. Genscher, qui s'en prend à ceux qui, en R.F.A., considèrent l'Europe *« comme celle des autres, à laquelle on ne contribue qu'à contre-cœur »*. Il observe aussi que *« l'Europe a sa place non pas entre les Deux Grands mais au sein de l'Occident »* et que *« sa devise ne doit pas être un anti-américanisme primaire »*. Ces deux réflexions sont destinées au parti social-démocrate (S.P.D.), où existe un fort courant anti-européen et neutraliste.

(Intérim.)

Washington minimise l'évocation par M. Reagan d'un sommet américano-soviétique

Alors que Moscou n'a pas encore réagi à l'évocation par M. Reagan d'un éventuel sommet américano-soviétique (*le Monde* du 15 août), on s'efforce toujours au département d'Etat, de minimiser les déclarations faites par le président des Etats-Unis dans son ranch de Santa-Barbara. *« Elles ne constituent pas un changement de politique »*, a déclaré le porte-parole. Il a ajouté : *« Le président et le secrétaire d'Etat ont indiqué à plusieurs reprises que les Etats-Unis étaient favorables à des rencontres avec les Soviétiques et même à un sommet. (...) Nous avons aussi indiqué clairement que nous voulons être soigneusement préparés. »* A Santa-Barbara, le porte-parole de M. Reagan a précisé que le président avait écrit *« quatre ou cinq fois »* à M. Brejnev depuis son accession au pouvoir et que l'évocation d'un sommet américano-soviétique figurait dans une lettre personnelle envoyée au mois de mars.

Tandis que la presse soviétique *continue* à stigmatiser la décision de M. Reagan de lancer la production de la bombe à neutrons, les Etats-Unis s'apprêtent à définir avec plus de précision leur politique de défense, dont le but avoué est de retrouver une supériorité nucléaire sur l'U.R.S.S. Le Conseil national de sécurité doit se réunir prochainement à Santa-Barbara. Selon le *New York Times*, il se penchera sur le problème du bombardier B-1 (dont la construction a été bloquée par M. Carter), du missile intercontinental MX, du missile mer-sol Trident 2 (destiné à remplacer le Trident 1, lui-même successeur du Poseidon, qui équipe les sous-marins nucléaires). Le Conseil national de sécurité étudiera aussi des propositions concernant le renforcement du système militaire de communications grâce à l'extension du réseau de satellites. Une décision finale sur ces dossiers devrait être prise en septembre

Vendredi, dans une interview télévisée, M. Haig a démenti que la décision du président Reagan sur la bombe à neutrons ait entraîné une crise de confiance en Europe. *« C'est vrai*, a-t-il reconnu, *que certains de nos amis européens ont été quelque peu surpris par le ton des Etats-Unis plus antisoviétique qu'ils n'y étaient habitués. Mais j'ai toujours dit qu'au fond de leur cœur ils pouvaient dormir tranquilles en se disant que, Dieu merci, l'Amérique est disposée et prête à assumer la direction à nouveau et à fournir le genre de protection qu'ils attendent de nous depuis trente-cinq ans... »*

M. Haig a ajouté que l'Europe subissait *« une série d'épreuves et de contraintes, y compris une vague antinucléaire émotionnelle »*.

● *La Yougoslavie* a accueilli avec *« regret et inquiétude »* la décision du président américain de fabriquer la bombe à neutrons, a déclaré vendredi 14 août un porte-parole officiel du gouvernement de Belgrade.

NOUVELLES CRITIQUES SOVIÉTIQUES CONTRE LA POLITIQUE FRANÇAISE

Moscou *(A.F.P.)*. — L'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux* a regretté vendredi *14 août que* certains dirigeants français aient *« cédé à la pression des milieux de l'OTAN »* sur le problème de l'équilibre des forces en Europe.

La France parle de la nécessité pour l'OTAN de continuer à s'armer au lieu de penser à des négociations sur le désarmement, estime l'hebdomadaire qui s'en prend personnellement au ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson.

Le soutien public apporté par le ministre français à la décision prise en décembre 1979 par l'OTAN de déployer de nouveaux missiles nucléaires à moyenne portée en Europe occidentale ne correspond pas, selon *Temps nouveaux*, à l'idée de l'indépendance de la France vis-à-vis de l'alliance atlantique. *« On cache aux Français que l'U.R.S.S. n'a pas rompu l'équilibre des forces »*, poursuit l'hebdomadaire.

EUROPE

ALBANIE : le communisme « rétro »

III. — Tant qu'il y aura des machines...

De notre envoyé spécial THOMAS SCHREIBER

Dans ses deux premiers articles, Thomas Schreiber a donné des images de la vie quotidienne en Albanie, puis il a expliqué les raisons de l'isolationnisme diplomatique de ce pays, qui a successivement rompu avec Belgrade, Moscou, et même Pékin. L'intransigeance de l'Albanie semble faire exception dans le cas de la France (« le Monde » des 14 et 15 août).

Tirana. — *« Chaque citoyen de notre pays se prépare pour la défense de sa patrie, comme si la guerre devait commencer demain, et en même temps chacun de nous travaille avec calme, assurance et enthousiasme, comme s'il ne devait jamais y avoir de guerre »*, explique le rédacteur en chef de la revue *Albanie nouvelle*.

En fait, le pays entier est obsédé par l'idée d'une agression impérialiste-révisionniste visant *« le seul Etat authentiquement communiste du monde »*. Tout est mis en œuvre pour entretenir cette psychose : les slogans guerriers qui jalonnent la vie quotidienne, et surtout des milliers de ces étranges bunkers disséminés dans les champs, dans les montagnes, près des routes, au bord de la mer et des lacs, à l'entrée et à la sortie des villes et des coopératives agricoles. Demi-sphères en béton surplombant des trous rudimentaires, rappelant de loin des soucoupes volantes vues par des dessinateurs de science-fiction, ces bunkers sont destinés à la défense contre les parachutistes. Des camions sillonnant les *routes déchargent chaque jour des* éléments en béton qui serviront à la construction de nouveaux bunkers, dont le rôle essentiel est de rappeler la permanence du danger qui pèse sur l'Albanie, *« forteresse assiégée »*.

« Tout le peuple est soldat »

« Tout le peuple est soldat » : cette formule, répétée au visiteur aux quatre coins du pays, signifie en pratique que l'ensemble de la population active accomplit une période militaire de quinze à vingt jours par an, depuis les dernières années du lycée jusqu'à la retraite. Des soldats en manœuvre, des transports de troupes, des mitrailleuses gardant une coopérative, deviennent rapidement un spectacle familier, de même que les baraquements de l'armée décorés des slogans politiques habituels. L'Albanie donne l'impression d'un pays occupé... par ses propres citoyens, qui guettent jour et nuit l'ennemi invisible.

Toute la société, militarisée et politisée, est au service d'une idéologie qui ne laisse aucune place au doute. En 1938, le pays comptait plus de 85 % d'illettrés. Aujourd'hui, le plus petit village isolé dans les montagnes a son école, fût-ce pour sept élèves.

Mais l'enseignement, les livres, les pièces de théâtre, les films, les chansons véhiculent exclusivement la doctrine marxiste-léniniste dans sa version la plus orthodoxe, c'est-à-dire albanaise. Dès l'école maternelle, les enfants apprennent à s'imprégner de l'idéologie officielle, à être des propagandistes zélés de la ligne politique, capables de distinguer des héros (du moment), des *traîtres (du moment)*, prêts à étudier plus tard les écrits de M. Enver Hodja, le premier secrétaire du parti. Les traductions de ses œuvres et celles d'auteurs albanais en français, en anglais ou en russe sont utilisées pour étudier les trois langues étrangères les plus répandues. Les étudiants, eux, peuvent également se *familiariser avec les classiques* de la littérature occidentale, mais les auteurs contemporains français *ou anglais* — qualifiés à de rares exceptions près de *« bourgeois »*, de *« décadents »* ou de *« révisionnistes »* — restent évidemment bannis.

Résolument à l'écart de toute circulation des hommes, des idées et des informations *« suspectes »*, l'histoire contemporaine de l'Albanie est profondément marquée par une longue série d'épurations liées aux ruptures d'alliances successives avec la Yougoslavie, l'Union soviétique et la Chine.

De ces bouleversements, on n'aime guère parler devant le visiteur. Et, d'ailleurs, c'est généralement avec plusieurs mois — sinon plusieurs années — de *retard qu'on « officialise » l'élimination* de tel ou tel dirigeant tombé en disgrâce. Le 18 juin 1974 disparaissait de la scène publique M. Bekir Balluku, membre du bureau politique depuis 1948, vice-président du conseil et ministre de la défense depuis 1953. A l'époque, cette disparition, abondamment commentée en Occident mais ignorée par l'opinion publique albanaise, avait entraîné des changements importants dans l'appareil du parti et de l'Etat. Il fallut attendre le VII[e] Congrès, en novembre 1976, pour que soit *annoncé par M. Hodja* que son ancien proche collaborateur était un *« putschiste »*. Presque deux années s'écouleront encore avant que les Albanais apprennent que M. Balluku était un partisan des sociaux-impérialistes chinois.

Les Albanais vouent une admiration sans borne à Staline, dont les statues ornent les principales *villes du pays. « Staline était quelqu'un de très bien »*, assure notre jeune interprète, en citant les phrases qu'il a lues dans les livres de M. Hodja.

« Le camarade Enver »

Le premier secrétaire, au pouvoir depuis trente-six ans, est, avec Skanderbeg, champion de l'indépendance au quinzième siècle, et Staline, le héros national des Albanais. Mais le culte de la personnalité qui l'entoure est différent de celui qu'on pratique en Union soviétique ou en Roumanie. M. Enver Hodja, soixante-douze ans, ancien professeur de français, invisible, n'a aucune fonction dans l'Etat : incarnation mythique de l'Albanie socialiste, *il est le symbole du père pour* une société restée patriarcale malgré tous les bouleversements depuis 1945.

Un père qu'on appelle par son prénom : les citations de ses discours ou textes reproduits dans les journaux et sur les murs sont signés *« Enver »*. On imagine mal les Soviétiques, les Roumains ou les Bulgares disant — ou écrivant — *« Leonid »*, *« Nicolae »* ou *« Todor »* en parlant de MM. Brejnev, *Ceausescu ou Jivkov*. M. Enver Hodja appartient à la famille albanaise et sa popularité semble réelle.

Pourtant, selon les adversaires du régime installés à l'étranger, les prisons, les camps de concentration ou de rééducation albanais n'ont rien à envier aux goulags soviétiques : le visiteur étranger n'a aucun moyen de vérifier ces affirmations.

En tout cas, l'existence d'une opposition, même inorganisée, paraît matériellement impossible en raison de l'encadrement étroit de la population d'une perfection telle que les intéressés ne s'en rendent même pas compte. Il ne faut pas oublier que la génération née après 1938 n'a jamais connu autre chose et que, à la différence de celle des pays « révisionnistes » est-européens, elle est totalement coupée de l'extérieur.

Le régime actuel représente pour nombre de personnes plus âgées un progrès par rapport au passé. Par hasard, nous avons pu assister à un mariage dans un petit village près de Fjer, à une centaine de kilomètres de Tirana. Une centaine de paysans se sont retrouvés dans une ambiance chaleureuse. En les regardant vivre, nous avons mieux compris ce que représente pour eux le *« communisme au visage albanais »*. Après avoir été exploités et humiliés par de puissants beys possédant toutes les terres, *ils bénéficient d'une réelle* promotion sociale. Le chemin parcouru par ces paysans est énorme, malgré des difficultés rencontrées. Ils ont le sentiment — comme d'autres Albanais — de travailler pour leur seul pays, fût-ce au prix d'une vie rude et — de notre point de vue occidental — effroyablement policée.

Des atouts

Pourtant, en parcourant des routes — pour la plupart nouvelles — l'observateur a le sentiment de la fragilité du régime. Si les hommes semblent être motivés pour accepter la situation, les machines, elles, réagissent plutôt mal. Les camions, pour la plupart d'un âge canonique, tombent en panne. Les équipements industriels paraissent vétustes. Ils sont soigneusement entretenus, mais pourront-ils durer *indéfiniment* ?

L'un des principaux problèmes du pays, c'est celui de l'approvisionnement *en pièces de rechange* pour faire fonctionner les machines livrées par les Soviétiques d'abord, les Chinois ensuite... et qui n'arrivent plus. Nos interlocuteurs se voulaient rassurants : *« Désormais, nous produisons jusqu'à 90 % des pièces nécessaires. »*

Il n'empêche que la tendance à une diversification croissante et rapide des rapports commerciaux avec le monde est dictée par la nécessité. *Le vide laissé par la* cessation de l'aide chinoise amène l'Albanie à le combler en étendant et en diversifiant ses échanges (1).

Le pays ne manque pas d'atouts : la production du minerai de chrome (multipliée par dix en quelques années : l'Albanie occupe le troisième rang dans la production *mondiale*) est exportée pour 70 % vers le monde occidental. La découverte de nouveaux *gisements*, non seulement du pétrole (dont la production, évaluée à 3 millions de tonnes par an, permet même des exportations compte tenu de l'absence de voitures...) mais aussi de gaz, de charbon et de cuivre, contribue également à assurer le maintien du rythme élevé de l'industrialisation.

« Le prochain plan quinquennal (1981-1985) sera le seul plan à s'appuyer entièrement sur des ressources intérieures et à être réalisé par nos propres forces, sans avoir recours à aucun crédit et à aucune aide économique de l'étranger », disent avec fierté les Albanais (2). Ils rappellent aussi au visiteur que, tout en refusant l'aide, fût-elle humanitaire après le terrible tremblement de terre d'avril 1979, tout fut reconstruit en cinq mois par *eux-mêmes*.

Le « pays des Aigles », longtemps le plus pauvre, le plus humilié de l'Europe, compte préserver coûte que coûte son indépendance politique et économique. Au quinzième siècle déjà, un poète contemporain de Skanderbeg évoquait ses compatriotes qui vivent en tenant *« d'une main la charrue et de l'autre l'arme »*. Cela n'a pas changé.

Cependant, rien ne permet d'affirmer que, face aux dures réalités du monde moderne, les membres de la grande famille modèle *de la petite Albanie pourront* indéfiniment vivre sur une autre planète, protégés par des bunkers *et galvanisés* par des slogans.

FIN

(1) Cf. *L'Europe de l'Est et l'U.R.S.S* en 1979, notes et études documentaires, octobre 1980.

(2) Ce plan sera officiellement *adopté* en novembre 1981 à l'occasion du huitième congrès. On prévoit un net ralentissement du développement économique dû aux *difficultés*.

Pologne

L'épiscopat demande que cessent « les luttes fractionnistes »

(Suite de la première page.)

« C'était des journées de tension et de peur, mais, en même temps, d'espoir et de prières. On se posait la question de savoir si les Polonais allaient pouvoir résoudre eux-mêmes leurs problèmes sans ingérence étrangère, et si ceux qui exercent le pouvoir allaient pouvoir répondre aux aspirations de la société », notent les principaux responsables de l'épiscopat. Soulignant la *« grande importance »* que cette année écoulée jouera dans l'histoire de la Pologne, ils déclarent : *« Nous voulons être persuadés que la force des nouveaux syndicats sera utilisée aussi bien pour la défense des droits des travailleurs que pour sortir le pays de la crise. »*

Passant en revue la situation actuelle, les évêques déclarent : *« La société est prête à faire des sacrifices si elle a la certitude que ses efforts ne seront pas gaspillés. »* Ils apportent ensuite leur appui à certaines revendications du syndicat indépendant, estimant que la société fera des sacrifices si *« on crée des structures de responsabilité des travailleurs et des structures d'autogestion, si toutes les forces sociales prennent part à la préparation et à la réalisation de la réforme économique et si le programme est acceptable pour toute la nation »*.

« Il est juste, disent les évêques, *que les travailleurs veuillent avoir la possibilité de contrôler ce qui est produit par l'effort commun, ainsi que la façon dont sont répartis les fruits de ce travail commun. »*

L'accès à la radio et à la télévision

Les évêques se prononcent également sur la campagne de propagande sans précédent menée dans les *mass media* officiels contre les syndicats. Soulignant *« la particulière sensibilité de la société aux paroles diffusées par les moyens de communication de masse »*, les évêques rappellent que *« depuis des années, l'Eglise lance des avertissements contre les manipulations des mass media »*. Or ceux-ci *« constituent la propriété de toute la nation et doivent servir la vérité et toute la société. Ceux qui les utilisent actuellement devraient s'abstenir d'envenimer la situation et de mener une propagande irritante qui fait monter les tensions (...) Il est important d'assurer l'accès à la radio et à la télévision aux syndicats, à l'Eglise et à tous les milieux de l'opinion publique polonaise. »*

En ce qui concerne la situation actuelle et la tension qui marque les rapports entre Solidarité et le gouvernement, les membres de l'instance suprême de l'épiscopat déclarent que *« la coresponsabilité pour le sort du pays exige, aussi bien de la part des gouvernants que des gouvernés, le respect de l'ordre, du travail honnête, le respect des accords conclus et des droits de la personne humaine »*. Ils ajoutent qu'il faut *« s'opposer d'une façon ferme aux tentatives faites pour profiter de la situation actuelle et des tensions croissantes pour des luttes fractionnistes et politiques, et cela de quelque côté qu'elles viennent »*.

Enfin, les évêques expriment l'espoir que les tensions actuelles seront surmontées et lancent un appel *« à tous pour qu'ils entreprennent une action pondérée, renoncent à attiser les émotions et s'attellent aux tâches qui ont une signification essentielle pour toute la nation et l'Etat »*.

« Jusqu'à présent, nous avons donné la preuve devant le monde entier d'un haut degré de maturité et de culture, dans l'effort fait pour mettre de l'ordre dans notre propre maison », rappellent les évêques, qui demandent à la population tout entière de poursuivre sans haine ni esprit de vengeance la route du renouveau tracée par le Saint-Père et par le défunt cardinal Stefan Wyszynski.

AMBER BOUSOGLOU.

AMÉRIQUES

Argentine

A LA RECHERCHE DES ENFANTS DISPARUS

Les « grands-mères de la place de Mai » ont décidé *de s'organiser, a annoncé, le 10 août, lors d'une conférence* de presse réunie à Buenos-Aires, Mme Maria Isabel de Mariani. Il s'agit pour elles, à l'instar des « mères de la place de Mai », qui *recherchent des traces de leurs enfants* disparus, de retrouver leurs petits-enfants, également disparus.

Correspondance

Buenos-Aires. — Un dossier remis à la presse par les « grands-mères de la Plaza de Mayo » contient soixante-huit cas de disparitions déclarées. En réalité, les enfants disparus *dans tout* le pays depuis 1976 seraient au nombre de plusieurs centaines. Il s'agit soit d'enfants, souvent en très bas âge, enlevés généralement en compagnie de leurs parents au cours de brutales opérations des forces de sécurité, soit d'enfants qui devraient avoir vu le jour au lieu de détention de leur mère, enceinte au moment de l'enlèvement.

A l'heure actuelle, seuls quatre enfants ont été localisés. Deux d'entre eux ont été retrouvés en août 1979 à Valparaiso, au Chili, trois ans après leur disparition, grâce à l'action de Clamor, le Comité pour la défense des droits de l'homme dans le Cône sud, créé par l'archevêque de Sao-Paulo. Les deux enfants, abandonnés dans des conditions mystérieuses sur une plage de Valparaiso en décembre 1976, avaient été adoptés par une *famille chilienne*. Deux autres petites filles, enlevées en 1977 dans la province de Buenos-Aires, *ont été retrouvées* en mars 1980 dans une localité située près de la capitale. La grand-mère, après plusieurs demandes infructueuses, fut convoquée par un juge des mineurs qui l'autorisa à voir ses deux petits-enfants.

Devant ce maigre résultat, malgré d'incessantes démarches individuelles auprès de la police, du clergé, de la justice, des autorités militaires, des hôpitaux, des crèches et des orphelinats, ces *femmes*, qui sont mères et grands-mères de disparus, ont décidé de s'unir. Elles sont aujourd'hui *plus de cinquante*. Dans un document remis le 5 août à la junte militaire, elles affirment : *« Nos recherches, les témoignages que nous avons recueillis et les quatre enfants qui ont réapparu, nous permettent d'affirmer de façon responsable que les autorités supérieures disposent d'informations permettant de localiser chacun de nos petits-enfants. »* Le même document précise que si la junte ne prend pas de *« décisions immédiates »*, elles demanderont l'appui de *« personnalités civiles et religieuses »*.

Privées de leurs enfants et petits-enfants, ne rencontrant, pour l'instant, qu'un pouvoir silencieux, les « grands-mères de la place de Mai » savent qu'elles devront affronter un autre et délicat problème : l'attitude des éventuels parents adoptifs. Mais, selon Mme Maria Isabel de Mariani : *« Notre devoir est de chercher nos petits-enfants parce que nous savons qu'un jour ce sont eux qui nous chercheront. »*

JACQUES DESPRÉS.

مكرر من الاصل

société

JUSTICE

DES PETITES ANNONCES EN PROCÈS

Un « créneau »

On l'imaginerait plutôt assis dans un bon restaurant. M. Jean Damé, l'un des trois prévenus dans cette affaire, ne comparaît pas de bonne grâce devant la quatorzième chambre correctionnelle de Paris. Il s'agite, roule des yeux indignés : *« C'est une accusation infamante »*, s'exclame-t-il.

Il s'agit d'une affaire de « proxénétisme aggravé », selon le parquet, d'une cruelle injustice, au dire des avocats des accusés. D'ailleurs, pour l'un d'eux, *cela s'appellerait le « proxénétisme de presse »*.

M. Garrigue, président, rappelle les faits et le chef d'accusation. Les trois hommes ont participé, à des titres divers, à la publication et à la distribution de journaux combinant aimablement les annonces « échangistes », les offres de rencontre et les publicités pour salons de relaxation et massage, avec ou sans vidéo. *« Des prostituées, en un mot »*, tranche le président.

Les annonces étaient payantes, d'où l'accusation de proxénétisme, et répétées, d'où le qualificatif. On se perd un peu dans ces journaux. Avec le même réseau d'abonnés, ils s'appellent successivement *Trio-Plus*, *Rapports*, *Nouvelle formule* : les sociétés éditrices changent elles aussi de nom . Onisac *(« Le contraire de casino, monsieur le président »)*, puis S.R.T (Société de réimpression de la Trinité). Un jeu de cache-cache.

La défense vibre de bonnes intentions : le premier, M. Damé, n'a rien fait d'autre que de vendre son fichier au second. D'ailleurs, il avait constitué ledit fichier en réalisant d'autres publications. *« Avant, j'avais fait* la Mer *et des journaux de sport, il y a des créneaux, on s'y met, voilà tout. »* La preuve qu'ils sont honnêtes, c'est que les abonnés ont toujours reçu le journal, quel que soit le changement d'appellation.

Le second, M. Michel Vincent, ne s'est pas rendu compte. D'ailleurs, tous les journaux font ça. C'est vrai, la même « masseuse » publiait ses annonces dans *France-Soir*, *le Figaro*, *le Matin* et *Paris-Match* Quant au troisième, M. Crépy, il a repris la gérance parce qu'il était au chômage.

Si l'on suit M. Damé, le propriétaire du fichier, dans son raisonnement, son journal, précisément parce qu'il est interdit aux mineurs, est un instrument de protection de la jeunesse. D'ailleurs *« on l'envoie tous les mois à la Bibliothèque Nationale »*. M Damé accuse violemment le reste de la presse : *« Regardez* Libération, *et tous les enfants lisent ça »*. Quant à lui, c'est un parangon de vertu, et une victime de surcroît, il vient de faire quatre mois de prison. Les deux autres en ont fait le double.

Proxénétisme aggravé ? L'accusation paraît excessive Ils constituent plutôt un petit maillon un peu miteux de cet énorme marché qui, des petites annonces aux sex-shops, en passant par les publications de fesses sur papier glacé dit l'envers du décor, porno et ordre moral, petites annonces et solitude.

D'ailleurs, le tribunal en a tenu compte. L'accusation n'a pas été retenue. Les inculpés, condamnés au titre d'intermédiaires dans un délit de prostitution, ont retrouvé leur liberté le soir même, avec des peines assorties de sursis : six mois pour MM. Damé et Michel Vincent, huit mois pour M. Crépy.

G. Bé.

Faits et jugements

LE SUICIDE DE SYLVAIN (suite)

Les parents d'un garçon de treize ans ont décidé de porter plainte après le suicide de leur fils. Demi-pensionnaire dans un collège d'Argentan (Orne), Sylvain G... avait été surpris, le 18 juin, en fin de matinée en train de dérober un tablier dans une grande surface. Du moins des employés de ce magasin le prétendaient-ils. Interrogé sur place par le directeur, puis par des gendarmes, il avait été raccompagné à l'école dans un véhicule de police Contraint de déjeuner seul, il était ensuite rentré chez lui, où il s'était suicidé (le Monde daté 21-22 juin)

L'avocat de ses parents, Mᵉ Alain Tourret, du barreau de Caen, affirme que lorsqu'il a été appréhendé dans le magasin, Sylvain n'avait pas sur lui le tablier d'une valeur de 30 F qu'on lui reproche d'avoir dérobé. Il n'avait pas non plus franchi les caisses enregistreuses du magasin. Le vol n'était donc pas établi. Sylvain devait à nouveau être interrogé à 14 heures, l'heure à laquelle il s'est suicidé en se tirant un coup de carabine

Mᵉ Tourret estime qu'il y a une relation de cause à effet entre l'incident du magasin et le suicide de cet enfant, bien portant et apparemment heureux de vivre. Il invoque les articles du code pénal sur l'homicide involontaire commis par négligence ou imprudence.

Une fusillade à Paris fait deux morts

Deux jeunes gens ont été tués et une troisième personne a été blessée, le vendredi 14 août, au cours d'une fusillade qui a éclaté vers 22 h 30 dans un immeuble situé au 25, rue Copernic, à Paris (16ᵉ).

La fusillade a eu lieu dans une chambre de service habitée par une jeune fille qui recevait, selon les témoignages des autres locataires, de nombreux visiteurs. Vendredi, ils étaient au nombre de quatre lorsque deux hommes ont fait irruption dans la pièce, tirant plusieurs coups de feu : deux des jeunes gens présents succombaient peu après à leurs blessures.

Un des deux agresseurs, blessé au bras, a été arrêté, alors qu'il s'enfuyait, par les deux policiers en faction devant la synagogue de la rue Copernic depuis l'attentat de l'année dernière. La police refusait, samedi matin, de révéler l'identité des victimes, ainsi que celle de la personne arrêtée, et de fournir des précisions sur les mobiles de cette fusillade

● *Mme Eliane Richard, l'infirmière de Lille*, âgée de trente ans, qui avait enlevé un bébé nouveau-né le 11 août à la maternité Baudelocque de l'hôpital Cochin à Paris, avant de simuler un accouchement (*le Monde* du 14 août), a été inculpée par un juge d'instruction parisien, M. Michel Salzmann, vendredi 14 août, d'enlèvement de mineur. Elle a été placée sous mandat de dépôt à la prison de Fleury-Mérogis, où le magistrat a décidé de lui faire subir un examen psychiatrique.

● *M. Patrick Gervasoni*, réfractaire à l'armée depuis 1972, qui a été *« rendu à la vie civile »* le 7 août (*le Monde* du 13 août), est *« inapte au service national »*, a précisé, vendredi 14 août, le ministère de la défense nationale qui, dans un premier temps, avait refusé d'indiquer les raisons de cette exemption. Le communiqué du ministère répond à une déclaration faite le jeudi 13 août du Comité pour l'amnistie des réfractaires à l'armée, indiquant que M. Gervasoni avait été dispensé de toutes ses obligations militaires *« en reconnaissance de ses motivations politiques »*.

● *Des bijoux, estimés à 25 millions de francs*, ont été volés mercredi 12 août, dans une villa de Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes). Ils appartenaient à une parente du roi d'Espagne, la princesse Maria-Sol de Mesiade-Lesseps. Les cambrioleurs auraient pénétré dans la villa en escaladant le mur d'enceinte et auraient réussi à s'emparer des bijoux alors que plusieurs personnes se trouvaient à l'intérieur.

● *Un hélicoptère* bimoteur britannique est tombé, le 13 août, en mer du Nord, au cours d'un vol entre des plates-formes pétrolières et la terre ferme. Les treize hommes qui étaient à son bord sont morts ou disparus. Huit corps ont été repêchés et il n'y a pratiquement plus aucune chance de retrouver des survivants.

LA TUERIE D'AURIOL ET LA MISE EN CAUSE DU SAC

Les documents remis au juge d'instruction comporteraient la correspondance entre Jacques Massie et M. Debizet

Mme Llaurens-Guérin, le juge d'instruction chargé du dossier de la tuerie d'Auriol, ne reprendra, en principe, ses auditions que le mardi 18 août. Le matin elle entendra à nouveau M. Jean-Bruno Finochietti, l'un des membres présumés du commando dont les révélations sont à l'origine des autres inculpations. L'audition de M. Pierre Debizet, secrétaire général du SAC, est prévue pour l'après-midi.

Il semble que les documents sur le SAC qui auraient été remis à Mme Marina Massie par un inconnu ne constituent qu'une partie des archives de son frère, l'inspecteur - stagiaire assassiné (*le Monde* du 15 août) Il manquerait parmi ces documents que Mme Massie a apportés jeudi 13 août à Mme Llaurens-Guérin des cassettes enregistrées par l'ex-responsable du SAC régional.

Mᵉ Gilbert Collard, l'avocat de Mme Massie, a apporté vendredi 14 août de nouvelles précisions sur les documents dont le juge d'instruction a commencé l'examen. Il s'agirait de trois fichiers. Le premier comporterait des photographies d'identité et regrouperait les membres du SAC dans la région. Le deuxième serait un répertoire des policiers marseillais membres du SAC. Il comprendrait une cinquantaine de noms. Dans le troisième fichier figurerait le nom de personnalités influentes du SAC, parmi lesquelles des hommes politiques de l'ex-majorité, qui détiennent des mandats nationaux, régionaux et locaux.

La documentation remise à Mme Llaurens-Guérin comprendrait de plus la correspondance échangée de 1975 à 1981 entre Jacques Massie et M. Pierre Debizet. Certaines de ces lettres prouveraient que le secrétaire général du SAC appuyait M. Jean-Joseph Maria, responsable intérimaire de l'organisation dans le département, dans la querelle qui l'opposait à l'inspecteur-stagiaire assassiné.

Cette version des faits est contestée par Mᵉ Denise Mialou-Mash-Feiley, l'avocate de M. Debizet : *« Jacques Massie n'a jamais été « démissionné » par M. Debizet, d'autant plus que c'est Massie qui, à partir du moment où il fut nommé au choix inspecteur-stagiaire, proposa lui-même au secrétaire général du SAC de désigner Maria pour assurer son intérim, étant donné qu'il devait s'absenter de Marseille »*, indique Mᵉ Mialou. *« Quant au fichier des membres du SAC dans les Bouches-du-Rhône, il a été spontanément remis par mon client aux policiers »*, a déclaré l'avocat.

Dans la presse parisienne

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la direction indiquée.

« Le gouvernement du centre se confondait-il avec l'empire du milieu, et le dessus du panier touchait-il le fond du SAC ? Dans combien d'attentats, de contre-attentats, dans quelles affaires jusqu'ici inexpliquées le bras séculier du régime a-t-il trempé sa grosse patte ? Et ce qui était vrai à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône ne l'était-il pas ailleurs ?

» Comment l'ancien service d'ordre du gaullisme, devenu milice politico-crapuleuse, a-t-il pu développer, des années durant, ses activités délictueuses en toute impunité, au niveau régional — grâce à une active coopération policière — au niveau national — grâce à une efficace protection politique, — en échange de quels services rendus, au service de quel idéal, en vue de quels objectifs ? (...) Le cadavre de Jacques Massie ne se contente pas de bafouiller. Il parle. Peut-être même a-t-il encore d'autres choses à dire. Il accuse. Il montre du doigt les assassins. Il n'y a plus qu'à suivre la direction indiquée. »

(DOMINIQUE JAMET.)

L'HUMANITÉ : un certain air.

« Aujourd'hui, dans l'affaire d'Auriol, la justice et la police font leur devoir, et les faits montrent qu'elles peuvent le faire avec efficacité. Faute d'ordres donnés d'abandonner certaines recherches, de recommandations de « modération », on ne peut étouffer l'affaire. Le changement n'est pas qu'administratif. Il est indéniablement lié à un certain air qu'on respire dans ce pays depuis le printemps. (...) Reste ce que l'on peut appeler la moralisation de la vie publique. Les « affaires », celles du crime, sont liées à d'autres « affaires », celles de l'argent et de son pouvoir. Les formations occultes comme le SAC, leurs agents, leurs policiers marrons, leurs complices sont faits pour régler dans l'ombre les problèmes que la classe dominante ne peut régler ouvertement. Ils prospèrent quand l'Etat est la chasse gardée d'une minorité de privilégiés et de leurs partis, quand les travailleurs sont tenus à l'écart des centres de décision. La nuit, dit-on, enfante des monstres. Rien ne les fera reculer qu'un changement social sérieux et durable. »

LE MATIN DE PARIS : salubrité publique.

« Il est de salubrité publique que le dossier de l'affaire d'Auriol soit exploré dans ses moindres recoins, que les résultats complets de l'enquête soient, le moment venu, portés à la connaissance de l'opinion publique. La justice ne doit plus être suspectée de dissimuler des faits qui pourraient être gênants, que ce soit pour l'opposition ou pour le pouvoir (...)

» L'enquête sur la tuerie d'Auriol a jusqu'à présent été conduite sans faiblesse comme sans précipitation. Le juge d'instruction n'a subi ni entraves ni pressions dans l'exercice de sa mission. Les ministres concernés, de l'intérieur et de la justice, se sont abstenus de commentaires ou de déclarations intempestives. Il convient de saluer cette sérénité retrouvée, et de souhaiter qu'elle persiste. »

Pour le désarmement et pour la paix

DEUX UTOPISTES

Le jeudi 6 août, la Marche internationale pour la paix arrivait à Paris. L'accueil des Français était réservé (*le Monde* du 8 août). Pourtant, çà et là, des initiatives individuelles montrent que le désarmement est une idée qui fait son chemin, y compris en France.

Mme Gisèle Noublanche, ancienne formatrice de migrants, a décidé, au début de ce mois, un jeûne tournant. Trois femmes doivent la relayer, qui, à leur tour, et selon leurs forces, seront suivies par une, deux ou trois autres femmes. Cette petite dame grisonnante de cinquante-trois ans, bardée de badges représentant colombes et signes de paix, qui se promène avec une pancarte expliquant son initiative, croit à l'impact d'une telle action et à son effet d'entraînement.

Le même espoir anime M. Léonardo Valentini, qui a entrepris depuis le 1ᵉʳ août une grève de la faim « illimitée » dans les locaux du Cheval de 3, une coopérative du réseau Ecoovie, 183, rue du Chevaleret, à Paris (13ᵉ) : *« Nous avons besoin de centaines, voire d'un millier, de personnes, éventuellement disposées à se sacrifier pour tous les autres Si nous sommes mille, nous gagnerons. »* M. Valentini prône le désarmement universel — un préalable — et exige que tous les animaux soient juridiquement reconnus comme les égaux des hommes

L'utopie existe. Celle de ces deux grévistes se nourrit des chiffres cités l'autre semaine par les *« marcheurs de la paix »* : 60 tonnes d'explosifs par tête en Europe, 1 million de dollars par minute pour les dépenses d'armement...

MÉDECINE

● *L'attribution de vingt-cinq scanographes* au secteur public (*le Monde* du 14 août) suscite une vive protestation de la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.). Celle-ci *« considère que les critères qui ont été retenus, loin de consister en une approche objective et technique du problème, relève d'une volonté qui s'affirme ainsi davantage de freiner le dynamisme du secteur privé libéral. La répartition de ces scanners au sein des seuls hôpitaux publics ou à but non lucratif portera un coup funeste à l'ardeur des établissements les plus performants du secteur privé (...) »*.

● *Plusieurs décès dus à la pneumonie atypique* ont encore été signalés ces jours derniers en Espagne, portant au total le nombre des victimes depuis le 1ᵉʳ mai à quatre-vingt-dix (et non quatre-vingt-quinze comme nous l'avions indiqué par erreur dans *le Monde* du 8 août) Près d'un millier de personnes sont actuellement hospitalisées. Cent trente-deux amis et parents des victimes viennent de demander que les responsables soient considérés par la justice comme des *« assassins »* et punis en conséquence

Dans une lettre ouverte au congrès des députés, ils proposent que la législation soit modifiée pour que les infractions contre la santé et la vie soient punies par des *« peines très sévères, comparables à celles prévues pour les assassins »*. Depuis l'apparition de cette pathologie et après qu'on eut évoqué une origine toxique provoquée par des huiles de table dénaturées, vingt-cinq personnes ont été arrêtées et onze inculpées de *« délit contre la santé publique »*.

RELIGION

PIERRE DE LOCHT, PIERRE TALEC, FRANÇOISE DOLTO

Trois livres sur la foi

Les trois écrivains dont nous évoquons le dernier ouvrage religieux, Pierre de Locht, Pierre Talec et Françoise Dolto, ont en commun une foi axée sur l'Evangile, une certaine méfiance envers l'Eglise-institution et un amour tenace pour la liberté spirituelle. Les deux premiers sont des prêtres exerçant un ministère, l'un en Belgique, l'autre en France ; la dernière, docteur en médecine, est une des rares psychanalystes à professer publiquement sa foi et à lui consacrer articles ou ouvrages.

« Ce que je crois. » On s'est peut-être trop habitué à ce titre facile et ronflant, à cette sorte de label subjectif en matière de foi, de religion ou d'idéologie. En publiant *Ce que je crois*, l'évêque Robinson avait eu le courage de débroussailler ce thème au risque de choquer les partisans du tout ou rien.

Voici qu'aujourd'hui apparaît un énoncé plus subtil, plus modeste, avec peut-être un zeste de défi : *J'espère être croyant* qui fait suite à *Et pourtant je crois*, du même auteur, Pierre de Locht, mais dans un esprit assez différent du *Je ne crois plus comme avant*, de Jean Vimort.

Personne n'est juge de la foi d'un autre et il n'est pas toujours difficile d'éclairer sa propre lanterne ! Spécialiste des questions familiales, homme d'Eglise, et qui l'est resté contre vents et marées, rompu au dialogue avec des laïcs de toutes sortes, plus prompt à écouter qu'à dogmatiser, l'auteur est persuadé qu'il y a *« plusieurs demeures dans la maison du Père »*.

Il ne se gêne guère pour désigner les responsabilités de l'Eglise. *« Ce qui a ébranlé ma foi*, écrit-il, *est venu moins directement de la vie mais davantage de l'institution. »* L'auteur rapporte un mot savoureux d'un ermite toscan : *« J'étais entré dans l'Eglise pour y rencontrer Jésus Mais qu'est-ce qui est là tout le temps devant moi ? Le curé, l'évêque, le pape Alors je leur ai dit : « Ecartez-vous que je voie ! »*

Pierre de Locht insiste sur le rôle de la Bible et de la communauté. La foi est, à ses yeux, créativité malgré les risques possibles. Oui à la tradition, mais de telle sorte qu'elle ne bloque pas les évolutions utiles.

L'Eglise a voulu se placer sur un piédestal. De fait, elle en est aujourd'hui délogée. Est-ce si grave ? Pourquoi placer toujours les prêtres du côté du savoir et de l'enseignement ? C'est toute l'Eglise qui est enseignante Chacun a quelque chose à dire et à recevoir Si l'on n'est plus accueillant à l'égard des coreligionnaires qui ne pensent pas tout à fait comme les autres, comment l'être envers les croyants non catholiques, non chrétiens et envers les athées ?

Voilà le ton de cet ouvrage agréable à lire et qui ouvre généreusement les portes. Sans fanfaronnade ni contorsions. Ce genre d'ouvrages de vulgarisation est bénéfique. Nos contemporains savent parfaitement que l'Eglise catholique ne fait guère bon ménage, quoi qu'on dise, avec la liberté. Il est bon que les croyants de première ligne le regrettent ouvertement.

Les noctambules

Il ne manque plus de clercs exerçant leur ministère en pleine pâte qui connaissent, dans leur foi et dans leur apostolat, les mêmes difficultés que les croyants tout venant. A croire que le bon sens des non-initiés a toujours été en avance sur celui des doctes. C'est en quelque sorte la revanche du sens commun et la faillite de l'apologétique.

Le prêtre n'est pas à l'abri des doutes : bien au contraire. S'il s'en ouvre loyalement, il y gagne en estime. Les fidèles n'ont plus que faire de robots ou de perroquets du dogme Depuis toujours l'Eglise a, c'est bien connu, réponse à tout. La mariée est trop belle et ne convainc personne. Ainsi, l'abbé Pierre Talec — poète de surcroît, — dans le sillage d'un Jean Sulivan, a fait sauter ses œillères. Il se refuse à gober une certaine théologie primaire pour rejoindre les exigences de la mystique avec ses tensions et ses angoisses. Dans la vie spirituelle comme dans la vie tout court, la joie est le fruit des larmes, des contradictions dépassées. *Dieu la nuit*, nous parle des *« noctambules de la foi »*, de ceux qui évitent d'escamoter la mort et qui savent que la résurrection ne va pas de soi.

Du coup l'éclairage change du tout au tout. L'intelligence de la foi ne devrait jamais s'accommoder de démarches médiocres, sentimentales, sécurisantes. Elle s'achète à prix d'or. La foi peut être aisée, elle n'est jamais facile. Comme ces numéros d'acrobatie ou de virtuosité si parfaitement au point qu'ils ne sentent pas l'effort alors qu'ils ont exigé un labeur acharné. Un dixième de seconde de distraction et tout se détraquerait...

Pierre Talec va droit au but. Il s'en prend directement aux tabous de la morale traditionnelle : mise à l'écart des divorcés remariés, relations préconjugales, masturbation, homosexualité. Il évoque aussi bien la « papolâtrie » que l'insoluble problème du mal et de la souffrance. Le cardinal Feltin reconnaissait que les « impasses » sont légion. La politique de l'autruche n'avance à rien.

Rien de déprimant pourtant dans ce livre de bonne foi. Dieu est peut-être « nuit » pour certains croyants d'aujourd'hui, mais cette nuit porte l'aurore dans ses flancs et se définit d'ailleurs par la lumière qu'elle prépare. *« Le premier mot de cet ouvrage est amour ; le dernier est la joie. »* Entre-temps, ce sera la nuit annonce Pierre Talec. *« La nuit de l'Evangile. Jésus est né de nuit, mort de nuit, ressuscité de nuit. »*

Jésus « l'Eveillé »

Tryptique ? Oui, ou peu s'en faut. Si Françoise Dolto — toujours interrogée par Gérard Séverin — centre ce troisième ouvrage sur la foi, c'est toujours le même thème, la même analyse, le même Evangile. Jésus, défini, on s'en souvient, comme *« maître du désir »*, sourd à chaque page. La même amour pour la liberté spirituelle, la même méfiance pour les itinéraires préétablis et pour le raisonnement justificateur qui paralysent l'invention.

On retiendra cette définition des religions qui *« pervertissent le désir profond de l'être humain en codifiant un monde qui n'a rien à voir avec l'Evangile »* — ou celle-ci : *« Dieu n'est pas un superbe bouche-trou. (...) Dieu est un aspirateur. Nous sommes aspirés vers un Ailleurs, vers Lui. Pour moi ce n'est pas aller « nulle part ».*

Un des intérêts de ce livre est de mettre directement en contact avec l'Evangile — une vingtaine de passages — pour le commenter. Pour en dégager, par exemple, que la foi, c'est essentiellement l'adhésion à Jésus qui invite à *« changer de vie »*. Jésus *« l'Eveillé »*, loin des solutions bien balisées, entraîne à l'imprévisible.

HENRI FESQUET.

(1) *J'espère être croyant*, de Pierre de Locht. Ed. Centurion, 157 p. 43 F environ.
(2) *Dieu la nuit*, de Pierre Talec. Edit. Cana, 228 p. 52 F environ.
(3) *La Foi au risque de la psychanalyse*, de Françoise Dolto. Ed. J.-P. Delarge, 154 p. 39 F environ.

ARCHÉOLOGIE

LES FOUILLES FRANÇAISES SUR LE SITE DE CARTHAGE

L'urbanisme au temps d'Hannibal

Tunis. — Le comité consultatif, constitué sous l'égide de l'UNESCO afin de patronner la campagne internationale de fouilles et de mise en valeur du site de Carthage, s'est réuni récemment pour la septième fois. Il a fait le point des travaux entrepris. Chacune des missions étrangères (1) qui ont opéré à Carthage, en liaison avec la Conservation du site et l'Institut national d'archéologie et d'art de Tunis, a exposé les résultats obtenus, tant sur le plan scientifique que dans le domaine de la présentation et de la mise en valeur.

Compte tenu d'une longue tradition de recherches sur ce qui était autrefois la colline de Saint-Louis, et est devenu depuis la zone de Byrsa, la mission française avait eu, dès 1974, le privilège de travailler sur un terrain riche d'une longue histoire qui commence aux premiers temps de la plus ancienne cité fondée par Didon. C'est d'ailleurs sur les vestiges datant des diverses époques de la ville punique que les résultats les plus significatifs ont été obtenus par une équipe dirigée par M. Serge Lancel, professeur à l'université de Grenoble III.

Au niveau le plus profond des pentes du sud de la colline, la fouille a révélé, en effet, une nécropole du début et du milieu du septième siècle avant J.-C. dont les tombes monumentales, dégagées par le Père Delattre à la fin du siècle dernier sur le versant ouest, avaient fait connaître un secteur un peu plus tardif de la fin du septième siècle et du début du sixième siècle.

L'abondant mobilier trouvé

De notre correspondant

dans les tombes récemment fouillées comporte — outre le matériel céramique classique d'une nécropole punique archaïque dotée en l'occurrence de vases protocorinthiens — des ivoires travaillés, en particulier des ivoires ajourés, qui attestent, pour la première fois, que la grande tradition d'un art typiquement phénicien s'était maintenue à Carthage au moins jusqu'au milieu du septième siècle.

Ce cimetière est demeuré tel quel pendant environ trois siècles avant d'être nivelé au quatrième siècle pour devenir un quartier voué aux activités métallurgiques. De nombreux sondages ont montré en particulier que des ateliers de fondeurs de fer s'étaient installés là jusqu'à la fin du troisième siècle — c'est l'époque des grands conflits avec Rome et d'un effort de guerre soutenu — utilisant pour l'essentiel un minerai provenant d'Annaba (ex-Bône) en Algérie.

C'est seulement au début du deuxième siècle avant notre ère, après la fin de la deuxième guerre punique, que le site devint un quartier d'habitation qui ne devait exister qu'un demi-siècle avant sa destruction en 146. Il s'agit donc d'un quartier du temps d'Hannibal qui porte, de fait, la marque de cette époque et sans doute aussi l'empreinte personnelle du grand chef de guerre. Ce dernier, « suffète », magistrat suprême à Carthage en 196-195, avant d'aller terminer sa vie en exil, fut probablement le promoteur de cette opération immobilière dont les plans de masse et les distributions internes révèlent un programme concerté et un souci très poussé de standardisation.

Par chance, la mise en place, à l'époque d'Auguste, d'un très épais remblai rapporté a préservé ces vestiges et permis la découverte de structures bien conservées que les fondations romaines postérieures n'ont que partiellement détruites.

Il y avait donc là une belle matière pour la restauration entreprise par l'architecte du chantier, M. Gérard Robine. Cette présentation s'est efforcée non pas de rebâtir ce que les urbanistes d'Hannibal avaient conçu et construit, mais de redonner à ces vestiges l'aspect qu'ils avaient au lendemain de la destruction de 146 : les étages — six peut-être, comme l'a écrit l'historien grec Appien — avaient disparu dans l'incendie de la ville mais les plans demeuraient, ainsi que les élévations conservées parfois sur deux et même trois mètres. Les mosaïques *« pavimenta punica »* — qu'on ne connaissait guère en Tunisie jusqu'ici que par celles de Kerkouane dans le Cap Bon — ont été réparées ou parfois seulement suggérées par un épandage de gravillons dont la polychromie rappelle celle des sols disparus.

Ainsi renaît toute une pente de cette ville punique que Rome avait cru pouvoir effacer à jamais de la mémoire des hommes. Pour la ville de Carthage, c'est le seul quartier conservé de la période pré-romaine datant des années parmi les plus fameuses de l'histoire carthaginoise, celles d'Hannibal. Mais c'est ici aussi qu'on viendra désormais, tout autant qu'à Delos (îles grecques) ou à Sélinonte (Sicile), pour étudier l'architecture domestique de l'époque hellénistique. Et c'est ici, sur cette pente sud de la colline de Byrsa, à deux pas du musée de Carthage, en cours de réaménagement, que le touriste aura la perception la plus claire des modes de vie quotidienne dans une cité du monde antique qui conjuguait fort bien son héritage sémitique avec une parfaite assimilation des différents apports de la civilisation classique.

MICHEL DEURÉ.

(1) France, République fédérale d'Allemagne, Suède, Grande-Bretagne, Canada.

Reconstruire Angkor

Pour sauver Angkor, la Coopérative internationale pour le développement socio-économique (CISDE), lance un appel aux institutions — dont l'UNESCO, — qui s'intéressent à la restauration et à la conservation du patrimoine de l'humanité. Car Angkor est menacé de disparition. Cinq siècles de culture khmère périssent de la lèpre. Les racines s'insèrent entre les blocs de grès, et disloquent peu à peu les murailles. La restauration entamée au début du siècle n'est plus que souvenir. Une aile entière d'Angkor Vat, le plus grand des temples, démontée pierre par pierre pour être reconstruite, gît en pièces détachées. La guerre a interrompu les travaux en 1970. Les balles ont blessé les corps des statues, ! têtes ont été arrachées par les pillards, les bouddhas mutilés ou détruits.

Bien que la situation se soit améliorée, les incertitudes économiques, politiques, sociales demeurent. Le conservateur, M. Pich Kéo, n'a ni moyens, ni matériel, ni argent pour enrayer la ruine. *Les ateliers de restauration sont* squelettiques, fenêtres arrachées, portes éventrées, outils disparus. Tout doit être repris à zéro.

La CIDSE, qui veut étendre son action à toutes les dimensions de la vie humaine, individuelle ou communautaire, souhaite promouvoir la reconquête des identités culturelles, sauver les temples d'Angkor, sur lesquels s'inscrit l'histoire de la dynastie khmère et propose aux collectivités et aux particuliers de contribuer à son action en se portant acquéreur d'un album : trente-sept photos de format 37 × 40 au prix de 100 francs. (Rens. : C.C.F.D., 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. Tél. : 261-51-60).

DÉFENSE

● *La Fédération des jeunesses syndicalistes Force ouvrière* estim que *« le maintien du service national de douze mois n'est pas seulement une nécessité économique conjoncturelle, mais aussi une exigence par rapport à l'évolution technologique considérable des matériels. Le service national (...) doit s'effectuer sur une période suffisant à l'instruction et à l'adaptation des techniques modernes du système opérationnel de défense de la France. Diminuer inconsidérément la durée de la conscription, qui est un choix politique fondé sur le consensus de la nation, serait ouvrir la voie au concept de l'armée de métier »*, conclut F.O.

CARNET

Décès

— Madame Isi Cleitman, son épouse,
MM. René et Pierre Cleitman, ses fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Isi CLEITMAN,
(Isi Blum)

secrétaire général de l'Union des engagés volontaires anciens combattants Juifs 1939-1940, survenu le 14 août 1981 à Nice.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 août au cimetière de Bagneux.

Anniversaires

— Pour le cinquième anniversaire du rappel à Dieu du Docteur

Jacques CABASSON,

maître de conférences agrégé, médecin des hôpitaux (C.H.U. de Montpellier-Nîmes) que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé, aient pour lui, en ce jour du 17 août, une pensée fidèle.

— Pour le septième anniversaire de la mort de

Pierre LAUNIAU,

une messe a été célébrée à Solliès-Ville (Var) le vendredi 14 août. Bertille demande une pensée pour lui à cette occasion.

— Ceux qui ont aimé et estimé l'ambassadeur

Emile VANDERBORGHT,

se souviennent douloureusement qu'il nous a quittés le 17 août 1979.

PRESSE

UN ORDINATEUR CHINOIS DE PHOTOCOMPOSITION EN IDÉOGRAMMES

La Chine vient de mettre au point un nouveau système de composition de textes en caractères chinois avec laser et ordinateur qui pourra être utilisé pour l'édition des livres, des magazines ou des journaux.

Selon l'agence Chine nouvelle, ce système, réalisé avec le concours de l'université de Pékin, a nécessité un investissement de 3 millions de yuans (12 millions de francs) et cinq ans de recherche. Il est encore réservé aux journaux de format tabloïd. *Le Quotidien du peuple* ne peut, donc, actuellement en bénéficier. Ce dispositif devrait être utilisé de façon courante en juillet 1982. Il permet de conserver en mémoire un grand nombre d'informations, de sortir les caractères — jusqu'à 600 000 — en différentes tailles et à grande vitesse, et de coter ou calibrer le texte à imprimer.

● *Le Vidcom'81*, marché international de la vidéocommunication et de la télématique, se tiendra du 9 au 13 octobre à Cannes. Constructeurs, sociétés de programmes, prestataires de service du monde entier y présenteront matériels, logiciels et programmes aux quelque 7 000 visiteurs professionnels attendus.

● *Le 25e Congrès de l'Association française des journalistes agricoles* aura lieu du 24 au 27 septembre à Versailles. Y seront présentées les conclusions d'un travail de réflexion sur les perspectives ouvertes aux journalistes agricoles dans les prochaines années avec, notamment, l'émergence de la télématique. (Association française des journalistes agricoles — A.F.J.A. —, 9, rue Papillon, 75009 Paris. Tél. : 770-75-83.)

● *M. Robert M. Hunt, propriétaire du « Daily News »* de New-York, a annoncé, vendredi 14 août, qu'il supprimera son édition du soir à partir du 28 août, par mesure d'économies. *« Nous avons tout essayé en vain. C'est la faute du marché »*, a-t-il déclaré. Baptisée *Tonight*, cette édition a été lancée il y a environ un an pour faire concurrence au *New York Post*, qui appartient au magnat australien Rupert Murdoch et restera *ainsi le seul journal du* soir important à New-York.

● *Le Continent*, quotidien consacré aux problèmes africains, a cessé de paraître à compter du mercredi 5 août et deviendra hebdomadaire à partir du 19 septembre. Sous le titre : *A nos lecteurs, rendez-vous le 19 septembre*, le directeur du *Continent*, M. Justin Vierya, a affirmé mardi que la diffusion du journal a buté sur *« des obstacles en béton qui s'appellent transports, censure, etc. (...) De toute façon, le transport est onéreux. Sa répercussion sur le prix du journal a fait de celui-ci un quotidien cher, hors de portée de trop d'Africains qui auraient voulu le lire régulièrement. »*

SPORTS

FOOTBALL

MARSEILLE, REIMS ET ROUEN PRENNENT LES DEVANTS

Dix rencontres de la troisième soirée du championnat de France de football de deuxième division avaient été avancées au vendredi 14 août. Marseille, Reims et Rouen ont remporté leur troisième victoire et demeurent donc en tête du classement. Les huit autres matches doivent se disputer ce samedi 15 août.

GROUPE A

*Marseille b. Blois	2-1
*Orléans et Toulon	1-1
*Toulouse b. Fontainebl.	2-1
*Libourne b. Paris F.C.	3-0
*Nîmes b. Grenoble	2-0

GROUPE B

*Reims b. Rennes	2-0
Rouen b. *Dunkerque	1-0
*Limoges et Mulhouse	1-1
*Besançon b. Montluçon	2-0
*Châteauroux - Stade français	1-1

TIR. — *Le Français Paul Bessy est devenu champion du monde de tir à la carabine sur cible fixe à 10 mètres, le 13 août à Saint-Domingue (République Dominicaine). Cette discipline figurera pour la première fois au programme olympique à Los Angeles en 1984.*

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 15 août 1981 :

DES DECRETS

● Portant publication de la convention de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume de Suède (ensemble un protocole), signée à Stockholm le 12 décembre 1979 ;

● Fixant le tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires, et en territoire français, par le ministère des relations extérieures.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 15 août à 0 heures et le dimanche 16 août à 24 heures :

Le champ de pression s'affaiblira passagèrement sur l'Europe occidentale et le flux perturbé de nord-ouest traversera la France avec une activité surtout marquée sur la moitié nord-est.

Dimanche matin, le temps sera nuageux de la Bretagne aux frontières du nord-est. Des petites pluies se produiront près de la Manche. En cours de journée, cette zone nuageuse se décalera vers le sud pour atteindre le soir la région Rhône-Alpes et le Massif Central en se désagrégeant et en prenant un caratère orageux. Plus au nord, le temps redeviendra variable et plus frais, avec des éclaircies et quelques averses. Sur les régions méridionales, après quelques brumes matinales le beau temps chaud persistera en devenant un peu plus nuageux le soir par le nord avec risque d'orages isolés. Les vents faibles à modérés s'orienteront au nord-ouest sur la moitié nord. Les températures resteront élevées sur les régions méridionales, mais accuseront une baisse sensible, 4 à 6 degrés sur les autres régions.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 août ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15 août) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 30 et 18 ; Bordeaux, 31 et 13 ; Bourges, 28 et 15 ; Brest, 26 et 13 ; Caen, 24 et 11 ; Cherbourg, 22 et 13 ; Clermont-Ferrand, 27 et 14 ; Dijon, 28 et 16 ; Grenoble, 28 et 16 ; Lille, 28 et 14 ; Lyon, 26 et 15 ; Marseille-Marignane, 30 et 20 ; Nancy, 27 et 12 ; Nantes, 30 et 18 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 21 ; Paris-Le Bourget, 29 et 13 ; Pau, 29 et 16 ; Perpignan, 29 et 17 ; Rennes, 27 et 13 ; Strasbourg, 28 et 14 ; Tours, 30 et 17 ; Toulouse, 31 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 14 degrés ; Amsterdam, 25 et 17 ; Athènes, 31 et 23 ; Berlin, 27 et 18 ; Bonn, 26 et 13 ; Bruxelles, 25 et 13 ; Le Caire, 32 et 22 ; Iles Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 22 et 17 ; Genève, 27 et 12 ; Jérusalem, 29 et 18 ; Lisbonne, 32 et 20 ; Londres, 26 et 18 ; Madrid, 34 et 18 ; Moscou, 19 et 10 ; Nairobi, 24 et 11 ; New-York, 28 et 22 ; Palma-de-Majorque, 31 et 16 ; Rome, 30 et 21 ; Stockholm, 20 et 14.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 15 août 1981 à 8 heures : 1 019,9 millibars, soit 765 millimètres de mercure.

PARIS EN VISITES

MARDI 18 AOUT

« Le parc de Versailles », 15 h., Cour d'honneur, statue de Louis XIV (Mme Allaz).

« Eglise Saint-Roch », 15 h., 296, rue Saint-Honoré (Mme Garnier-Ahlberg.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (Mme Zujovic). (Caisse nationale des monuments historiques).

« Notre-Dame », 15 h., statue Charlemagne (Approche de l'art).

« Cathédrale russe », 15 h., 12, rue Daru (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais illuminé », 21 h., métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h. 30, entrée sur la place (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Assemblée nationale », 15 h., 33, quai d'Orsay (Tourisme culturel).

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE. — *Appeler le SAMU en téléphonant*, pour Paris, au 567-50-50 ; pour l'Essonne, au 088-33-33 ; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11 ; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50 ; pour le Val-de-Marne, au 207-51-41 ; pour le Val-d'Oise, au 032-22-33 ; pour les Yvelines, au 953-83-33 ; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 10 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● UN MÉDECIN. — A défaut du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04), ou S.O.S.-Médecins (707-77-77). Urgence pédiatrique, 806-36-46, garde de nuit et week-end.

● UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS. — 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

● S.O.S. - Urgences bucco-dentaires (337-51-00) ; ordre des chirurgiens, conseil de Paris (261-12-00).

TRANSPORTS

● AÉROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (687-12-34 ou 853-12-34) : à Roissy - Charles - de - Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80).

● COMPAGNIES AERIENNES. — Arrivées ou départs des avions : Air France (320-12-55 ou 320-13-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (687-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U.T.A. (776-41-52) ; Air Inter (539-25-25).

● S. N. C. F. — Renseignements : 261-50-50.

ÉTAT DES ROUTES

● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 858-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière · Bordeaux (56) 96-33-33 ; Lille (20) 91-92-33 ; Lyon (7) 854-33-33 ; Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (8) 762-11-22 ; Rennes (99) 50-73-93.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les *bureaux de :*

— Paris recette principale (52, rue du Louvre, 1er), ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre ;

— Paris 08, annexe (71, avenue des Champs-Elysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

— Orly, aérogare Sud, annexe 1 ; ouvert en permanence ;

— Orly, aérogare Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;

— Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

ANIMAUX

● UN VÉTÉRINAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

TOURISME

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94 ; en anglais au 720-88-98 et en allemand au 720-57-58. Son bureau d'accueil du 127, avenue des Champs-Elysées, est ouvert le dimanche, de 9 heures à 20 heures. Tél. : 723-61-72.

S.O.S. - AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-31-31 pour Boulogne-Billancourt ; 364-31-31 pour Bagnolet et 078-16-16 *pour Evry (de 14 heures à 8 heures du matin)* et au 296-26-26 pour Paris (de 14 heures à 4 heures du matin). Il existe un poste en anglais : S.O.S.-Help au 723-80-80 (de 19 heures à 23 heures).

La Porte ouverte reçoit tous les jours, de 14 heures à 22 heures, dans ses deux permanences : 21, rue Duperré, Paris-9e, métro Pigalle, tél. : 874-69-11, et 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris-5e, métro Saint-Michel, tél. : 329-66-02.

S.O.S. - 3e AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

MOTS CROISÉS

PROBLEME No 2995 HORIZONTALEMENT

I. Elles assistaient à des joutes oratoires sans oublier de compter les points. Lavoir de l'honneur. — II. Cellule sensible d'un appareil oculaire. Reconnu d'utilité publique. — III. Souligne une maladresse. Répétition qui endort. Tel un frère qui ne sera jamais père. — IV. Marque d'une croix. Obligea à partir avant l'heure. Port. — V. Le onze ou le quinze d'Angleterre. Transalpin intarissable et parfois débordant. Tenue appropriée pour un inspecteur d'académie. Préposition. — VI. Défaut d'aplomb. Plus elle est lourde, plus elle soulage. — VII. Légèrement hydraté. Très chère, mais pas pour autant sympathique. — VIII. Participe à un voyage organisé à l'étranger. Unité de compte du minotier. — IX. Généraux, ils étaient souvent paralysés par les divisions. Sème en campagne et récolte en ville. — X. Possessif. Changerai d'environnement. Semer de l'oseille sur un tapis vert. — XI. On remercie la bonne et admire la belle. Fait gagner en minceur tout en conservant le même poids. — XII. Cœur ou estomac. Petite folie de nos grands-mères. Le mâle parfois nécessaire. — XIII. Un matelot le prend plus souvent qu'il n'en mange. Note. Termine souvent sa journée en se remettant à l'ouvrage. — XIV. Abusé. Fait, en Provence, partie de la compagnie de Jésus. Gros à la cuisine et subtil au salon. — XV. S'alitent souvent avec une forte fièvre. Unité de valeur du sommelier. Personnel.

VERTICALEMENT

1. Tend à supprimer l'affection quand on lui est fidèle. Fut imaginatif. — 2. Précède marguerite dans les prés et claude dans le verger. Base d'envol de certains canards. Etablissement ayant l'air comme il faut. — 3. Dont les nombreux coups sur coups risquent de soûler. Rassemblement sans noblesse où le désordre est roi. — 4. Démonstratif. Don de celui qui emprunte aux autres. Concentré d'étain. — 5. Forme d'avoir. Sommier arabe. Travaille en collant à l'Opéra comme à l'hôtel. — 6. Ecrivis une pièce en un acte. Nés dans une botte. — 7. Floué. Occupe un siège à l'Académie. — 8. Lèvent le pied en emportant la caisse. Poème. — 9. Doping verbal. Qui a perdu sa place à cause d'une distraction. Personnel. Rivière d'une belle eau parant des gorges admirables. — 10. Repères pour la caméra à explorer le temps. Jouent un rôle important dans les Femmes savantes. — 11. Base d'un échafaudage branlant. Préposition. Transforme un visage pâle. — 12. Léger tour de reins. L'Eldorado des Incas. — 13. Centre d'attraction. Chasseurs de primes. — 14. Fjord en Armor. Permet au curé d'aller faire sa cure. Copulative. — 15. Témoin d'opérations sanglantes. Réunit un pasteur, onze brebis et un mouton. Qui a pris du galon après avoir fait campagne.

Solution du problème no 2994

Horizontalement

I. Aimantation. Duc. — II. Université. Reno. — III. Torero. Rétrécir. — IV. Funérailles. — V. Scie. Ara. Rus. — VI. Tatouer. Thé. Rat. — VII. Orin. Orgie. Ham. — VIII. Pré. Gré. Vue. Tas. — IX. Porte. Ruer. Aîné. — X. Es. Ans. Ergot. — XI. Usurières. Urnes. — XII. Rivière. Oise. — XIII. Eu. Aguicheuse. — XIV. Arlésienne. Bog. — XV. Semelles. Route.

Verticalement

1. Auto-stoppeur. — 2. Ino. Carrossiers. — 3. Miroitier. Uvule. — 4. Ave. Eon. Tari. E.M. (état-major). — 5. Nerf. Génie. Se. — 6. Trou. E.O.R. Sérail. — 7. As. Narrer. Regel. — 8. Tirer. Une. Une. — 9. Itérative. Soins. — 10. Oeta. Heure. Ice. — 11. Rire. Rush. — 12. Relu. Agréé. — 13. Déclaration. Ubu. — 14. Unie. Amante. Sot. — 15. Corset. Se. Siège.

GUY BROUTY.

Le Monde

culture

MUSIQUE

La mort de Karl Böhm

(Suite de la première page.)

Car la carrière de Karl Böhm fut avant tout, jusqu'à l'âge habitue de la retraite, celle d'un chef d'orchestre allemand. Autrichien, plutôt, car il était né le 28 août 1894, à Graz, où il fit ses études de musique et de droit qu'il acheva à Vienne (il était docteur en droit). C'est pourtant dans sa ville natale qu'il débuta comme chef d'orchestre en 1917, où il fut vivement encouragé par Karl Münch : *il fut ensuite appelé par Bruno Walter (« c'est lui qui éveilla mon amour de Mozart »)*, en 1921, à l'Opéra de Munich, où il ne dirigea pas moins de six cent trente représentations en sept ans, y forgeant, sans nul doute, cette admirable maîtrise théâtrale et *orchestrale qui n'a pas cessé de s'affiner*, pendant plus de soixante années d'exercice. Et c'est à Munich qu'il épousa Thea Linhard, une exquise cantatrice découverte par Bruno Walter.

A travers les remous du nazisme

Directeur de la musique à l'Opéra de Darmstadt en 1927, il y dirige notamment des œuvres de Krenek, *de Hindemith, et une des premières* représentations de *Wozzeck, en présence* d'Alban Berg, dont il enregistrera plus tard les deux opéras, puis passe deux ans à Hambourg avant de prendre, en 1934, la succession de Fritz Busch (qui refusait *de collaborer avec les nazis*) à la tête de l'Opéra de Dresde, *où il* créera notamment *la Femme silencieuse* et *Daphné*, de son maître et ami Richard Strauss

Les remous provoqués par la venue au pouvoir du nazisme ne *semblent guère lui avoir posé de* problèmes, et c'est *sans scrupule excessif* qu'il remplace, en 1938, pour ses débuts à Salzbourg, Bruno Walter, chassé par l'Anschluss : il gardera cependant l'amitié de Walter et correspondra même avec lui *pendant la guerre. Il arrive au faîte des honneurs lorsqu'il est nommé* directeur de l'Opéra de Vienne en 1943, et se verra interdire, en 1945, de diriger pendant deux ans, sans comprendre pourquoi..

L'exil sera court, et l'après-guerre marque le début de sa carrière *internationale : Milan en 1948, puis la direction des saisons allemandes* du théâtre Colon de Buenos-Aires. Après quoi il reprend, en 1954, la direction de l'Opera de Vienne, en pleine reconstruction, et il est au pupitre de *Fidelio* pour la nouvelle *inauguration, le 5 décembre 1955 : mais il n'y reste que quinze mois* et se voit obligé de démissionner à la suite de pénibles campagnes de presse, dont il gardera une profonde amertume ; son successeur sera *Herbert von Karajan.. Il aura eu cependant la joie de voir revenir* Bruno Walter, qui a accepté de diriger, en 1955, à l'Opéra de Vienne, la *Neuvième symphonie* de Beethoven et le *Te Deum* de Bruckner.

Libre et soulagé de toute tâche *administrative, il parcourt le monde; les Etats-Unis surtout lui font fête*, et il dirige de nombreux concerts et spectacles au Metropolitan de New-York à partir de 1957, tout en réservant une grande partie de son *temps à l'Opéra de Vienne et à sa ch[...] Philharmonique*, aux Festivals de Munich, de Salzbourg et de Bayreuth (où il débute en 1962 seulement dans un triomphal *Tristan et Isolde*, mis en scène par Wieland Wagner, avec qui il monte, en 1965, la *Tétralogie)*. On a calculé que, *jusqu'en 1974 seulement, date de ses quatre-vingts ans, il a dirigé* quatre mille six cents représentations ou concerts dans cent trente-trois villes des cinq continents.

Böhm n'a sans doute pas marqué l'interprétation de son époque comme *la grande trilogie allemande des Walter, Furtwaengler et Klemperer, ni* peut-être même comme Karajan, encore qu'il faille se méfier des effets grossissants du « trust Karajan » : mais ce dernier a été incontestablement un organisateur, l'inven*teur d'une manière « moderne »* d'être chef d'orchestre.

Karl Böhm, lui, fut avant tout un classique, dans sa fonction comme dans son art. Il n'a cessé d'insister sur *« la perception la plus précise de la structure de l'œuvre, l'étude inlassable de la partition »*, qui doit devenir *« comme du cristal »*, la nécessité et la rigueur du travail au cours de nombreuses répétitions fondées sur l'exactitude et le texte absolu : *« Un, deux, trois, Monsieur, ne comprenez-vous pas ? Un, deux, trois », disait-il en 1972 à un musi*cien de l'Opéra ; et en mars 1980 aux téléspectateurs : *« Pas trop de gestes, il faut battre, un, deux, trois, c'est simple. »* Il était inflexible sur les détails et ensuite pouvait construire sur cette base, avec sa *connaissance exceptionnelle* des styles, sa science incomparable des ressorts psychologiques des musiciens, enfin sa sensibilité, son intuition profonde et sa personnalité propre, des édifices d'une rayonnante *lumière*.

Mais il s'interdisait les grands coups de sonde visionnaires et, en quelque sorte, l'appropriation géniale de la musique par ses devanciers qui faisaient progresser l'universalité du message : *« Tout effort de recréation*, disait-il, *est subjectif par quelque côté, sinon il ne serait pas authentique. Mais, par-dessus tout, il y a l'objet de cette recréation et l'interprète a le devoir de le servir avec une fidélité totalement désintéressée et sans aucune mise en valeur complaisante de son propre moi. »*

Un germanisme fondamental

L'exemple le plus caractéristique est sans doute son interprétation de Mozart, des opéras, mais, surtout, des symphonies, ce Mozart dont il disait que ce fut son *« grand amour, une véritable adoration »* En écoutant l'admirable coffret de l'intégrale *des symphonies* (quinze disques D.G.), *on découvre un monde véritablement inouï par la subtilité d'une* interprétation qui *« épouse avec des gradations minutieusement dosées toutes les impulsions des passions et des sentiments humains »*, selon les propres termes *avec lesquels il* qualifie Mozart. Et pourtant, il ne va pas au-delà : il y a comme une limite du texte interprété jusqu'au plus infime détail, cette limite, cet *au-delà métaphysique du génie même de Mozart que franchissent seuls* des chefs comme Walter ou Klemperer. Et cela est plus vrai encore de Beethoven, génie si volontairement projeté dans les sphères cos*miques que Böhm ne peut ou n'accepte pas de suivre si loin, tandis* qu'il se livre tout naturellement sans défense à Schubert, laissant libre cours à l'émotion de son inconscient viennois..

Mais les interprétations les plus décisives de Böhm sont sans doute celles de Wagner et de Richard Strauss *(son vrai père spirituel) qui* correspondent pleinement à sa personnalité et à son germanisme fondamental. Böhm est né dans une famille wagnérienne, mais sa carrière s'est déroulée longtemps en marge *du maître de Bayreuth (pendant les sept ans de Munich, il ne dirige* guère que *Lohengrin* et *Tannhäuser*, jamais *la Tétralogie* intégrale). Pourtant il y revient à l'Opéra de Vienne et, quand il dirige enfin à Bayreuth, *c'est une révélation ; au même titre* que Karajan, *et Boulez en quelque* manière, son interprétation souple, nerveuse, subtile, d'une extrême brillance orchestrale, est dépourvue d'emphase, mais non d'energie et de grandeur : *« J'ai redécouvert Wagner à travers Mozart ; je le vois aujourd'hui moins monumental, avec une sonorité moins hypertrophiée, je dirige un Ring purifié par Bach et Mozart »*, mais aussi où les vieux démons, qu'il tient ailleurs serrés en bride, se donnent libre cours.

Et plus encore dans la musique de Richard Strauss, avec les fauves déchaînés de *Salomé* et d'*Elektra*, *puis, du Chevalier à la rose à Capriccio*, ces œuvres dont il ressent jusqu'au bout des ongles l'écriture souveraine, la poésie magique., la sensualité et l'imagination faustiennes, maîtrisées, domestiquées par *l'exemple de Mozart — toujours* Mozart (1). *Personne ici ne surpassera* Böhm car il en va d'un accomplissement humain à la manière de Goethe (né le même jour que lui...), le point extrême jusqu'où pouvait *aller la quête de perfection de Karl Böhm*

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *« Strauss parlait de Mozart d'une manière que je n'ai plus jamais retrouvée chez lui, dont le comportement était souvent un peu prosaïque »*, disait Böhm.

Une abondante discographie

Karl Böhm a enregistré un très grand nombre d'œuvres, *pour la plupart chez Deutsche-Grammophon* où le catalogue des albums qu'il a gravés tardivement dans sa carrière est *impressionnant*.

Encore récemment, il enregistrait avec Maurizio Pollini les concertos pour piano de Mozart *avec l'Orchestre philharmonique de Vienne* (DG. 2530 716) après l'édition de l'intégrale des symphonies de ce compositeur, où *Karl Böhm dirige l'Orchestre* philharmonique de Berlin (DG. 2740109 et DG. 2740110). On trouvera également chez Decca des albums consacrés à Richard Strauss et à Anton Bruckner, tandis que la maison EMI-Pathé propose des rééditions de rares disques enregistrés *dans sa jeunesse*.

Nous signalerons plus particulièrement parmi les enregistrements des opéras de Mozart : *« L'Enlèvement au sérail »* par l'Orchestre d'Etat de Dresde, avec Arleen Augier, Rei Grist, *Peter Schreier*, Harald Neukirch, Kurt Moll (DG. 2709051 - 3 disques - 1974) ; « Don Giovanni », par l'Orchestre philharmonique *de Vienne*, avec *Sherill Milnes*, Walter Berry Peter Schreier, John Macurdy Dale Duesing, Anna Tolova - Sinton Teresa *Zylis-Gara* Edith Mathis (DG 2709085 - 3 disques - 1977).

A noter aussi, d'Alban Berg, le « Wozzeck » où Karl Böhm *dirige l'Orchestre et les chœurs* de l'Opéra de Berlin, avec Dietrich Fischer-Dieskau, Evelyn Lea, Karl Christian Kohn, Gerard Stolze Helmut Melchert, Alice Delke (DG 2707023 - 2 disques).

Enfin, parmi les œuvres de Beethoven, on doit réécouter le *« Concerto pour piano et orchestre n° 5, l'Empereur »*, avec Maurizio Pollini et l'Orchestre philharmonique de Vienne (DG. 2531194).

● *Au festival de Salzbourg*, Herbert von Karajan dirige, ce samedi 15 août, le *Requiem* de Mozart, à la mémoire de Karl Böhm.

● En hommage au chef d'orchestre disparu, TF 1 diffuse le 19 août à 20 h. 30 une émission spéciale dans laquelle on le verra diriger des répétitions et l'exécution de la *Symphonie du Nouveau Monde* de Dvorak avec l'Orchestre de Paris.

Le téléfilm de Jean-Roger Cadet, l'Homme de Hambourg, sera diffusé à 21 h. 40 et le documentaire, *les Grands Observatoires*, initialement prévu en fin de soirée est repoussé à une date ultérieure.

FORMES

CORRESPONDANCES AUDIO-VISUELLES A L'ORANGERIE DE SCEAUX

Hommage à Marc Saint-Saëns

L'hommage rendu à Marc Saint-Saens dans l'Orangerie de Sceaux est aussi un hommage à la musique. Un double hommage en quelque sorte, puisque les *responsables de ce XIII[e] Festival* ont demandé aux tapisseries du chantre d'Orphée de leur servir de truchement pour célébrer la création sonore. Ainsi ont-ils non seulement tiré du purgatoire un peintre à l'aise dans les compositions monumentales, *mais réussi du même coup à parachever* l'ambiance d'une admirable salle de concerts, où enfin *« les couleurs et les sons se répondent »*.

Voici, sauf erreur de notre part, la première exposition posthume d'envergure consacrée à Saint-Saëns. Lors de la précédente, en effet, présentée à partir d'octobre 1978 au musée de Saint-Denis *(il a déménagé depuis)*, *l'artiste était encore de ce monde*. Il avait pu (de loin) jouir de cette consécration avant de s'éteindre à la fin de l'année suivante.

On retrouve à Sceaux quelques-unes des œuvres qui firent la joie des Dionysiens ; entre autres, *l'Eau et le Ciel*, sur un poème de Paul Eluard, dont le lissier a reproduit l'écriture : *« L'eau, le ciel coulent dans nos mains, comme verdure dans notre cœur »* ; et surtout les deux vastes tapisseries prêtées par le Mobilier national, *la Musique*, synthèse de ce qui ravit l'oreille, couple chantant en duo, oiseaux et l'arsenal des *instruments merveilleusement plastiques*, et *Orphée*, bien sûr, apprivoisant de sa lyre les bêtes qu'on appelle féroces, tout son corps irradiant un halo de lumière. Une étude au fusain, *Tête d'Orphée*, permet de suivre les sentiers de la création. D'autres exemples suivront.

Car *dans l'œuvre tissé* de Saint-Saëns, comme dans sa peinture murale, tout est allégorie. En rénovant avec Jean Lurçat, rencontré en 1940, l'art de la tapisserie, il a renoué avec la thématique traditionnelle. Transposée naturellement *en langage actuel*, renaît et prolifère, héritage médiéval, une forêt de symboles — décidément, on n'échappe pas à la théorie baudelairienne des correspondances, même si *cette symbolique est magnifiquement* mais purement décorative. Le Théâtre du Capitole à Toulouse (ville natale de Marc Saint-Saens, dont il a enrichi de fresques maints bâtiments officiels), s'est dessaisi de deux pièces majeures : *la Comédie italienne* et *le Chant* glorifiant le bel canto en honneur dans la capitale occitane, ce *Bel Canto* ailleurs évoqué en tonalités rouges.

Le sujet et ses connotations imaginatives est assez riche pour se prêter à d'infimes variations Une des versions de *la Charmeuse de serpents*, avec la mélopée de la flûte *l'Oiseau-Lyre*, baigneur dans le mythe alors que *Trio* ou *Violoncelle* serrent la réalité quotidienne de plus près Au *Violoncelle* fait pendant le carton de cette tapisserie avec ses indications techniques chaque chiffre correspondant à la nuance de laine imposée. A Aubusson *comme ailleurs*, le cartonnier travaille en liaison *étroite* avec le lissier. *Mais* ce carton est l'aboutissement de nombreuses études préparatoires que les organisateurs ont été bien inspirés de ne pas négliger Une aquarelle pâle et délicate annonce *le Jour* qui contraste avec *la Nuit* autre allégorie sur laquelle veille la chouette, les esquisses, dont plusieurs sont le point de départ d'autres tapisseries *(le Faune masqué, les Quatre Saisons, le Vent des Musiciens, Femme et Etrange)* sur papier bleu qui n'ont pu trouver place à l'Orangerie

Il est permis de préférer ces encres de Chine, ces lavis, ces aquarelles, ces fusains ce Nuage par exemple où se dessine un profil féminin, moins spectaculaires sans doute que les grandes réalisations, *mais plus sensibles, moins éclatants que ces animaux et cette exubérance* de feuillages stylisés (l'amitié de Jean Lurçat était motivée par une évidente parenté, qui n'excluait pas les divergences), qui ont conféré, qu'on excuse cette tautologie, son style à une époque donnée *de la tapisserie renaissante — avec des dérogations* comme ce *Clair de lune* sur fond bleu pervenche.

C'est sans doute parce qu'on nous propose, pour ainsi dire en prime, des dessins rares et inédits : notamment des études de têtes pour *Le Gréco et Gongora, Velasquez et Quevedo* qui décorent la Casa Velasquez à Madrid ; celles qui ont abouti à la première tapisserie de Saint-Saëns, *Thésée et le Minotaure*... et un étonnant lavis à l'encre de Chine, *la Joie*, explosion dynamique de la danse, déjà vue à *Saint-Denis mais qu'on revoit avec... joie*, précisément. D'autres ont été exécutées d'un trait rapide, sur le motif, telle la *Giboulée* qui s'abat sur la campagne. La spontanéité de l'artiste se donne libre cours dans ce qu'il devait considérer comme des ébauches ou des pochades. C'est en *elles* cependant qu'on assiste à l'éclo*sion de compositions moins tourmentées, une fois leur violence assagie*. Car Saint-Saëns ailleurs sut être violent. Pas de traces ici. Il est vrai que la musique adoucit les mœurs.

On n'oublie pas en effet le but de cet hommage : créer un espace lit*téralement audiovisuel* au sein duquel l'auditeur se trouve comme on dit maintenant « en état de grâce », par la vertu d'images tissées dans des supports souples en accord parfait avec l'architecture qu'elles habillent de feuilles et de coloris vifs, joyeux, nettement tranchés. *La conception de la tapisserie a pu, par la suite, être renouvelée* : le but une fois atteint, il a bien fallu se mettre en quête d'un autre vocabulaire, d'un langage autonome qui enfin ne doive plus rien aux arts plastiques voisins. Qu'importe. *Le résultat est là, qui ne jure pas le moins du monde*, avec l'ordonnance classique du château, de ses dépendances et de son parc. En ces lieux préservés aussi, on peut soutenir que *« l'œil écoute »*.

JEAN-MARIE DUNOYER.

CINÉMA

« Dossier secret », d'Orson Welles

La marque du génie

En 1954, treize ans après Citizen Kane, le film de ses débuts foudroyants dans le cinéma américain, Orson Welles, exilé, entreprit, en coproduction franco-espagnole, *Dossier secret* d'après un roman, *Monsieur Arkadin, qu'il avait écrit pour* l'écran Comme *Citizen Kane*, c'était une enquête sur le passé d'un homme possédé par la volonté de puissance Welles adopta la même construction par retours en arrière *et chronologie brisée. Il emprunta* aussi à la mythologie « policière » du romancier Eric Ambler (il avait, d'ailleurs, en 1942, joué un rôle dans *Voyage au pays de la peur*, réalisé par Norman Foster d'après une œuvre d'Ambler). *Sorti* en France, en 1956, *Dossier secret* fut considéré par les critiques comme un film mineur traversé d'éclairs « shakespeariens ». On n'en rendit pas *moins hommage à la personnalité hors du commun d'un cinéaste qui* ne trouvait plus, en Europe, les moyens matériels importants des studios américains pour s'exprimer comme il l'entendait.

A revoir, aujourd'hui, *Dossier secret*, on n'a pas envie de chicaner sur les contraintes techniques (*réelles) dont souffrit le tournage morcelé dans le temps et en différents* lieux. Il y a là une extraordinaire combinaison de la mythologie wellésienne (le personnage d'Arkadin est une autre interprétation de Kane) et d'un cosmopolitisme venu tout droit — même si *Welles* est, ici, auteur *complet — de l'univers d'Eric Ambler spécialement du Masque de Dimitrios* qui fut tourné par Jean Negulesco en 1944 Kane mourra en gardant le secret du mot « rose-bud » Arkadin se prétend amnésique depuis 1927 et charge un aventurier minable, amoureux de sa *fille Raina et désireux de la faire chanter, de retrouver ce qui lui était arrivé avant cette date* En réalité, il le sait très bien. En suivant l'enquêteur, il peut éliminer les témoins *de sa vie honteuse et de ses trafics, et lui en faire* endosser les meurtres.

Richissime homme d'affaires, Arkadin joue un double jeu, pour que Raina, son adoration, sa seule faiblesse, ne sache rien. Ouvertement *grimé, perruque et barbe, en dieu* Neptune, Orson Welles est l'organisateur d'une véritable chasse à l'homme à travers l'Europe des bas-fonds, des épaves, et jusqu'au Mexique. C'est le limier Van Stratten (Robert Arden), *qui débusque les victimes d'Arkadin, mais c'est lui* le personnage antipathique. Découpé, tourné, monté en plans courts, en plans-chocs, avec cadrages obliques et mouvements d'appareils prodi*gieux. Dossier secret* porte la marque du génie de Welles *dans la* moindre scène C'est un voyage haletant au sein d'un monde glauque et louche, où s'agitent des êtres hallucinants et déchus, interprétés par *des acteurs et des actrices magistralement dirigés Dans cette atmosphère* cosmopolite (inégalée), il s'agit moins de trouver le secret d'Arkadin que de céder à la fascination exercée sur lui par les souvenirs de sa jeunesse crapuleuse. Et, en fin de compte, nous assistons *à la chute d'un dieu élevé sur un piédestal de boue et de corruption*, un dieu œdipien, dont la grandeur tragique s'oppose à la médiocrité de l'aventurier sans envergure qui se retrouve seul, abandonné, floué, à la dernière scène.

JACQUES SICLIER.

★ *Olympic - Entrepôt, Balzac* et Saint-Germain.

■ On spectacle son et lumière *aura lieu au château du Hallier*, à Nibelle (Loiret), les 28 et 29 août 1981, à 21 h. 30. Ce spectacle, entièrement réalisé par des habitants de la région, évoquera les *grandes heures du château du Hallier*

A SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES

Un orgue à l'image de la Trinité

Sur la route de Montréjeau, à Luchon, devant les cimes moutonnantes des Pyrénées, soudain apparaît, posée sur une colline, la cathédrale de Saint-Bertrand-de-Comminges, démesurée dans le paysage comme le Walhalla de Fafner et Fasolt. Elle semble piétiner les *maisons* qui l'entourent de ses formidables contreforts et arcs-boutants qui l'accrochent au sol Mais quel réconfort ce devait être *pour les pèlerins de Saint-Jacques* au terme d'une journée épuisante, à la veille de gagner les ports d'Espagne ! On croit les entendre chanter, comme plus tard Luther et Bach : *« Notre Dieu est une puissante forteresse. »*

Le roc tout autour, les rues qui dévalent de rudes pentes ; dans l'immense nef seulement on était en sécurité, on pouvait solliciter des miracles devant la châsse de saint Bertrand, implorer saint Sébastien contre la peste, jusqu'à ce que les chanoines s'enferment, au *seizième siècle*, dans ce grand chœur de boiseries et de stalles, hérissé de tourelles et de dentelles, dans le style de la *Renaissance italienne*.

Ce mélange de styles pourrait jurer, mais, au contraire, la chaleur intime de cette chapelle *ouvragée et vernie* forme un contraste harmonieux avec les immenses jetées de pierres nues de la cathédrale gothique et du *narthex roman*, comme la science des théologiens avec la simple foi populaire. Et surtout il contribue, en cassant les échos, à *cette acoustique exceptionnelle*, qui donne sa plénitude au grand personnage placé au fond de la nef : l'orgue.

C'est d'abord un splendide buffet du seizième siècle, de 16 mètres de hauteur, avec les mêmes tourelles en *lanternes superposées* que le retable et les stalles, curieusement rencogné en accordéon (disposition unique en France), mais comme aspiré vers le haut par la fantastique *« montre »* de deux cents tuyaux qui domine un large paysage de colonnes et de caissons luisants où musiciennes *et musiciens* voisinent avec les travaux d'Hercule... le tout reposant sur de fins piliers corinthiens en bois. Sans doute n'y avait-il *guère d'instruments de cette taille* à l'époque.

Il fallait autant d'audace que de foi pour rendre sa voix à ce géant dans un pays perdu. Une association, dès 1964, s'y employa par des concerts ; puis un grand amateur de musique de la région, *M. Pierre Lacroix, avec MM.* Michel Chapuis et Jean-Patrice Brosse, demanda à un merveilleux facteur artisan, M. J.-P. Swidersky, de composer un instrument de quarante jeux en réutilisant les *sommiers* anciens et le matériel conservé, dans la tradi*tion française* du dix-septième siècle. Ensuite pour payer les travaux et faire chanter l'orgue, Pierre Lacroix créa, en 1976, un *festival* et une académie d'été qui ont pleinement atteint leurs buts.

Un contemplatif primesautier et subtil

Ce que fut, *le 10 août*, l'intégrale des *Chorals de Leipzig*, de J.-S. Bach, par M. Michel Chapuis, est presque indicible. Cet orgue est *tellement* uni, fondu, étincelant, aéré, calme et splendide, qu'on ne peut rêver d'un autre instrument pour imager les trois *personnes de la Trinité*, comme dans le *Gloria III* de Leipzig où deux guirlandes s'entrelaçaient avec une douce pédale pour danser *une* ronde éthérée dans un envol d'étoiles filantes. L'Agnus Dei s'élevait vers le ciel en échelles légères s'enchaînant sans fin pour recevoir une pluie de bénédictions en gouttes de *lumière* et d'or, avant qu'une fugue majestueuse et vigoureuse jaillît pour rassembler *les* supplications pacifiques de la terre. Toutes ces ondes tourbillonnantes, toutes ces musiques si sagement et généralement ouvragées, investissaient l'âme et la faisaient *sortir* d'elle-même, ce qui est la définition même de l'extase.

Et cela sans le moindre effet, sans le moindre romantisme de la part de l'interprète ; les notes défilaient comme de bonnes servantes, élégantes, souriantes, pas pressées ; la musique s'offrait pleinement lisible, dans la clarté de l'exécution certes, mais surtout la limpide exégèse du texte. Aussi contemplatif qu'un Walcha, Chapuis l'est à la française, un contemplatif primesautier et subtil, servi par l'incomparable scintillement doux, d'une paisible grandeur, de cet orgue lui-même si *purement* français.

Le Festival de Comminges s'étend aussi dans la plaine, au milieu des vestiges de l'immense Lugdunum Convenarum romaine qui comptait cent mille habitants sous Pompée. La délicieuse église romane Saint-Just de Valcabrère, qui réutilise avec une maladresse touchante le matériel des colonnes antiques, a été elle aussi dotée en 1979, par Gerhard Grenzing, d'un orgue nordique de dix-neuf jeux où travaille l'Académie. Et l'on y donne d'excellents récitals de piano et de clavecin. Le 12 août, malheureusement, Sviatoslav Richter avait fait une nouvelle fois faux bond ; Zoltan Kocsis, pressenti, offrait un programme abracadabrant ; on dut se rabattre sur Eugen Indjic, prix Rubinstein, qui, après une assez charmante *Sonate op. 10, n° 2* de Beethoven, prouva en cognant, dans le *Carnaval* de Schumann et des *Ballades* de Chopin, qu'on peut avoir des moyens de grand pianiste sans en avoir la tête.

On s'enchante en tout cas de trouver un public si nombreux dans une région naguère si défavorisée au point de vue musical. Il y a d'abord ces « fous de musique » qu'on retrouve à Prades, Saint-Lizier, Saint-Bertrand, Perpignan et Toulouse, et puis tous ces mélomanes en vacances qui n'hésitent pas à faire cent ou deux cents kilomètres pour venir au concert. Mais certes celui de Chapuis valait le voyage.

J. L.

(*) Derniers concerts : René Saorgin, le 17 ; Quatuor Via Nova et E. Pidoux, le 20 ; Jean-Patrice Brosse, orgue, le 22 août.

SPECTACLES

théâtres

Les théâtres de Paris

Astelle-Théâtre (202-34-31) : les Bonnes (sam., 20 h. 30).
Athénée (742-67-27) : Faisons un rêve (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Bouffes-Parisiens (296-97-03) : Diable d'homme (sam., 21 h.; dim., 15 h.).
Carreau du Temple (274-43-11) : les Tribulations de Triboulet (sam., dim., 19 h.); Georges Dandin (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. et 20 h. 30).
Comédie - Caumartin (742 - 43 - 41) : Reviens dormir à l'Elysée (sam., 21 h., dim., 15 h. 30).
Comédie de Paris (281-00-11) : les Bijoux de famille (sam. 20 h. 30).
Daunou (261-69-14) : Et ta sœur (sam., 21 h., dim., 15 h. 30).
Espace Gaîté (327-95-94) : D. Lavanant (sam., 20 h. 30); Tranches de vie (sam., 21 h. 45).
Espace Marais (271 - 10 - 19) : Ka (sam., 21 h.); All that love... (sam., 22 h. 15).
Essaïon (278 - 46 - 42) : Piège de Méduse (sam., 20 h. 15) ; Du bout du monde au cœur de Blaise (sam., 21 h. 45).
Fontaine (874-74-40) : les Trois Jeanne (sam., 21 h.).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Elle voit des nains partout (sam., 20 h. 15); On continue à l'appeler Pantalon (sam., 21 h. 45).
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Rouge : Quelqu'un (sam. 18 h. 30); les Amis (sam., 20 h. 20, dern.) ; Clodo de Dieu (sam., 20 h. 45, dern.) — Théâtre noir : Marie la Louve (sam., 20 h. 30); Un oiseau dans le plafond (sam., 22 h. 15). — Petite salle : Parlons français (sam., 18 h. 30).
Madeleine (265-07-09). — Arsenic et Vieilles Dentelles (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Montparnasse (320-89-90) : Exercices de style (sam., 21 h.).
Nouveautés (770-52-76) : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre (sam., 21 h., dim., 16 h.).
Palais Royal (297-59-81) : Pauvre France (sam., 20 h. 45, dim., 15 h. 30).
Roquette (805-78-51) : le Fétichiste (sam., 20 h. 30).
Studio des Champs-Elysées (723-35-10) : le Cœur sur la main (sam., 20 h. 45, dim., 15 h. 30).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Essayez... c'est pas sorcières (sam., 20 h. 30) ; Nous, on fait où on nous dit de faire (sam., 22 h.).
Théâtre Présent (203-02-55) : 1929 ou le rêve américain (sam., 20 h. 30, dim., 17 h.).
Théâtre de l'Union (770-90-94) : Festival Molière (l'Avare, sam., 21 h.) ; (les Fourberies de Scapin, dim., 21 h.).

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-15-84). I : Areuh = MC 2 (sam., 20 h. 15) ; A. Didier (sam., 21 h. 30) ; Des bulles dans l'encrier (sam., 22 h.30). — II. Attachez vos ceintures (sam., 21 h. 30).
Café d'Edgar (322-11-02) : la Jacassière (sam., 20 h. 30); Mangeuses d'hommes (sam., 21 h. 45): Tiens, voilà deux boudins (sam., 21 h. 45). — II. Pluriella (sam., 20 h. 30); Lessier Family (sam., 21 h. 45); A. Agier (sam., 23 h.).
Café de la Gare (272-52-51) : Marianne Sergent (sam., et dim., 20 h. 30); Qu'est-ce qu'il y a là-dedans ? (sam., 22 h.).
Coupe-Chou (272-01-73) : le Petit Prince (sam., 20 h. 30).
Fanal (233-91-17) : Pourquoi (sam., 20 h.) ; P. Blanche (sam., 21 h. 15).
Le Petit Casino (278-36-50). I : Phèdre à repasser (sam., 21 h.).
Le Point-Virgule (278-67-03) : J. Charby (sam., 20 h. 30) ; les Demoiselles de Rochechouart (sam., 21 h 30) ; Du rouren sur les bisais (sam., 22 h 45)
Splendid (887-33-82) : Enfin seul (sam., 20 h 30) ; le Troisième Jumeau (sam., 22 h.).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : Florence Brunald (sam., 20 h. 30) ; la Grande Shirley (sam., 21 h. 30) ; Il en est... de la police (sam., 22 h. 30).
Tremplin de Paris (258-85-26) : 30 centimètres à l'ombre (sam., 20 h 15).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : Sept ans de bail... bye bye (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30 et 21 h.).

La danse

Cour de la Mairie du 4e (278-60-56) : les Ballets historiques du Marais (sam., dim., 21 h.).

Les concerts

Sainte-Chapelle : Ars Antiqua (sam. 18 h. 30 et 21 h.).
Notre-Dame : M. Kumagai (Rheinberger, Parvis) (dim., 17 h. 45).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05) : G. Colliers London all Stars (sam., et dim., 21 h. 30).
Caveau de la Montagne (354-82-39) : M. Gaudry, A. Jean-Marie, A. Conduant (sam., dim., 21 h.).
Chapelle des Lombards (357-24-24) : R. Urtreger (sam., 20 h. 30) ; Azuquita (sam., 23 h.).
Dreher (233-48-44) : Mal Walton, S. Lacy (samedi, 21 h. 30) ; M. Slim, M. Denis (dim., 21 h. 30).
Gibus (700-78-88) : Bondoux (sam., 20 h. 30).
Lucernaire (544 - 57 - 34) : Vanina Michel (sam., 22 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Samedi 15 - Dimanche 16 août

New Morning (523-51-41) : N. Simone (sam. et dim., 21 h.).
Petit-Opportun (236-01-36) : M. Fosset, P. Caratini (sam., 23 h.).
Piazza Beaubourg (272-45-58) : Kirjuel, A. Kremski (samedi, dim., 20 h.).

FESTIVAL ESTIVAL
(633-61-77)

Hôtel Inter-Continental : Y. Uyama (Telemann, Couperin, Bach) (sam. 18 h. 30).

Festival en région parisienne

Sceaux, Orangerie (660-07-79) : la Camerata de Genève, sol. A. Bernard (Haendel, Vivaldi, Bach, Telemann) (dim., 17 h. 30).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : les Misérables, de J.-P. Le Chanois (première époque), à 17 h. : deuxième époque ; 19 h. : Films d'auteurs et films rares : Cendres et diamant, de A. Wajda ; 21 h. : les Dames de Musashino, de K. Mizoguchi (sam.).

15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : Une vie, de A. Astruc ; 17 h. : Films d'auteurs et films rares : What a price Hollywood, de G. Cukor ; 19 h. : l'Ange bleu, de J. von Sternberg ; 21 h. : le Massacre de Fort Apache, de J. Ford (dim.).

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h. : Films d'auteurs et films rares : la Femme de nulle part, de L. Delluc ; 17 h. : Fausses nouvelles, de R. Clair ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : Gervaise, de R. Clément ; 21 h. : Films d'auteurs et films rares : la Légende du Grand Bouddha, de T. Kinugasa (sam.).

15 h. : Films d'auteurs et films rares : la Femme de nulle part, de L. Delluc ; 17 h. : Fausses nouvelles, de R. Clair ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1357) : Ascenseur pour l'échafaud, de L. Malle ; 21 h. : Films d'auteurs et films rares : les Nuits blanches, de L. Visconti (dim.).

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMANT DE LADY CHATTERLEY (Fr.-Ang.) : v. ang., U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). Normandie, 8e (359-41-18). V. fr., Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70). Rex, 2e (236-83-93). Bretagne, 6e (222-57-97). U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59). U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44). Mistral, 14e (539-52-43). Magic-Convention, 15e (828-20-64). Murats, 16e (651-99-75). Wepler, 18e (522-46-01).
L'ANNEE DES TREIZE LUNES (All., v.o.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
L'ANNEE PROCHAINE SI TOUT VA BIEN (Fr.) : Rex, 2e (236-83-95). U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). Biarritz, 8e (723-69-23) U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44). U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) U.G.C Gobelins, 13e (336-23-44). Miramar, 14e (320-89-52). Mistral, 14e (539-52-43). Magic-Convention, 15e (828-20-64). Murats, 16e (651-99-75). Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01). Secrétans, 19e (206-71-33).
LES ANNEES LUMIERE (Sui., v. ang.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LA BOUM (Fr.) : Impérial-Pathé, 2e (742-72-52).
CHAMBRE D'HOTEL (It., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES CHARIOTS DE FEU (Ang., v.o.): Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
CHARULATA (Ind., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
CHASSE A MORT (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Delta, 9e (878-02-18).
LE CHOC DES TITANS (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-95) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LA DESOBEISSANCE (Fr., It.) (*) V. It. : Marignan, 8e (359-92-82) ; Vf. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Cinoche St-Germain, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Vf. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LES ENFANTS DU No 67 (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'EQUIPEE DU CANNONBALL (A., v.o.) : U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Vf. : Maxéville, 9e (770-72-86).
EXCALIBUR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Vf. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
FAME (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17).
FAUT PAS POUSSER (It., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Vf. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 3e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (532-46-01)
LES FRUITS DE LA PASSION (Fr.-Jap., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (742-69-23). — V.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
L'IMPLACABLE NINJA (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

LES FILMS NOUVEAUX

UNE MERE, UNE FILLE, film franco-hongrois de M. Meszaros. — Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70); Impérial-Pathé, 2e (742 - 72 - 52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43); Nations, 12e (343-04-67); Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27); Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

HAUTE TENSION, film américain de R. Kramer. — V.o. : Paramount - Odéon, 6e (325-59-83). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount - Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03); Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00); Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES FOLIES D'ÉLODIE, film français de A. Genovès. — U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62): U.G.C.-Ermitage, 8e (359-15-71): U.G.C.-Caméo, 9e (246-66-44): Maxéville, 9e (770-72-86): U. G. C. - Gare de Lyon, 12e (343 - 01 - 59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37); Gaumont-Sud, 14e (327-84-50); Magic-Convention, 15e (828-20-64); Clichy-Pathé, 18e (522 - 46 - 01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

PRENDS TA ROLLS ET VA POINTER, film français de R. Balducci. — Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33); Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70): Quintette, 5e (633 - 79 - 38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27); Marignan, 8e (359-92-82); Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327 - 84 - 50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01): Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JOUR SE LÈVE ET LES CONNERIES COMMENCENT, film français de C. Mulot. — U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62); U. G. C. - Normandie, 8e (359-41-18): U.G.C.-Caméo, 9e (246-66-44): Maxéville, 9e (770-72-86): U.G.C. - Gare de Lyon, 12e (343-01-59); U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44); Mistral, 14e (539-52-43); Montparnos, 14e (327-52-37); Convention - Saint - Charles, 15e (579 - 33 - 00) ; Murat, 16e (651-99-75); Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25); Secrétan, 19e (206-71-33).

IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
JAZZ SINGER (A., v.o.) : Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46).
LABYRINTHE (Fr.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
MALEVIL (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e 261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
MAUDITS JE VOUS AIMERAI (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74).
MESSALINE IMPERATRICE ET PUTAIN (It., v.f.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44)
MOI, CHRISTIANE F. (All., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount - City, 8e (562 - 45 - 76) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). V.f : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; 3 Haussmann, 9e (770-47-55) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329 - 90 - 10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
NEIGE (Fr) (*) : Rio, 2e (742-82-54) ; U.G.C. - Danton, 6e (329-42-62) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
NEW-YORK 1997 (A.) (v.o.) : Paramount - Odéon, 6e (325 - 59 - 83) ; Monte - Carlo, 8e (225 - 09 - 83) ; (v.f.) : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
PETROLE, PETROLE (Fr) : U.G.C.-Opera, 2e (261-50-32), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Maxéville, 9e (770-72-86).
LA PLAGE SANGLANTE (A.) (*) (v.f.) : U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32).
LE POLICEMAN (A.) (*) (v.o) : Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
LA PORTE DU PARADIS (A.) (*) (v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-11).
PLUIES D'ETE (Brés.) (v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
QUARTET (Fr.) (V. Ang.) : Quintette, 5e (354-35-40).
REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind.) (v.o.) : 14 - Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00).
SAN MAO LE PETIT VAGABOND (Chin.) (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
THE ROSE (A.) (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
TROIS FRERES (It.) (v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83 ; la Pagode, 7e (705-12-15) ; v.f. : Saint - Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
UN COSMONAUTE CHEZ LE ROI ARTHUR (A.) (v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
UN FILS POUR L'ETE (A.) (v.o.) : Gaumont - les Halles, 1er (297-49-70).
UNE LANGOUSTE AU PETIT DEJEUNER (Fr. - It.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) : Tourelles, 20e (636-51-98).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Forum, 1er (297 - 53 - 74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Publicis - Champs - Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention - Saint - Charles, 15e (579 - 33 - 00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) : (v.f.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'AMOUR FOU (Fr.) : Action-République, 11e (805-51-33).
L'AMOUR VIOLE (Fr.) (*) : 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LES AMOURS D'UNE BLONDE (Tchéc.) (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; Olympic - Entrepôt, 14e (542-67-42) ; (v. f.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Wepler-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
BABY DOLL (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA BATAILLE D'ALGER (It.-Alg., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Louxor, 10e (787-38-58).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Movies-les Halles, 1er (260-43-99) ; Studio Harpe-Huchette, 5e (663-08-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; (v.f.) : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
CARRIE (A., v.f.) (**) : Impérial-Pathé, 2e (642-72-52).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (330-19-93).
CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic Halles, 4e (272-34-15).
LE CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LA DERNIÈRE FOLIE DE MEL BROOKS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38). — V.f. : Nation, 12e (343-04-67); Parnassiens, 14e (329-83-11).
2001, ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17); Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).
DÉLIVRANCE (A., v.o.) : Opéranight, 2e (296-62-56).
LE DERNIER TANGO A PARIS (A., v.o.) (**) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LA DÉROBADE (Fr.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32); U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08); U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA DOLCE VITA (It., v.o.) (*) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70); Hautefeuille, 6e (633-79-38); Pagode, 7e (705-12-15); Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Saint-Lazare. (359-29-46). — V.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-22) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : UGC Rotonde, 6e (633-08-22).
LES ENCHAINÉS (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
EUGENIO (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
FILMING OTHELLO (A., v.o.) (*) : Action-République, 11e (805-51-33).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Vf. : Parnassiens, 14e (329-23-11) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).
LA GRANDE MENACE (Fr.) : Français, 9e (770-33-28)
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : U.G.C. - Odéon, 6e (325 - 71 - 08) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
HELZAPOPPIN (A., v.o.) : Actions Ecoles, 5e (325-72-07).
HAROLD ET MAUD (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Banque de l'Image, 5e (326-12-39).
LES LUMIERES DE LA VILLE (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).
LA MALEDICTION (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; V.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LA MEILLEURE FAÇON DE MARCHER (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79)
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Olympic St-Germain, 5e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt (542-67-42).
MONTY-PYTHON (SACRE GRAAL et LA VIE DE BRIAN), (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MORT A VENISE (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
LES OISEAUX (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
ORANGE MECANIQUE (Ang., v.o.), (**), Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70). Quintette, 5e (354-35-40). Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Capri, 2e (508-11-69). Berlitz, 2e (742-60-33). Montparnasse 83, 6e (544-14-27). Nations, 12e (343-04-67).
PAIR ET IMPAIR (It., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PECHE MORTEL (A., v.o.) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15). Olympic, 14e (542-67-42).
PSYCHOSE (A., v.o) : Denfert, 14e (321-41-01).
STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Studio J. Cocteau, 5e (354-47-62).
LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
LES VALSEUSES (Fr). (**) : Montparnos, 14e (327-52-37).
TEX AVERY (A., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60). Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
TOMMY (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80). George V, 8e (562-41-46). V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.): Lucernaire, 6e (544-57-34).
VIVA ZAPATA (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Athéna, 12e (343-00-65).

RADIO-TÉLÉVISION

A RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

Les journalistes ne veulent plus être des laissés-pour-compte

Sentiment de frustration parmi les journalistes et réalisateurs, insatisfaction permanente chez les auditeurs... Ballottée, tiraillée, partagée par les gouvernements successifs, l'action extérieure de la France dans le domaine audiovisuel a toujours été la parente pauvre des réformes successives. Cette fois cependant, à Radio-France internationale, on espère ne plus être les laissés-pour-compte dans le chambardement de l'audiovisuel en préparation.

Les rapports, les études, les propositions, naissent comme les fleurs au printemps... Syndicalistes, journalistes, réalisateurs, chacun à son mot à dire et veut se faire entendre. Le plus gros des rapports : celui de l'Intersyndicale des journalistes de l'audiovisuel (S.N.J., C.F.D.T., F.O., C.G.T.), intitulé « Pour une politique de l'action extérieure audiovisuelle » et rédigé par un groupe de travail de l'IJA animé par MM. Guy Riboreau et Thomas Schreiber, deux journalistes de Radio-France Internationale. Le tableau qu'il brosse de R.F.I. aujourd'hui est plutôt terne. Selon une étude de la B.B.C., citée dans ce rapport, la France occuperait la vingt-huitième place (sur vingt-neuf) des pays qui émettent hors de leurs frontières et occupent le réseau des ondes courtes.

La principale action radiophonique française vers l'étranger s'adresse aux Africains. Créée le 20 janvier 1975, la chaîne Sud émet quotidiennement seize heures et trente minutes de programmes, composés, pour moitié, d'émissions spécifiques réalisées par R.-F.I., et, pour moitié d'émissions en direct de France-Inter. Une chaîne Est émet depuis 1977, en français, une quinzaine d'heures par jour dont les quatre cinquièmes viennent également de France-Inter. Les auditeurs de l'Amérique du Nord ne peuvent qu'écouter notre chaîne nationale intérieure et pendant cinq heures. La place des langues étrangères dans les programmes est devenue une véritable peau de chagrin, celle-ci se résumant à une heure quotidienne d'anglais vers l'Afrique, d'allemand vers la R.D.A. et la R.F.A., de portugais vers le Portugal, d'espagnol vers l'Espagne. Il n'en a pas toujours été ainsi, loin de là. Il y a encore dix ans, même si R.F.I. n'occupait que la vingt et unième place sur le classement international, elle émettait deux cent soixante-six heures par semaine en dix-sept langues (y compris le français).

En 1974, le gouvernement en place, invoquant la vétusté de la plupart des émetteurs et l'insuffisance de la qualité d'écoute, a profité de l'éclatement de l'O.R.T.F. pour amputer et réduire le champ d'action de la radio vers l'étranger. A l'origine, l'idée était de concentrer les efforts sur l'amélioration de la qualité à tous les niveaux. Si, grâce à l'installation des nouveaux émetteurs, l'écoute, pour ce qui concerne l'Afrique du moins, est devenue nettement meilleure, on ne peut que déplorer la dégringolade progressive vers la médiocrité — tout particulièrement ces dernières années — du contenu des émissions : « *Pour certains Français d'Afrique, nous sommes en train de devenir « radio-débite internationale* », explique M. Michel Deboste, journaliste à Radio-France Internationale.

L'une des principales causes de cette médiocrité et de l'insatisfaction générale qu'elle déclenche provient — tous les journalistes de R.-F.I. semblent d'accord là-dessus — du louvoiement perpétuel des gouvernements qui se sont succédé eu égard à la cible à atteindre : autochtones ou Français de l'étranger ? Faute de politique très précise, tout le monde est frustré. Pourtant, chacun le souligne au 5e étage de la Maison de la Radio, la demande existe. Le courrier peut témoigner de l'abondant auditoire de R.-F.I., en Afrique par exemple. Mais, disent les journalistes, si nous continuons ainsi nous ne pourrons résister ni à la concurrence anglaise ni à celle de l'Afrique du Sud.

Tous, évidemment, défendent la présence de la France sur les ondes courtes : « *Il est inconcevable qu'une nation qui mène une politique étrangère active, se prive de cet instrument qu'est la radiodiffusion* », lit-on dans le rapport de l'IJA. « *Le gouvernement français doit pouvoir faire connaître sa politique à l'extérieur* », répète-t-on ici et là. On ajoute aussitôt que, en dehors de cette partie limitée de l'information, il faut que R.-F.I. soit indépendante. Des anecdotes qui courent les couloirs montrent que celle-ci n'a pas toujours été préservée dans le passé. On se souviendra longtemps du rôle que l'on fit jouer à la chaîne, lors de l'opération « Barracuda » en Centrafrique, alors Empire Centrafricain.

C'était le 20 septembre 1979. Le journaliste responsable du journal du soir avait reçu l'ordre d'alerter le directeur, M. Albert Aycard, s'il se produisait le moindre incident du côté de l'Empire. A 23 h 5, tombe sur le télex de Reuter une dépêche citant l'agence Transcontinentale de Presse, annonçant que des événements importants se préparaient. Aussitôt le journaliste appelle le directeur, qui arrive sur-le-champ et estime que l'information doit passer en ouverture du journal de 23 h 27. Cela, malgré les réticences du journaliste qui, ne connaissant pas cette fameuse agence Transcontinentale de Presse, désire auparavant vérifier l'information. Ce journaliste devait apprendre plus tard le déclenchement d'une opération militaire française, le renversement de l'empereur et son remplacement par M. David Dacko. Radio-France internationale avait été utilisée dans le déroulement de l'opération.

Contre la hiérarchie

Aujourd'hui les syndicats de journalistes, unanimes (S.N.J., C.F.D.T. et F.O.), réclament le départ de l'actuelle direction : « *Cela fait longtemps que l'on se plaint de l'incompétence de la hiérarchie, tout particulièrement la C.F.D.T.* », souligne M. Jean Diatta, journaliste au service des sports. Le procès fait aux responsables est sans appel : Petit à petit, ajoute un autre journaliste, M. Jacques Gheysens, on a vu disparaître des émissions culturelles et apparaître un replâtrage avec la rediffusion de certaines émissions du soir, le matin... A son tour, le chef d'édition du magazine *Carrefour*, M. Guy Riboreau, se plaint d'économies de bouts de chandelles faites sur les déplacements (« *on rechigne même sur des reportages à Paris* », explique une journaliste) et l'absence quasi totale de tout réseau de correspondants à l'étranger.

« *D'une façon générale, nous avons souffert jusqu'ici d'un manque de considération des pouvoirs publics à notre égard* », dit M. Gheysens. « *Peut-être parce que nous ne sommes pas électoralement vendables* », ajoute quelqu'un. Là aussi chacun a son anecdote qui prouve que, trop souvent, les ministres eux-mêmes ignorent ce qu'est Radio-France Internationale et quelle est son influence réelle. Combien de fois ont-ils dû passer après les radios nationales pour avoir une interview ou enregistrer une déclaration, même si celle-ci concernait au premier chef l'Afrique, par exemple... Pour remédier à cet état de fait, beaucoup, à R.-F.I., proposent de diffuser en France quelques-uns de leurs programmes, ce qui permettrait de donner aux Français, et surtout aux travailleurs étrangers, des nouvelles internationales plus denses...

Dans un rapport, l'IJA propose d'introduire, à l'image des Britanniques et des Allemands ou des Soviétiques, des cours de français. Il suggère également d'augmenter le nombre de langues étrangères parlées sur les ondes françaises, « *car on ne peut s'adresser aux populations des autres pays sans leur parler dans leur langue* ». Ces réformes ne peuvent se faire cependant sans une réflexion générale et une réorganisation en profondeur de l'action extérieure de la France en matière d'audiovisuel : lui donner une cohérence en même temps que des moyens financiers.

« *Dans la situation actuelle*, lit-on dans le rapport de l'IJA, *en ce qui concerne R.-F.I., ce sont les ministères de tutelle (affaires étrangères et coopération) qui financent « pour services rendus » l'essentiel des émissions vers l'étranger, le complément étant assuré par une faible fraction de la redevance. Ce financement nous semble à la fois malsain et susceptible à la longue de compromettre l'avenir. Malsain, car les personnels se sentent un peu les obligés des ministères-payeurs, lourd de conséquences dans la mesure où ce financement est précaire : chaque année, il est remis en question par les ministères concernés, qui ont tendance à vouloir supprimer ou réduire leurs subventions. Toute prévision à long terme devient par conséquent impossible.* »

L'action extérieure française est aujourd'hui partagée entre R.-F.I., FR 3, l'INA, I.D.F. et des sociétés privées (Sofirad, Africa n° 1, Vidéo France, etc.).

Beaucoup à R.-F.I. souhaiteraient que le nouveau gouvernement groupe tous les organismes travaillant pour l'action extérieure et procède à une restructuration, ou du moins que soit bien délimité ce qui appartient au public et ce qui vient du privé, et qu'on leur donne enfin les moyens d'exister et non de subsister.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur de transmission, le nom d'Alain Cancès — journaliste réintégré à Antenne 2, — a été déformé et est devenu « Lances » dans l'information rendant compte des récentes nominations (*le Monde* du 15 août).

Le public et le privé

L'action extérieure de la France en matière d'audiovisuel est répartie de la façon suivante :

RADIODIFFUSION. — Radio-France Internationale (R.-F.I.) émet vers l'Afrique, l'Europe de l'Est et l'Amérique du Nord. R.-F.I. fournit également des programmes enregistrés et des émissions de service — monitoring (agence de son). Cette prestation vise à la fois l'information et les programmes et s'opère essentiellement avec les radios francophones d'Afrique.

A cela, s'ajoutent des séquences réalisées par R.-F.I. pour les travailleurs immigrés — dans leur langue — et diffusées sur les émetteurs de France-Culture, tôt le matin, plus une demi-heure en polonais diffusée par l'émetteur de Lille.

La SOFIRAD, par l'intermédiaire de sa filiale la SOMERA, émet quotidiennement en arabe et en français vers le Proche-Orient. Ces émissions se font en ondes moyennes grâce à la location d'un émetteur à Chypre. La publicité de marques constitue une des ressources essentielles de la SOMERA. D'autre part, la SOFIRAD possède une importante participation dans le capital d'Afrique n° 1, station de radio privée, installée au Gabon et, d'une certaine façon, concurrente de R.-F.I.

TELEVISION. — La réalisation et les échanges de reportages en coopération incombent à FR3 — monitoring (*) par satellite — (agence d'images) : les émissions de programmes et les questions de formation sont du ressort de l'INA (Institut national de l'audiovisuel). Mais là encore, la SOFIRAD s'occupe d'action extérieure. Elle approvisionne en programmes certaines télévisions étrangères, arabes notamment, et elle gère, grâce à une filiale, une station de télévision en français sur la côte est des Etats-Unis, sans oublier sa participation dans différentes stations d'Amérique.

(*) Ce monitoring est destiné actuellement à la fois aux DOM-TOM, aux télévisions d'Afrique noire et à des télévisions du Proche-Orient.

Médiocrité et incohérence

Ceux qui font, quotidiennement, Radio-France Internationale profitent de l'étude d'une nouvelle loi sur l'audio-visuel pour demander aux pouvoirs publics de ne pas les oublier. Ils réclament une politique claire dans leur domaine bien précis et des moyens humains, techniques et financiers pour mener à bien leur mission : des revendications que l'on retrouve à chaque réforme...

L'histoire des organismes chargés des émissions vers l'extérieur a non seulement suivi celle de l'audiovisuel en général, mais a été grandement affectée par la décolonisation et la politique française vers l'Afrique.

Jusqu'en 1962, c'était la Société de radio d'outre-mer qui se chargeait de faire entendre la voix de la France. Lors de l'indépendance des Etats africains et malgache, le gouvernement décida de créer à côté de la Direction des relations extérieures (DRE) de l'O.R.T.F. un Office de coopération radiophonique, l'OCORA. Il fallait, en effet, pouvoir répondre aux besoins des nouveaux Etats, les aider à créer leurs propres radios et télévisions. Cet Office qui a vécu six ans a formé des centaines de stagiaires africains et malgaches, installé une vingtaine de maisons de la radio, un réseau d'émetteurs et sept centres de télévision. Il a également fourni des programmes divers et des films.

En 1968, Georges Pompidou alors premier ministre décida de regrouper les activités de la DRE et de l'OCORA au sein de la Direction des affaires extérieures et de la coopération (DAEC), d'étendre le champ des émissions et multiplier le nombre des langues utilisées. « *En fait, on a simplement permis d'éviter l'extinction totale de la voix de la France, mais on n'est pas sorti du cadre de la pénurie, de la médiocrité et de l'incohérence* », lit-on dans un Livre blanc du Syndicat national des journalistes de l'O.R.T.F. publié en 1974.

La réforme de 1974 vit l'éclatement de l'O.R.T.F., la création de R.F.I. et une réduction draconienne des émissions vers l'extérieur. S'il s'est ensuivi une meilleure qualité de l'écoute, disent les journalistes, le contenu ne s'est guère amélioré.

— *VU* —

L'île des tortues géantes

Tortues géantes, râles aptères à gorge blanche, ibis à œil bleu, aigrettes, crécerelles — toutes espèces endémiques — témoignent qu'Aldabra, un atoll situé à l'extrême sud-ouest de l'archipel seychellois, long de 35 kilomètres et large de 15 kilomètres, est un petit milieu unique en son genre. Lorsque les navigateurs européens se sont aventurés dans l'océan Indien à partir du XVIe siècle, sur toutes les îles Seychelles, Maurice, la Réunion, Rodriguez, etc., prospéraient une faune et une flore particulières qui servirent très vite de réserves de vivres frais. Les tortues géantes, en particulier, étaient très prisées car, entassées dans les navires, elles avaient l'obligeance de survivre plusieurs semaines. Deux cents ans plus tard, les espèces les plus vulnérables (tortues, dodo de Maurice, dronte de la Réunion, solitaire de Rodriguez, notamment) avaient disparu, sauf sur l'île d'Aldabra, protégée par ses difficiles abords et sa longue saison sèche.

Aldabra est donc un petit monde unique, que le Nouveau Vendredi (14 août) de FR 3 nous a montré. Elle est, avec les Galapagos, le seul endroit où vivent encore des colonies de tortues géantes (quatre-vingt-dix mille à Aldabra). Mais il n'y a pas que les tortues, comme l'ont expliqué les divers spécialistes interrogés par l'enquêteur-réalisateur de l'émission, Claude Pavard. Le milieu naturel d'une île comme Aldabra constitue un écosystème dont chaque élément, animal ou végétal, est indispensable à l'équilibre de l'ensemble.

Vers 1964-1965, la Grande-Bretagne, dont les Seychelles étaient une colonie, songea à installer une base militaire sur Aldabra. L'idée fut heureusement abandonnée, et en 1970, la Royal Society (de Londres) a créé sur l'atoll une station de recherche. Indépendantes depuis 1976, les Seychelles ont créé en 1980 une Fondation qui a la responsabilité d'Aldabra érigée en réserve naturelle. Un Etat aussi petit que les Seychelles ne peut fournir les moyens nécessaires en hommes et en argent. Mais, pour M. Maxime Ferrari, ministre seychellois du plan, Aldabra, étant un des plus beaux fleurons du patrimoine de l'humanité, devrait attirer de plus en plus de scientifiques et d'aides extérieures. Souhaitons que l'appel soit entendu.

YVONNE REBEYROL.

Samedi 15 août

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h Journal.

20 h 35 Opérette : Colorado.
de Cl. Dufresne ; mise en scène : F. Lopez ; réal. : R. Pradines. Avec F. Garcia, N. Briard, M. Mellory ; dir. par Ch. Oleg.

22 h Série : Madame Columbo.
Le mystère des photos chantages.
Kate découvre un trafic de femmes.

22 h 50 C'est arrivé à Hollywood.
Les séducteurs.
On a l'occasion de revoir Ronald Colman et Rosalind Russell dans « Sous les drapeaux » ; Richard Burton et Lana Turner dans « la Mousson », ainsi que Clark Gable, Henry Fonda, Paul Newman, etc.

23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h Journal.

20 h 35 Les cinq dernières minutes : Paris le 15 août.
de C. Loursais, réal. : G. Lessertisseur.
Le commissaire Cabrol enquête sur la mort d'une jeune femme.

22 h 15 Variétés : Bonjour, bonsoir la nuit.
(et à 23 h 45).
Un voyage sur les pics de l'Himalaya et sur la mer Rouge ; Charles Trénet, Herbert Pagani chanteront.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h Les jeux.

20 h 30 Série : La poursuite de l'amour.
N° 7 : Amour et guerre.
1940 : Linda attend un enfant de Fabrice et meurt en couches.

21 h 20 Les dossiers noirs.
Qui a tué Martin Luther King ?
Une émission de J.-M. Charlier.
Ce film passionnant suit son cours comme une véritable enquête policière, soutenue par des dossiers et des documents très denses et des interviews exclusives.

22 h 25 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Nouveau répertoire dramatique : La Lève, de J. Audureau. Avec : L. Terzieff, A. Cuny, etc. (Red.).
22 h 4, Médium frais.
23 h 25, Entretiens avec... L. Guilloux : Le sang noir.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30, Festival de Salzbourg 1981, « l'Enlèvement au sérail » de W. A. Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Vienne et les Chœurs de Staatsoper de Vienne, dir. L. Maazel, avec I. Cotrubas, C. Malone, P. Van Gent, F. Hoffmann, N. Orth, P. Schreier, M. Talvela (en direct de la radio autrichienne).
22 h 30, Ouvert la nuit : Orchestre philharmonique des Pays de la Loire (Stamitz, Haydn, Beethoven, Vaughan-Williams) ; Concert de musiques traditionnelles (Gabon).

Dimanche 16 août

PREMIÈRE CHAINE : TF1

9 h 15 Talmudiques.
9 h 30 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée dans la cathédrale Saint-Sacerdos de Sarlat.
Prédication : Père Michel Dubost.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 La bonne conduite.
13 h Journal.
13 h 20 Variétés : Country-music.
14 h 10 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
Le Nil (2e partie).
15 h 5 Pol-pol side story.
15 h 30 Tiercé.
15 h 40 Série : La Couronne du diable.
16 h 35 Jardins paradis de rêves.
Les jardins du roi Soleil.
17 h Sports première.
18 h 25 Série : Les roues de la fortune.
Réal. : T. Erhat.
19 h 30 Les animaux du monde.
La grande famille des rongeurs.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Le Massacre de Fort Apache.
Film américain de J. Ford (1948), avec J. Wayne, H. Fonda, S. Temple, J. Agard, P. Armendariz, V. McLaglen (N. Rediffusion).
Un officier de cavalerie mégalomane, nommé commandant d'un petit poste de l'Arizona, entreprend, malgré les pourparlers de paix, une expédition punitive contre les Apaches.
Un western anti-héroïque où Ford a transposé, pour la faire échapper à la légende, l'histoire du général Custer et de la défaite de Little Big Horn. Grand affrontement de Henry Fonda et John Wayne.
22 h 15 Variétés : Musicalement vôtre.
Trio Jack Dieval, pianiste, Henri Tischler, basse, Charles Bellonzi, batteur, interprètent des standards du jazz.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

12 h Récré A 2 à table.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Le retour du Saint.
14 h 10 Document : Un monde différent.
L'or, réal. F. Rossif
15 h Magie de la danse.
Le ballet romantique.
Extraits de la Sylphide, de la Cachucha, de Coppélia, etc.
16 h Le cirque Knie.
16 h 55 Série : Orient-Express.
18 h 5 *La chasse au trésor.*
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeux sans frontières.
22 h 5 Les dimanches d'ailleurs : New-York.
Réal. : Nicole Devilaine.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h Série : La malédiction du Kriss Pusaka.
N° 7 : le Bon Numéro.
20 h 30 Les villes au trésor : Colmar.
Une visite du musée Interlinden par des enfants de quatrième.
21 h 30 Journal.
21 h 45 L'invité de FR 3 : Serge Bonnet.
Serge Bonnet, dominicain, chercheur au C.N.R.S., crée à partir du « dossier Wendel » l'embryon d'une véritable sociologie de la légende politique pour mieux l'anéantir.
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle FR 3 et le cinéma) : Perceval le Gallois.
Film français d'E. Rohmer (1978), avec F. Luchini, A. Dussolier, M. Eyrand, M.-C. Barrault, P. de Boysson, G. Falconetti.
Elevé loin du monde par sa mère veuve, le jeune Perceval la quitte un jour pour se rendre à la cour du roi Arthur et devenir chevalier. Il vit de nombreuses aventures.
Traduction en vers à tournures médiévales et adaptation fidèle à l'esprit de l'époque où il fut écrit du roman de chevalerie de Chrétien de Troyes. Rohmer a recréé le XIIe siècle dans des décors stylisés et par une mise en scène dépouillée à l'extrême.

FRANCE-CULTURE

7 h 15, Horizons, magazine religieux.
7 h 40, L'université radiophonique et télévisuelle internationale : K. Jaspers, entretiens avec J. Hersch.
8 h, Foi et tradition.
8 h 30, Protestantisme.
9 h 10, Ecoute Israël.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : La Grande Loge de France.
10 h, Messe en l'église de Cancale.
11 h, La musique et les mots : Liszt et ses poètes.
12 h 5, Agora : Amnesty International, avec Sean Mc Bride.
12 h 40, Libre parcours variétés, au Petit Forum des Halles.
13 h 30, Feuilleton : Les chemins de la liberté, de J.-P. Sartre.
14 h, Tant qu'il y aura des bistrots, ou la fonction sociale du café.
16 h 20, Spécial Prix Italia : Pour quoi ? de B. Jantet ; Kassandra, de F.-B. Mache ; l'Evénement, par M. Desclozeaux et J. Rollin-Weisz ; Reseva Cave, d'A. Jovanovic ; le Transcamerounais, par J. Pivin.
19 h 10, Paroles et écrits du Bocage : D'un fût gélif, de J.-L. Trassard.
20 h 3, Festival d'Avignon : Mademoiselle Julie, d'après A. Strindberg.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Concert promenade : Musique viennoise et musique légère.
7 h 30, Chorales d'Europe : Chœur de chambre de l'Académie de musique Ferenc Liszt (Lajtha).
8 h, Polyphonie de l'été : Le délire des doigts : V. Horowitz (piano), (Brahms) ; La grande polyphonie de l'été (Pergolèse, Wagner, Debussy, Eisler, Chausson).
11 h, Festival de Salzbourg 1981 : En direct du Grosses Festspielhaus, Orchestre philharmonique de Vienne (Brahms, Dvorak), dir. H. von Karajan.
13 h 5, Jazz vivant estival : Les Orients du jazz.
14 h, Histoire de mes disques : XIVe (Fiocco, Mendelssohn, Bach, Schubert, Mozart).
16 h, Comment l'entendez-vous ? : Maurice Ravel.
18 h, Polyphonie de l'été : Ysaye, Krenek, Scriabine, Saint-Saëns, Bach.
20 h 5, Equivalences : Emission ouverte aux interprètes ou aux compositeurs non voyants. L'orgue et le piano (Chopin, Ravel, Litaize).
20 h 30, Concert : Orchestre symphonique de Chicago, dir. L. Slatkin (Schumann, « Symphonie n° 10 », Chostakovitch : « Symphonie n° 10 en mi mineur »).
22 h 30, Ouvert la nuit : Les week-ends de la francophonie, la musique du Canada (Schafer).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 17 AOUT

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, est l'invité du journal d'Antenne 2 à 12 h 45.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

AUX ÉTATS-UNIS

Les investissements arabes ont dépassé 50 milliards de dollars en 1980

New-York (*Agéfi*). — Les investissements aux Etats-Unis des pays exportateurs du pétrole du Proche et du Moyen-Orient se montaient à 51,3 milliards de dollars à la fin de 1980, contre 47,8 milliards de dollars un an plus tôt, indique le *Mideast Report*, qui cite des statistiques établies par le département du trésor. Près de la moitié des fonds — (24,9 milliards de dollars) — sont investis sous forme de « papier » fédéral ; 5,9 milliards de dollars en bons et certificats du trésor, 14,6 milliards de dollars en obligations et en notes, elles aussi émises par le trésor, et 4,4 milliards de dollars en « titres », émis par divers organismes fédéraux. Les investissements en titres privées se montent à 12,7 milliards de dollars, dont 7,9 milliards de dollars d'actions et 4,8 milliards de dollars d'obligations.

Le *Mideast Report* indique, toujours sur la foi de statistiques du trésor américain, que les exportations de pétrole (moins les bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières dans les treize pays) ont rapporté aux pays membres de l'OPEP 279 milliards de dollars en 1980 (contre 196 milliards de dollars en 1979 et 130 milliards de dollars en 1978) et leur rapporteront 296 milliards de dollars cette année et *315* milliards de dollars en *1982*.

En outre, le *Mideast Report* souligne le « *gonflement impressionnant* » de l'excédent de la balance des comptes courants de l'Arabie Saoudite, qui a triplé en un an pour passer de 17 milliards de dollars à la fin de 1979 à 53,3 milliards de dollars un an plus tard. Evolution sensiblement identique pour la Libye, dont les comptes courants ont dégagé un solde positif de 11,2 milliards de dollars à la fin de 1980, contre 4,5 milliards de dollars. L'excédent des Emirats arabes unis a doublé dans le même temps, passant de 4,8 milliards de dollars à 9,6 milliards de dollars, tandis que celui du Koweït passait de 14,1 milliards de dollars à 16 milliards de dollars. En revanche, l'excédent des comptes courants de l'Iran s'est réduit de 10,8 milliards de dollars à la fin de 1979 à seulement 800 millions de dollars un an plus tard.

LA HAUSSE DES PRIX DE GROS CONTINUE DE SE RALENTIR

L'indice des prix de gros aux Etats-Unis n'a augmenté que de 0,4 % en juillet (après correction des variations saisonnières) contre 0,6 % en juin, et ce malgré une forte hausse des produits alimentaires.

Les chiffres publiés par le département du travail indiquent une hausse de 1,5 % des produits alimentaires, ce qui est la plus forte augmentation mensuelle enregistrée depuis août 1980 (+ 2,7 %). Cette poussée provient essentiellement d'une augmentation de 10,1 % de la viande de porc, et, dans une moindre proportion, de celle du bœuf et du veau, des boissons non alcoolisées et des dérivés d'huile végétale.

CANADA

● *Au Canada, l'indice des prix à la consommation* a augmenté de 0,9 % en juillet par rapport à juin. Du fait de la très forte hausse (+ 1,5 %) enregistrée en juin par rapport à mai, le taux d'inflation calculé sur les douze derniers mois atteint maintenant 13 %, record jamais égalé dans ce pays depuis 1948.

Ce sont les taux d'intérêt élevés, répercutés sur les prix de la construction et les loyers (+ 1,1 % pour juillet), la hausse des prix alimentaires (+ 1,3 % en juillet) et celle des transports (+ 0,6 %) qui sont les principaux responsables de la hausse générale des prix enregistrée au Canada.

AGRICULTURE

Le ministre italien du commerce extérieur : « Mon cher Mauroy, ça ne va pas »

L'ensemble de la presse italienne fait une large place aux divers épisodes de la « guerre du vin » entre la France et l'Italie.

Dans une interview au quotidien de Palerme *Ora*, le ministre italien du commerce extérieur, M. Nicola Capria, déclare notamment que « *les mesures annoncées par le gouvernement français ne constituent pas une solution acceptable* » et souhaite « *que la Commission de Bruxelles intervienne fermement pour que soient respectées les règles du Marché commun* ».

M. Capria, qui est socialiste, aurait d'autre part déclaré — et cette formule fait le titre d'*Il Giorno* (centre) — « *Caro Mauroy, cosi no va* » (« *Mon cher Mauroy, comme cela, ça ne marche pas* »).

Pour *il Messaggero* (centre gauche), qui stigmatise l'attitude des douaniers français et parle de la « farce » de Sète : « *Si la France devait se lancer dans une politique super protectionniste, elle ne ferait qu'aggraver sa situation déjà très critique, compromise par les grandes vendanges de 1979 et de 1980 et la diminution de ses exportations, en net recul notamment aux Etats-Unis, où les vins français sont écrasés par les vins italiens.* »

Et *il Messaggero* imagine en outre ce qui pourrait se passer si les Italiens « *se mettaient à l'improviste à ne plus boire de champagne* ». « *Ce serait ainsi plus de huit millions de bouteilles qui resteraient enfouies dans les caves de Reims ou d'Epernay.* »

Enfin *la Repubblica* (socialiste) souligne les divergences d'analyse entre le président du conseil, M. Giovanni Spadolini, partisan de la négociation, et le ministre de l'agriculture, M. Giuseppe Bartolomei, adepte d'une solution plus rapide.

● *Vingt tonnes de poires « Guyot » et dix tonnes de pommes* ont été retirées le vendredi 14 août du marché de Sarrians dans le vaucluse. Depuis le 14 juillet, début du ramassage, près de 65 % de la production a fait l'objet d'une semblable mesure. Les « retraits » de poires avant destruction se sont effectués au prix de 0,95 F le kg. Le Centre des jeunes agriculteurs du Vaucluse a organisé vendredi, dans le centre d'Avignon, une opération « ventes libres » où il offrait notamment le plateau de 14 kilos de poires « Guyot » à 20 francs et celui de 6 kilos de raisins « cardinal » à 25 francs.

Dans le Gard

LES PRODUCTEURS DE RAISIN DE TABLE DEMANDENT L'ARRET DES IMPORTATIONS ITALIENNES

Le président de la fédération du Gard des producteurs de raisin de table, M. Vidal, a demandé l'arrêt des importations italiennes de raisin de table, dans un télégramme adressé, le vendredi 14 août, à Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture. M. Vidal fait état du « *mécontentement des producteurs en raison d'un début de campagne catastrophique* ». Il demande « *l'arrêt des importations italiennes ou l'obligation de pratiquer la vente à un prix minimum correspondant au prix de revient de la production française* » et il a sollicité, en outre, des aides à la « *transformation en jus et des possibilités de vinification de la production au lieu du retrait par destruction* ».

De leur côté, les responsables de la fédération du Gard des jeunes agriculteurs ont affirmé à Nîmes qu'il « *est à craindre que des actions syndicales dures reprennent* » si les revendications des producteurs de raisin de table ne sont pas satisfaites.

CONJONCTURE

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DE LA FRANCE S'EST NETTEMENT AMÉLIORÉE AU DEUXIÈME TRIMESTRE

La balance française des paiements courants au cours du deuxième trimestre 1981 s'est soldée, selon des résultats provisoires, par un excédent de 1,6 milliard de francs en données brutes. Au cours du premier trimestre, le solde des transactions courantes avait été déficitaire de 14,7 milliards de francs.

L'amélioration serait également importante après correction des variations saisonnières. Le déficit du deuxième trimestre serait de 2,4 milliards de francs contre 11,7 milliards de francs au premier trimestre.

Cette amélioration proviendrait à la fois de la réduction du déficit du commerce extérieur et de l'accroissement de l'excédent des services.

● *Les prix des matières premières importées par la France* ont augmenté de 3 % en juillet par rapport à juin. Mais en un an (juillet 1981 comparé à juillet 1980), la baisse des prix est de 2 %.

Les matières premières alimentaires augmentent de 4,5 % en un mois malgré une baisse des *oléagineux. En un an les prix* alimentaires baissent de 2,5 %. Les prix des matières premières industrielles augmentent de 1,9 % en un mois mais baissent de 1,7 % en un an.

● *La C.F.T.C.* estime, dans un communiqué, que la situation de l'emploi « *devient tellement grave qu'elle exige un effort concerté d'imagination et une véritable mobilisation de tous les responsables de la vie économique et sociale à tous les niveaux* ». La centrale chrétienne demande que « *l'examen de moyens concrets de réanimation de l'activité économique et d'amélioration de l'emploi soit au premier plan de l'ordre du jour dans les consultations, qui doivent s'engager prochainement dans les comités économiques et sociaux des différentes régions, pour la préparation du plan intérimaire de deux ans* ».

LA PRÉPARATION DU PLAN DE DEUX ANS

Au grand galop

Selon le premier ministre, le Parlement devrait se saisir, à l'automne, du projet de loi du plan intérimaire de deux ans, juste après l'examen du budget de 1982 et la discussion sur les nationalisations.

Le nouveau commissaire général, M. Hubert Prevot, n'a pu faire mieux, compte tenu des délais qui lui étaient impartis, que d'installer une commission de trente-sept membres comprenant, notamment, des représentants du monde syndical et patronal et des membres de l'administration. Réunie une première fois, le 24 juillet, sous la présidence de M. Saint-Geours, P.-D. G. de la SEMA, cette commission ne reprendra ses travaux qu'en septembre.

Elle se saisira alors des dossiers que lui auront préparés les cinq groupes administratifs, chargés d'analyser les thèmes prioritaires : stratégie économique, emploi, solidarité nationale, contrainte extérieure et reconquête du marché intérieur, industrie.

Certains membres de la commission, tout en considérant qu'il paraît difficile de procéder autrement, regrettent que la préparation du plan de deux ans dépende à ce point des ministères. D'autres, du côté patronal, redoutent que les origines syndicales du nouveau commissaire général ne donnent aux représentants ouvriers une trop grande primauté. Ils s'interrogent, en outre, sur le rôle qu'on leur fait jouer dans cette concertation menée tambour battant, et alors que les grandes orientations sont commandées par des choix de politique économique qui leur échappent. — F. S.

TRANSPORTS

LE TRAFIC AÉRIEN SUR L'ATLANTIQUE-NORD

Les contrôleurs portugais coupent la « route du sud » durant quarante-huit heures

Le trafic aérien sur l'Atlantique-Nord n'a pas eu, durant ces dernières quarante-huit heures, à souffrir de perturbations notables. Pour les jours à venir, le seul aéroport qui participera au mouvement de soutien aux contrôleurs américains licenciés sera celui de Santa-Maria, dans l'archipel des Açores, qui prend en charge une cinquantaine de vols transatlantiques quotidiens vers les Etats-Unis ou en provenance de ce pays. Ce mouvement des aiguilleurs portugais, qui coupera la « route du sud », s'étendra sur quarante-huit heures à compter du lundi 17 août, 0 heure (heure locale).

A Londres, vendredi, les dirigeants des syndicats britanniques des contrôleurs aériens décidaient, eux, de ne pas prendre de mesures immédiates de solidarité avec leurs homologues américains. Ils souhaitent cependant que le gouvernement de M. Reagan accepte qu'une commission indépendante soit chargée d'étudier les conséquences de la grève sur la sécurité des vols aux Etats-Unis.

Pour sa part, le président de la *Fédération internationale des* associations de pilotes de ligne (IFALPA) a déclaré que, en dépit de la grève des contrôleurs aériens aux Etats-Unis, la sécurité des vols était assurée grâce à l' « intégrité » des pilotes.

Aux Etats-Unis, le fait le plus important à signaler était la décision, vendredi, d'un juge administratif qui a recommandé au gouvernement américain de priver le syndicat des contrôleurs aériens (PATCO) de ses droits à représenter les contrôleurs, pour « *appel et participation à une grève illégale* ».

SOCIAL

Le travail des autres

(Suite de la première page.)

Laissons de côté l'altruisme, même intéressé, et tournons-nous d'un autre côté : il est reconnu que les pays d'Europe dépourvus de matières premières — c'est le cas de la France — ne pourront compenser cette infériorité naturelle que par le recours à des techniques toujours en avance sur celles des pays en cours d'industrialisation. Cela nous fut souvent dit, avec l'emploi complaisant de l'expression « matière grise ». Seulement la beauté de l'idée a, jusqu'ici, toujours permis d'en retarder l'exécution : nous continuons à exporter des produits demi-finis ou de technique rudimentaire et à importer du fabriqué : par exemple, nos billes de bois partent en Allemagne et reviennent sous forme de cuisines ou de meubles. Quant aux produits de haute technique lourdement chargés de valeur ajoutée et d'emplois, ils viennent, très largement, des Etats-Unis, du Japon, d'Allemagne, de Suisse, etc.

L'avantage d'un retard est qu'on peut le combler ; mais pour venir à bout de cette infériorité, il faut beaucoup d'efforts, donc beaucoup de travail. Tout cela serait bien clair, éblouissant, si notre naïve comptabilité nationale était complétée par des comptes en travail, refusés jusqu'ici aussi bien par la nouvelle majorité que par l'ancienne.

Si je voulais résumer, envelopper ces quelques réflexions, je dirais que l'erreur fondamentale des Occidentaux en matière d'emploi, source prolifique de chômage, est de croire la quantité de travail limitée et, avec elle, le nombre des emplois. En tous pays, d'immenses besoins ne sont pas satisfaits, d'immenses tâches attendent leur ouvrier. Cette croyance folle, assise sur le seul visible, nous conduira, après de brèves euphories, à de sérieux déboires. Déjà si vaine dans le cadre national, cette croyance risque de devenir meurtrière, explosive, dans le cadre mondial. Seulement, voilà : les sacrifices d'argent ne sont rien à côté des sacrifices d'amour-propre.

ALFRED SAUVY.

AFFAIRES

LES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

La restructuration du groupe suisse Sandoz menace 900 emplois de frontaliers en Alsace

La restructuration du groupe chimique suisse Sandoz fait planer une menace sur l'emploi de neuf cents frontaliers alsaciens. La direction du groupe a annoncé sa décision de réduire les effectifs de 11 %, les frais de personnel *ayant représenté 37 % du chiffre* d'affaires en 1980.

Le plan de restructuration prévoit la suppression de cent quatre-vingt dix postes pendant cinq semestres consécutifs et une centaine de départs en retraite. Pour le reste, la direction mise sur la retraite anticipée pour une cinquantaine de personnes et la conversion de vingt-cinq postes dans d'autres entreprises bâloises.

***

● *La société Les grès de l'Arnon* (fabrication d'objets en grès), à Vierzon (Cher), vient d'être mise en liquidation de biens par le tribunal de commerce de Bourges. Ses quarante-deux salariés vont être licenciés. L'entreprise, en difficulté depuis quelques années, connaissait des problèmes de trésorerie provoqués notamment par la vive concurrence des pays de l'Est. Le personnel avait déjà été mis en chômage partiel au mois de juin.

Le tribunal de Bourges a également prononcé la mise en liquidation de biens de la société Jacky-Confection (soixante salariés), elle aussi implantée à Vierzon. Un syndic a été nommé pour tenter de trouver une solution permettant de poursuivre l'activité de la société.

● *Le syndicat C.F.D.T.* de l'entreprise Bourgeois, du groupe Valéo-Seb, employant à Faverges (Haute-Savoie) 180 salariés à la fabrication de matériel électroménager, a déposé un projet de coopérative ouvrière auprès du juge-commissaire, chargé de l'entreprise depuis son dépôt de bilan le 31 juillet. Ce projet syndical est destiné à remplacer le plan de redressement établi, par la direction, prévoyant 110 licenciements, plan que le juge-commissaire a rejeté.

Pour la C.F.D.T., qui a demandé aux pouvoirs publics de « *licencier les patrons* », la coopérative pourrait subsister jusqu'à ce qu'un acheteur soit trouvé. Les salariés qui occupent l'usine depuis le 25 juillet ont décidé de reprendre le travail le 17 août, afin de satisfaire les commandes en retard (environ 500 appareils).

● *L'usine Vergo* (matériel d'optique) à Goetzenbruck (Moselle), qui employait 385 personnes avant son dépôt de bilan, reste occupée par les travailleurs qui veulent éviter sa liquidation. Les ouvriers ont décidé de créer *une radio libre afin d'attirer* l'attention du public sur leurs problèmes. En revanche, l'usine Vergo de Graffenstaden (Bas-Rhin) va reprendre 70 des 170 salariés licenciés en juin. Le groupe Vergo avait dû déposer son bilan à la suite du retrait du principal actionnaire, le groupe américain Optical. L'usine de Graffenstaden a été rachetée depuis par un industriel du Jura et a déjà repris une partie de son activité.

Selon le président de Nissan

UNE GUERRE PLANÉTAIRE SE PRÉPARE SUR LE MARCHÉ DES VOITURES DE PETITE CYLINDRÉE.

Tokyo (*A.F.P.*). — « *Il existe onze constructeurs automobiles au Japon : c'est trop et tous ne survivront pas* », a déclaré M. Takashi Ishihara, président de Nissan, au cours d'une conférence de presse le vendredi 14 août à Tokyo.

Une « *guerre planétaire* » se prépare sur le marché des automobiles de petites cylindrées : dans ce contexte, il est inévitable que nous assistions dans le futur à d'autres rapprochements entre constructeurs japonais et étrangers, a indiqué en substance M. Ishihara, faisant allusion à l'accord intervenu cette semaine entre Suzuki, Isuzu et General Motors (*le Monde* du 14 août).

Estimant que le temps est venu de tisser des liens avec les constructeurs étrangers, M. Ishihara a poursuivi : « *Plutôt que de chercher à continuer à exporter des produits entièrement finis, nous devons nous orienter vers l'implantation d'unités de production dans les pays qui nous fournissent des débouchés commerciaux.* »

C'est ainsi que Nissan poursuit les études en vue de l'éventuelle implantation au *Royaume-Uni* d'une unité de production de voitures.

ÉNERGIE

CHEIKH YAMANI : la chute de la demande causée par la forte hausse des prix affaiblit l'OPEP

L'OPEP parviendra à « *unifier le prix du pétrole brut* » lors de sa prochaine conférence extraordinaire, qui doit se tenir le 19 août à Genève, a déclaré le 14 août Cheikh Yamani, ministre du pétrole saoudien (nos dernières éditions datées 15 août). « *Unifier les prix est le seul moyen de réduire la production saoudienne. Dès que cet objectif sera atteint, notre production baissera en raison des pressions du marché.* » Actuellement, l'Arabie Saoudite produit 10,3 millions de barils par jour, alors que l'excédent mondial de l'offre de pétrole sur la demande est au moins de 2,5 millions de barils par jour.

Il y a deux ans, l'OPEP produisait plus de 31 millions de barils. Aujourd'hui, on en est à 24 millions, et M. Yamani prédit que l'on tombera, au cours des deux prochaines années, à 22 millions de barils par jour. « *Ce qui affaiblit l'OPEP, c'est la chute de la demande, causée par la forte hausse des prix.* » « *Le temps prouvera,* a poursuivi le ministre saoudien, *que c'est cette baisse de la consommation qui est à l'origine de l'engorgement du marché, et non la surproduction saoudienne.* »

Toujours est-il que les autres producteurs doivent réduire, parfois de 40 % et plus, leur production, et que les épreuves de force se multiplient entre vendeurs et acheteurs. Ainsi, les importateurs de pétrole japonais refusent, depuis le 1er août, d'enlever du pétrole d'Algérie, du Nigéria, de la Libye, de l'Iran et du Koweït en raison des prix jugés trop élevés. Alger a immédiatement réagi en menaçant le Japon de représailles économiques.

L'Arabie Saoudite — M. Yamani ne l'a pas caché — a maintenu, tous ces derniers mois, un fort niveau de production, afin de pouvoir revenir à ce système unique de prix qu'elle appelle de ses vœux. Pour atteindre cet objectif, Ryad serait donc prêt à baisser sa production quotidienne et à remonter son prix, qui est actuellement de 32 dollars par baril. Reste à savoir quelle sera l'attitude des partenaires de l'Arabie Saoudite et quel pas les « durs » sont prêts à faire. Dans les autres pays du Golfe, au Venezuela et en Indonésie, on paie 36 dollars, et 40 dollars en Afrique (Libye, Nigéria, Algérie).

Le lundi 17 août, les ministres du pétrole du Koweït, du Venezuela et de l'Arabie Saoudite se retrouveront en Suisse pour préparer la conférence et étudier un plan de conciliation mis au point par le Koweït. Ce plan proposerait un prix unique de l'Arabian Light de 34 dollars (soit une hausse de 2 dollars pour le brut saoudien et une baisse équivalente pour celui des autres pays) et une prime de qualité maximum de 3 dollars, ramenant les bruts africains à 37 dollars.

Chaque camp est cependant décidé à faire monter les enchères. Ainsi l'Arabie Saoudite n'accepterait d'augmenter ses prix et de réduire sa production qu'à deux conditions : un accord sur un « gel » des barèmes jusqu'à la fin de l'année et l'adoption du « *projet de stratégie à long terme* » qu'elle tente d'imposer à l'organisation depuis trois ans.

Le ministre du Venezuela, M. Calderon Berti, a, pour sa part, déclaré que, à son sens, l'unification des prix doit se faire à 36 dollars et non à 34. Enfin, dans l'entourage des ministres de l'Algérie et de la Libye, qui participent à la conférence de Nairobi, on indiquait, vendredi 14 août, qu'ils résisteraient à toute demande de réduction des prix. — (*A.F.P., Reuter.*)

QUAND SUZUKI PRÉSENTE SES EXCUSES AUX PAYS ARABES

Le constructeur japonais d'automobiles Suzuki s'est excusé en publiant une annonce sur deux pages dans l'hebdomadaire ouest-allemand « Stern », pour une publicité « désobligeante pour les pays arabes », insérée récemment par sa représentation en R.F.A. dans le magazine de Hambourg et dans des revues spécialisées.

La publicité de Suzuki Motor Handels GmbH Deutschland montrait un cheik arabe larmoyant : les économies d'essence réalisées avec les modèles Suzuki constituaient pour lui de « tristes nouvelles ». Cette publicité avait provoqué un tollé de protestation de la part des Arabes.

Prix de l'excuse : 90 000 DM (plus de 200 000 francs). La *publicité incriminée avait coûté* 80 000 DM. — (A.F.P.)

هكذا من الاصل

RÉGIONS

LES MILITAIRES S'EN VONT

Le Larzac libre et amer

Une « fête de la victoire » est organisée, le dimanche 23 août, par les paysans du Larzac, pour *célébrer la décision prise par le nouveau* gouvernement de ne pas étendre le camp militaire. Auparavant, du 17 août au 23 août, des rencontres internationales de la paix *devraient réunir* sur le causse de nombreux participants, parmi lesquels notamment MM. Klaus Croissant, Serge Livrozet, Jacques Bidalou, ainsi que des *représentants du syndicat* Solidarité *rurale* de Pologne, des comités Irlande, du P.S.U. et de la Fédération anarchiste.

L'euphorie et l'initiative des paysans du Larzac, ou du moins de la plupart d'entre eux, contraste avec l'amertume de beaucoup d'habitants du Sud-Aveyron *qui*, au fil des *années*, avaient épousé, discrètement, la cause de l'armée. L'extension du camp représentait, en effet, pour ce pays déshérité une ressource non négligeable.

De notre envoyé spécial

Millau. — L'histoire du Larzac est-elle à récrire ? On connaissait depuis dix *ans* ces *paysans* imaginatifs et courageux qui se battaient, au nom d'une France *contestataire, contre* l'arbitraire. Etaient-ils cent trois encore comme aux premiers jours de la lutte ou moins en raison des défections ? Exprimaient-ils effectivement *la volonté* du Sud-Aveyron tout entier ? Peu importait alors, puisqu'il s'agissait d'un des *derniers symboles* d'une génération démobilisée, puisque les partisans de l'armée, *qui avaient l'histoire pour eux*, avaient la pudeur de se taire.

Or, aujourd'hui, après la décision de ne pas étendre à 17 000 hectares le camp initial de 3 000 hectares, d'autres voix sur le causse se font entendre. On apprend que l'armée avait acquis déjà *10 000* hectares dont 6 400 à l'amiable pour des prix qui ont été jusqu'à 18 000 francs à *l'hectare. On découvre qu'au* moins deux cent trente-huit personnes, de l'avis même des *adversaires* du *camp*, avaient accepté de vendre leurs biens. On reconnaît surtout avoir pactisé avec cette armée qui représentait certainement pour cette région déshéritée une aubaine économique : « *Les vertus, d'après La Rochefoucauld, se perdent dans l'intérêt, comme les fleuves dans la mer* », rappelle un conseiller municipal de Millau. M. Godfrain, député R.P.R. et partisan du camp, élu cette fois-ci dès le premier tour, n'a-t-il pas amélioré en pourcentage ses résultats dans les principales communes sur le plateau ? « *Ici*, affirme un militant C.F.D.T., *personne n'a vu passer le 10 mai.* »

Dès 1979, les travaux liés à l'agrandissement du camp avaient commencé, créant des *emplois* locaux : une trentaine d'ouvriers d'Etat ont été recrutés par l'armée : ils seront sans aucun doute mutés. Près de deux cents salariés de trente-cinq entreprises locales travaillaient également pour le nouveau camp. Les commandes s'étaient peut-être accélérées ces derniers mois, *comme* l'affirment les adversaires du camp, pour créer « *une situation irréversible* ». Mais les interventions de M. Godfrain obtenant de l'armée, outre la fabrication des gants de la gendarmerie à Millau, la réalisation des commandes par les entrepreneurs locaux avaient porté leurs *fruits* : des marchés d'une vingtaine de millions devaient être passés cet automne et encore trente *millions* au début 1982.

L'arrêt des travaux crée quelquefois des situations difficiles : « *Je connais*, affirme M. Bigard, entrepreneur de travaux publics à Millau, *quelques collègues obligés de licencier.* » Lui-même, qui escomptait, grâce à l'armée, « *au moins un an de travail régulier* », espère pourtant trouver des commandes ailleurs.

Les commerçants de la région regretteront les salaires versés aux six cents militaires du bataillon mixte génie-légion (B.M.G.L.) venus avec leur famille. Les *travaux laissés en l'état, qui représenteraient* 50 millions de francs d'après le ministère de la défense, *donnent* la *mesure* de l'effort déjà accompli : une voie de chemin de fer de 20 kilomètres abandonnée à 1 200 mètres de la gare projetée ; les travaux de terrassement d'un héliport de 16 hectares et d'une partie de la route à quatre voies qui devait encercler le camp ; des bâtiments, hangars et cantines, à la mesure d'un camp qui devait pouvoir accueillir en manœuvre *cinq mille militaires et en permanence* un millier (contre cent cinquante actuellement). Le ministère de la défense ne donne pas pourtant actuellement aux journalistes le droit de *visiter* le camp du Larzac.

Pas de missiles dans les campings

Enfin les communes, indique-t-on dans l'entourage de M. Hernu, ne bénéficieront plus des nombreux financements que l'armée, par *souci de bon voisinage*, leur avait promis ! Volatilisée aussi l'usine d'incinération *de près de 5 millions* de francs que l'armée devait financer à 50 % et qui devait permettre à Millau d'être classée « *station touristique* » ! Disparues les aides apportées à la station d'épuration d'eau ou au remembrement de communes avoisinantes ! Les *bulldozers de l'armée, se demandent* même certains, continueront-ils à déblayer la neige qui l'hiver *s'accumule sur* le plateau ?

M. Guy Tarlier, un des principaux animateurs de la lutte contre l'extension du camp, apporte trois réserves aux effets économiques de l'extension du camp, qui lui paraissent très hypothétiques. « *Tout d'abord*, rappelle-t-il, *le gel de 14 000 hectares aurait diminué de 60 % la capacité économique des quatre-vingt-trois exploitations touchées par l'expropriation (1).* » Les possibilités de développement touristique aurait été entravées d'après lui par la présence d'une armée toujours susceptible d'envoyer des « *missiles dans les campings* » ou des « *cheveux courts à la piscine* ». « *Certains touristes*, affirme-t-il, *ne seraient plus revenus.* » Enfin, toujours d'après lui, le marché artificiel créé par l'extension du camp aurait été provisoire : « *Demain, le Larzac serait redevenu un camp de manœuvres avec des régiments de passage vivant sur eux-mêmes, alors que l'installation de treize nouveaux agriculteurs sur les terres laissées libres sera bénéfique pour le pays entier.* »

La décision de ne plus étendre le camp a pourtant créé quelque amertume dans la région. *Ainsi*, La Cavalerie, la principale commune du plateau, s'apprêtait sans déplaisir à devenir « village de garnison » Appendice du camp, depuis sa création, en 1901, La Cavalerie, comme Perrette, rêvait d'un avenir meilleur : ses fils seraient ouvriers au camp, ses filles épouseraient ces officiers qui, de manœuvre en manœuvre, ont acheté une maison dans le pays. Les restaurateurs avaient déjà agrandi leurs salles pour recevoir, le soir, les militaires du génie ; or, les traites courent toujours aujourd'hui et la clientèle décline. « *Le village a décollé depuis 1979* », affirme son maire, M. Jean Andrieu (sans étiquette), *dont l'entreprise de peinture* (sept employés) traite 30 % de son chiffre d'affaires avec l'armée. « *C'est l'extension du camp et elle seule qui explique la création récente d'une pharmacie et d'une auto-école dans ce village de mille habitants.* »

La plupart des vingt agriculteurs de La Cavalerie ont d'ailleurs vendu à l'armée des terres. *M. Py, qui, grâce à la vente de* 150 hectares, s'est construit, pour un million de francs, une grande *maison et vit de son propre aveu « cinq fois mieux qu'avant »* est « *scandalisé* » par la décision de non-extension. « *L'armée, c'est la vie* », a-t-il écrit, avec une douzaine d'autres, au président de la République... Un autre signataire, simplement propriétaire, *évoque* 1940 *et* les *risques* d'une défense insuffisante... « *L'Allemagne et la Russie*, dit-il, *pourraient nous tomber dessus...* »

Millau, plus discrètement, fait aujourd'hui ses comptes. Le maire, M. Diaz (radical), écrit au ministre de la défense pour qu'il *honore* les promesses de ses prédécesseurs, et, notamment, celle de passer à Millau des marchés de *confection* militaire *qui* devraient permettre de remettre en route une usine de cent personnes. Sans juger la décision catastrophique, on regrette, même dans les milieux hostiles au camp, ne pas être parvenu, par la négociation, à une « *solution intermédiaire* ». Quelques dizaines de commerçants, dont le président de l'Union du commerce *millavois, ont été jusqu'à signer* une pétition pour déplorer la décision du gouvernement, qui n'a *entraîné pourtant* qu'une seule fermeture : celle d'un *sex-shop*, qui avait lié son sort aux grandes manœuvres à venir... Les plus nostalgiques évoquent cet ancien *colonel de l'armée qui était* champion de ping-pong ou l'aide financière de l'armée pour la piscine.

Des inquiétudes très sérieuses existent, au-delà de l'extension du camp, sur l'avenir économique de la région. Certains, même au comité *Larzac de Millau*, se sentent étrangement loin aujourd'hui de ces « *rencontres internationales de la paix* » qui se tiennent du 17 au 23 août sur le causse. « *Le pays est économiquement sinistré*, explique M. Guy Durand. *Le Larzac, il faut le rappeler, a d'abord été la revendication d'une région dont les projets étaient bloqués par l'extension du camp.* »

La tentation est grande alors d'attribuer aux adversaires du camp toutes les difficultés économiques actuelles Le pas est aisément franchi par les responsables de l'Association indépendante de réflexion et d'action, tout juste créée, dont le premier et seul communiqué fut, pour l'instant, *pour regretter le départ* des militaires. Son secrétaire, M. Cadillac, négociant en produits laitiers et conseiller municipal, dénonce « *le préjudice considérable* » causé au pays par « *les intellos du Larzac* », responsables, selon lui, « *d'une mauvaise image de marque de Millau auprès des industriels* ». Il dénonce également « *l'égalitarisme et l'endoctrinement actuels* », « *les barbus, moustachus et les cocus* », et, surtout, les « *intrisous* », « *ces petits instituteurs sectaires et dogmatiques* » d'où viendrait, d'après lui, tout le mal. Il reste que les quatre enfants de M. Cadillac ont dû s'expatrier pour trouver du travail.

Les paysans du Larzac organisent, le 23 août, une fête de la victoire dont les lendemains pourraient être amers pour le Sud-Aveyron : le prix des terres sur le causse du Larzac a déjà considérablement chuté.

NICOLAS BEAU.

(1) Quatre-vingt-trois exploitations, dont sept nées après la déclaration d'utilité publique, auraient *été touchées par la création* d'un camp de 17 000 hectares, d'après les chiffres de la direction départementale de l'agriculture et de la chambre d'agriculture. Douze auraient été entièrement supprimées, vingt-quatre gravement déséquilibrées, quarante-huit amputées en partie.

Terres d'aventure

Le retour des terres acquises par l'armée à *leur vocation agricole*, annoncé par le président de la République, a suscité de nombreux projets des paysans *du* Larzac. *Ceux-ci souhaiteraient* que les 6 400 hectares acquis à l'amiable par l'armée servent à une expérience agricole *originale*, où la propriété du sol serait dissociée de son exploitation. La propriété *reviendrait à un organisme public* (office foncier ou super-Safer), qui passerait des baux à très long terme avec les agriculteurs.

L'exploitation reviendrait aux sept paysans installés déjà sur ces terres depuis 1971 et à treize nouveaux, dont l'installation pourrait être envisagée. « *Ceux-ci, déclare M.* Guy Tarlier, un des animateurs de la lutte du Larzac, *seraient sélectionnés dans le respect des meilleures règles d'attribution, celles-là mêmes qui sont utilisées aujourd'hui par les organismes agricoles : dépôt de candidature, vœux des comités locaux d'aménagement foncier et décision des conseils d'administration des organismes compétents.* » Une vingtaine de candidatures d'ores et déjà ont été enregistrées par les paysans du Larzac.

Ce dossier est étudié *actuellement* avec soin au ministère de l'agriculture, en raison de cette possibilité notamment de dissocier la *propriété de l'exploitation*. On souligne pourtant les « *obstacles juridiques et financiers* » *d'une telle expérience*, qui pourraient amener quelques adaptations au projet initial élaboré par les paysans.

Les difficultés juridiques tiennent tout d'abord au « *droit de rétrocession* », dont bénéficient les anciens propriétaires de terrains. Ceux-ci pourront, en effet, *racheter les terres* au prix fixé par le juge d'expropriation. Pourtant, d'après les experts, rares seront ceux, parmi les vendeurs à l'amiable, qui désireraient retrouver leurs terres.

Restent les problèmes financiers liés à la volonté du ministère de la défense de retrouver *tout ou partie* des 50 *millions* dépensés pour l'acquisition de ces terres Il n'est pas question, *assure-t-on au ministère de* la défense, d'attribution gratuite des terres. Reste l'hypothèse selon *laquelle 5 000 ou 6 000* hectares, qui ne seraient pas rachetés, reviendraient à l'armée, qui ferait alors du Larzac un *camp d'infanterie : cette possibilité* présentée comme « *peu vraisemblable* » est tout de même évoquée dans l'entourage de M. Charles Hernu. — N. B.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 10 AU 14 AOUT

L'effet Sicav

MOROSE et peu animée pendant les trois premières séances, la Bourse de *Paris* a *retrouvé le sourire* en fin de semaine effaçant d'un seul coup la baisse initiale des cours pour gagner finalement près de 1,5 % après l'annonce de la reconduction de la loi Monory.

Un bilan que les professionnels auraient été bien en peine d'escompter lundi, lorsque la montée vertigineuse du dollar les incitait à remettre à plus tard toute autre sorte de préoccupation. Ne sachant trop *sur quel pied danser* dans ce ballet de devises à la chorégraphie chaque jour plus imprévisible, les investisseurs jugeaient préférable de se réfugier dans l'expectative — ce qui est de mise en *pareil cas, — prudence qui se concrétisait*, en termes d'indicateur instantané, par une baisse de 0,9 % environ lundi et un écart sensiblement identique le lendemain.

Dans le même temps, le marché de *l'or et les valeurs* étrangères recueillaient les fruits de la désaffection manifestée par les opérateurs à l'égard des actions françaises, et, à titre d'exemple, le napoléon s'inscrivait mercredi à *son plus haut de* l'année, *à 960 F*, au cours d'une séance assez insignifiante par ailleurs. Cet engouement pour les titres étrangers, en dépit d'une surcote due à une devise-titre qui se négocie autour de *7,30/7,40 F*, s'est *traduit par* un accroissement du volume d'affaires quotidien, le chiffre réalisé sur les actions étrangères (environ 80 millions de francs) dépassant légèrement celui des *titres français, inversant ainsi le rapport traditionnel entre* ces deux composantes du marché à terme.

La séance de jeudi s'annonçait particulièrement calme à l'approche du week-end du 15 août, quand a commencé à *circuler autour des groupes* de cotation l'information confirmant ce que la corbeille escomptait depuis plusieurs jours : la reconduction des Sicav 5 000. Acquise à l'occasion d'une *interview radiophonique du ministre de l'économie* et des finances, M. Delors, cette nouvelle, jugée excellente pour la Bourse, allait entraîner une nette reprise des valeurs françaises qui se concluait par une hausse de *0,7 %* en *termes d'indices*.

Les professionnels étaient certes au courant, mais ce n'est que vendredi que cette information devait prendre toute son ampleur. La reconduction, « *en attendant* une formule plus efficace », des dispositions fiscales de la loi Monory, qui a débouché sur la création des Sicav 5 000, signifie pour la majorité des agents de change le retour *sur le marché de toute cette clientèle privée qui* avait pris, depuis 1978, le chemin du palais Brongniart par organismes de placement interposés. Elle implique aussi, et la cote ne s'y est pas trompée, la confirmation que « les règles du jeu ne seraient pas changées dans l'immédiat », selon les propos du ministre, ce qui, traduit en langage boursier, incite à anticiper également le maintien d'une autre *disposition* que les familiers du *marché jugent essentielle* : l'avoir fiscal.

Voilà de quoi expliquer l'agitation peu estivale des commis et l'afflux d'ordres d'achats qui a permis à cette *dernière* séance de la *semaine de s'achever* sur une hausse de 2,5 % environ. Reste que, pour entrer dans les faits, cette promesse de M. Delors doit recevoir l'aval du budget puisqu'elle *est appelée à être introduite dans* le projet de loi de finances 1982, voire dans le collectif budgétaire qui doit être voté à la fin de cette année. D'ici là, la Bourse ne devrait pas trop « fantasmer », comme se plaît à le *souligner son ministre* de tutelle.

SERGE MARTI.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes sujets à variation en millions de francs)

ACTIF (en millions de francs)		au 6 août 1981
1) OR et CREANCES SUR L'ETRANGER		363 853
dont :		
Or	212 577	
Disponibilités à vue à l'étranger	49 196	
Ecus	79 .45	
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 C46	
2) CREANCES SUR LE TRESOR		4 336
dont :		
CONCOURS AU TRESOR PUBLIC		
3) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT		113 587
dont :		
Effets escomptés (crédits à moyen terme à l'exportation)	65 968	
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RESERVE A RECEVOIR DU FECOM		64 753
5) DIVERS		6 750
		542 693

PASSIF		
1) BILLETS EN CIRCULATION		167 734
2) COMPTES CREDITEURS EXTERIEURS		3 849
3) COMPTE COURANT DU TRESOR PUBLIC		1 446
4) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANC.		56 726
dont :		
Comptes cour. des établ. astreints à la constitution de réserves	26 480	
5) ECUS A LIVRER AU FECOM		81 340
6) RESERVE DE REEVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR		248 008
7) CAPITAL ET FONDS DE RESERVE		1 931
8) DIVERS		5 568
		542 693

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS 7 8	COURS 14 8
Or fin (kilo en barre)	[illegible]	[illegible]
— (kilo en lingot)	[illegible]	[illegible]
Pièce française (20 fr.)	880	932
Pièce française (10 fr.)	[illegible]	501
Pièce suisse (20 fr.)	[illegible]	810
Union latine (20 fr.)	746	[illegible]
• Pièce tunisienne (20 fr.)	[illegible]	[illegible]
Souverain	825	846
• Souverain Elizabeth II	[illegible]	[illegible]
• Demi-souverain	[illegible]	[illegible]
Pièce de 20 dollars	[illegible]	[illegible]
— 10 dollars	1980	2000
— 5 dollars	[illegible]	950
— 50 pesos	[illegible]	385
• — 20 marks	[illegible]	[illegible]
— 10 florins	671	[illegible]
• — 5 roubles	[illegible]	610

Bourses étrangères

NEW-YORK
Nouveau repli

Une tentative de reprise a tourné court cette semaine, et Wall-Street a encore perdu du terrain, l'indice des industrielles s'établissant vendredi, à l'issue d'une rechute notable, à 936,92 (— 3,61 points).

L'espoir d'une désescalade des taux d'intérêts a été une *nouvelle* fois déçu, chaque amorce de détente se révélant sans lendemain. Autour du « Big Board », les investisseurs tablaient pourtant sur un ralentissement de l'expansion, qui contraindrait le FED à relâcher sa pression Mais à l'évidence, en dépit des pronostics, aucun affaiblissement vraiment notable de l'activité économique ne paraît vouloir se produire. Le chômage régresse, la hausse des prix de gros s'atténue et les ventes augmentent dans les grands magasins.

Les transactions hebdomadaires ont porté sur 229,66 millions de titres contre 223,83 millions.

	Cours 7 août	Cours 14 août
Alcoa	28	27 3/8
A.T.T.	57 7/8	58 3/4
Boeing	27	28
Chase Man. Bank	52	52 1/2
Du Pont de Nemours	47	43 1/8
Eastman Kodak	73 7/8	72
Exxon	35	35 1/8
Ford	21	21
General Electric	60	58 1/8
General Foods	32 5/8	32 1/8
General Motors	48 5/8	48
Goodyear	19 7/8	19 7/8
I.B.M.	56 7/8	58 1/8
I.T.T.	28 1/2	27 1/4
Mobil Oil	31	30 3/4
Pfizer	46 3/4	47 1/2
Schlumberger	67 5/8	68 1/4
Texaco	38 5/8	38 3/4
U.A.L. Inc.	21 7/8	23 1/8
Union Carbide	56 5/8	56
U S Steel	30 1/8	29
Westinghouse	29	28
Xerox Corp.	49 1/2	47 3/4

LONDRES
Nouvelle et forte avance

Encouragé par les pronostics économiques assez optimistes de la chambre de commerce de Londres, *le marché a poursuivi et même fortement accentué* son avance ces derniers jours, pour la porter à 6,4 % en cinq séances.

Le ralentissement de la hausse des prix de gros et la multiplication des projets d'investissements ont encore ajouté au climat de relative euphorie, qui a *régné cette semaine*.

Indices « F.T. » du 14 août : industrielles, 572,5 (contre 538) ; mines d'or, 371,2 (contre 337,6) ; Fonds d'Etat, 64,91 (contre 64).

	Cours 7 août	Cours 14 août
Bowater	252	265
Brit. Petroleum	320	336
Charter	279	289
Courtaulds	63	66
De Beers *	7,05	7,45
Free State Geduld *	34 3/4	37 1/2
Gt Univ Stores	450	475
Imp. Chemical	272	286
Shell	402	418
Vickers	174	178
War Loan	27 3/4	28

* En dollars.

FRANCFORT
Toujours résistant

Initialement ferme, le marché a rechuté en cours de semaine sur la flambée du dollar. Il n'a pas *reperdu*, cependant, l'intégralité de ses gains et, faisant preuve d'une assez forte résistance, a réussi à se maintenir un peu au-dessus de ses niveaux du 7 août. Les valeurs chimiques sont restées bien orientées.

Indice de la Commerz Bank du *14 août* : 733,20 contre 731,5.

	Cours 7 août	Cours 14 août
A.E.G.	53,50	49
B.A.S.F.	147,70	145,10
Bayer	128,20	130,80
Commerzbank	139,90	138
Hoechst	127	127,10
Mannesmann	159,70	158,50
Siemens	229,70	225
Volkswagen	154,00	156,20

TOKYO
Au voisinage de la barre des 8 000

En dépit de tous ses efforts, le Kabuto-cho n'a pas réussi cette semaine à franchir la barre des 8 000 *de l'indice Nikkei Dow-Jones*, freiné en cela par l'enchérissement du dollar.

Mais il s'est cantonné très près de ce seuil, en dépit d'une certaine irrégularité.

Une très forte activité a régné et 3 146 millions de titres ont changé de mains contre 3 180 *millions* précédemment.

Indices du 14 août : Nikkei Dow Jones, 7 976,40 (contre 7 978,37) ; indice général, 603,54 (contre 601,71).

	Cours 7 août	Cours 14 août
Canon	1 340	1 360
Fuji Bank	481	401
Honda Motors	1 200	1 190
Matsushita Electric	1 910	1 350
Mitsubishi Heavy	298	325
Sony Corp.	5 230	4 900
Toyota Motors	1 640	1 590

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	10 août	11 août	12 août	13 août	14 août
Terme	163 281 305	180 161 277	194 457 103	192 585 772	212 250 968
Comptant					
R. et obl.	231 972 117	167 550 114	178 334 878	468 453 752	127 333 118
Actions	*86 361 733*	*96 058 435*	*95 570 466*	*82 334 701*	*84 482 797*
Total	465 380 156	439 939 818	466 839 448	743 274 227	424 066 884

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1980)

Franç.	84,8	83,6	83,6	84,3	86,5
Etrang.	158,2	158,8	157,8	157,9	158,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1980)

Tendance.	95,5	94,4	94,5	95,3	—

(base 100, 29 décembre 1961)

Ind. gén.	92,1	91,2	90,6	90,8	93,3

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F.)
4 1/2 % 1973	35 900	34 964 400
Schlumberger (1)	80 350	40 604 350
Elf Aquitaine (1)	33 525	30 760 290
Hitachi (1)	384 900	24 347 300
C.N.E. 3 %	7 658	22 478 240
Bic (2)	22 675	12 221 825
C.F.P. (3)	83 325	9 987 892

(1) Quatre séances seulement.
(2) Séance de vendredi seulement.
(3) Deux séances seulement.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

Taux offerts et taux demandés

Alors que les emprunts français en Suisse continuent de se replier — les deux derniers de la *Compagnie française des pétroles* et de la S.N.C.F. se traitant vendredi 14 août respectivement à 96-98 %. — l'euro-émission de la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), qui a été choisie pour rehausser le standing des débiteurs français sur la scène financière internationale, est ouverte en souscription publique depuis jeudi soir. Nous avons déjà décrit dans cette rubrique (*le Monde* daté *9-10 août*) les *grandes lignes de* cette opération à caractère hybride, que ses promoteurs présentent comme une émission euro-obligataire, alors que d'autres s'attendaient à la considérer comme un eurocrédit. C'est finalement sur une durée de *douze* ans que la C.C.C.E. propose 100 *millions* de dollars d'euro-obligations par le truchement d'une émission bénéficiant du soutien parallèle d'une ligne de *crédit d'un montant identique*, mais qui, en revanche, ne s'étale que sur dix ans. Les investisseurs auront toutefois le droit de demander tous les ans le remboursement de leurs obligations, dont le taux d'intérêt semestriel sera celui du taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars à six mois (Libor).

Les euro-obligations non placées *dans le public ou dont* le remboursement sera demandé au bout de douze mois seront rachetées par les membres du consortium bancaire *participant* aux crédits soutenant l'émission. Cette certitude pour l'emprunteur de voir ses obligations rachetées par un groupe de banques n'excédera cependant pas dix années. Mais on peut espérer que, à cette époque, le « papier » sera solidement placé et que le débiteur n'aura pas à faire face à une demande massive de remboursement les dixième et onzième années, c'est-à-dire à partir du moment où l'émission ne sera plus soutenue par le consortium bancaire initial.

En attendant, ce dernier est des plus brillants. Il semble que, à la demande des autorités de tutelle, le nombre des banques *françaises ait été* réduit au maximum, c'est-à-dire à trois, afin de permettre l'adjonction du plus grand nombre d'établissements *étrangers*. Parmi ceux-ci il n'y a pas moins de quatre maisons américaines, à savoir la Chase Manhattan, Goldman Sachs, Manufacturers Hanover *et Morgan* Guaranty. On dénombre, en outre, deux banques belges, deux japonaises, une canadienne, une britannique et une filiale du groupe F.B.I.C.

L'option annuelle de remboursement offerte par la C.C.C.E. fait de ces obligations un « papier » à court terme. Dans ces conditions l'intérêt proposé, celui du Libor à six mois, peut paraître élevé. Un emprunteur international de première classe exigerait, et sans doute obtiendrait, sur une aussi courte échéance, un taux d'intérêt n'excédant *pas celui « demandé »* à Londres sur les dépôts en eurodollars de même durée. Le taux « offert » précédemment choisi pour rémunérer semestriellement les obligations de la C.C.C.E. est dans la pratique d'environ 0,12 % plus élevé que le taux « demandé ». Si, avec la présente euro-émission le Trésor voulait faire la preuve que la signature française continue d'obtenir les meilleures conditions sur l'euromarché, l'effet est partiellement raté. En revanche, le choix d'un coupon relativement généreux facilitera le placement si, par le *plus grand des hasards*, le besoin s'en faisait sentir.

Il faut souligner que les euro-obligations se matérialiseront sous la forme de coupures de 5 000 dollars chacune, montant modeste qui est destiné à attirer la clientèle privée. D'ores et *déjà, on peut prévoir* une très bonne réception de l'emprunt à l'intérieur de l'Hexagone. Les Français, qui fuient leur devise, et qui en redoutent d'autant plus la dépréciation éventuelle que leur gouvernement les assure de sa détermination à conserver la valeur présente du franc, se feront un plaisir, en achetant le papier-dollar de la C.C.C.E., d'ajouter l'agréable au devoir patriotique.

Le reste du marché euro-obligataire a continué cette semaine d'osciller au gré de l'évolution des taux à court terme aux Etats-Unis et de l'humeur des investisseurs institutionnels à New-York. Sur les quatre euro-emprunts nouveaux offerts depuis lundi, deux se sont placés sans problème, alors que les autres paraissent avoir fait l'objet d'un accueil plus mitigé. Shell Canada, qui recherchait 100 millions de dollars par le canal d'euro-obligations à dix ans, émises à 99,75 avec un *coupon* annuel de 15,75 %, a réalisé sans difficulté son ambition, puisque son emprunt bénéficiait, dès le départ, d'une prise ferme de la part des eurobanques le dirigeant. La Banque mondiale, qui offrait 290 millions de dollars par le biais de deux émissions différentes mais simultanées, toutes deux dotées d'un coupon annuel de 16 % et d'un prix au pair, a également brillamment réussi son entreprise. Les 290 millions de « *notes* » à cinq ans, de même que les 80 millions d'obligations à sept ans, ont été bien absorbés. L'Europe et la clientèle privée ont apparemment préféré le « papier » à plus courte échéance, tandis que les institutionnels d'outre-Atlantique ont été plus séduits par la durée la plus longue.

Par contre, la canadienne Ontario-Hydro et la banque américaine Continental Illinois n'ont *pas été aussi heureuses dans leur* recherche d'eurocapitaux. La première proposait 150 millions de dollars à dix ans, sur la base d'un prix au pair et d'un coupon de 16 %. L'emprunt a été clos par anticipation, vendredi, mais ce fut, semble-t-il, surtout par crainte d'avoir à faire face à une dégradation du marché, dans le cas de l'annonce, vendredi 14 août au soir, d'une augmentation sensible du volume de la masse monétaire aux Etats-Unis, ainsi que les observateurs s'y attendaient à la veille du week-end. De son côté, l'emprunt de 100 millions de dollars de Continental Illinois n'a pas convaincu, puisque le prix de 99,75, sur un coupon de 14,75 % ne procurait qu'un *rendement* de 14,85 % par an, a été considéré comme nettement insuffisant. Ce handicap n'a pu être surmonté par l'offre simultanée de deux warrants attachés à chaque « *note* », proposés par la banque américaine.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Une semaine mouvementée

Renouant au bout de trois ans avec une tradition solidement établie, les marchés des changes internationaux ont *été* soumis à de très vives tensions au cours de la semaine précédant les fêtes de l'Assomption.

Hausse irrésistible du dollar par rapport à toutes devises, affaiblissement parallèle du franc, notamment à l'intérieur du serpent monétaire européen : les cambistes n'ont décidément pas chômé durant ces dernières journées, chaudes à tous égards.

Dès lundi, les décisions successives et rapides du président Reagan de lancer la fabrication de la bombe à neutrons et de briser la grève des aiguilleurs du ciel américains, en licenciant ces derniers, rehaussait encore le prestige de la monnaie américaine, déjà *fondé sur* les très hauts taux d'intérêt pratiqués outre-Atlantique. Et les capitaux en quête de placement se remirent partout à s'échanger frénétiquement contre des billets verts dans des marchés effervescents.

Résultat : reprenant son ascension, le dollar pulvérisait tous ses records à Paris, où il atteignait le cours inégalé de 6,1830 F, mais aussi à Milan (1 266 lires contre 1 246 lires) et s'élevait à Francfort à son plus haut niveau depuis la fin du mois de juillet 1976 (2,5750 D.M. contre 2,5350 D.M.).

Cependant les deux jours suivants, à force d'interventions souvent massives, les banques centrales parvinrent à contenir les forces qui tiraient la devise américaine vers le haut. Mieux même : elles arrivaient à ramener cette dernière très nettement en arrière, aidées en cela, il est vrai, par les ventes bénéficiaires de la spéculation.

Mercredi soir, le dollar retombait même lourdement à 5,81 F et à 2,4875 DM. Mais cette chute allait être de bien courte durée. Dès le lendemain jeudi, les achats de dollars reprenaient de plus belle, et, bien que canalisés par les banques centrales, poussaient ce dernier de nouveau au-dessus de 6 F à Paris et de 2,50 DM à Francfort. Ils devaient encore s'accélérer à la veille du week-end avec la remontée des taux à très court terme outre-Atlantique.

Nouvelles attaques contre le franc

Parallèlement à cette fièvre du dollar, rebelle à tous les remèdes, y compris les plus violents — les banques centrales auraient dit-on, jeté de 4 à 5 milliards de dollars dans la bataille dont 1,5 milliard au moins par la Banque de *France*, — de *nouvelles* attaques étaient dirigées par intermittence contre le franc français à l'intérieur du serpent monétaire *européen* (S.M.E.), notamment en fin de semaine. La monnaie française est ainsi revenue non loin de son cours-plancher vis-à-vis du deutschemark parvenu, de son côté, à 2,40 F, au voisinage de son cours-plafond (2,4093).

La dollar en folie d'un côté, le franc français au tapis de l'autre : il n'en a pas fallu davantage pour alimenter jusqu'à vendredi des rumeurs faisant *état*, tantôt d'une dévaluation pure et simple du franc, tantôt d'une sortie de la monnaie française du S.M.E., tantôt, enfin, d'un réajustement général des parités monétaires à l'intérieur dudit S.M.E.

Ce n'est pourtant pas faute de démentis. M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances a, pour sa part, écarté toute idée de dévaluation et qualifié de « *non fondés* » les bruits sur d'éventuels mouvements de parités dans la Communauté européenne. Pour faire bonne mesure *et parvenir ainsi à faire cesser* ces rumeurs néfastes à la bonne tenue du franc, le ministre est par trois fois revenu à la charge. « *Je ne vois pas en quoi un réalignement de notre franc au sein du S.M.E. apporterait un début de réponse au problème structurel du désordre monétaire mondial et à son corollaire, les poussées spéculatives du dollar* », devait-il encore répéter en dernier lieu dans une interview accordée au *Point* à paraître le 17 août.

Dans l'intervalle, le nouvel argentier de la France allait recevoir le soutien des autorités monétaires ouest-allemandes. « *Une dévaluation du franc serait absurde* », déclarait-on outre-Rhin où d'autre part l'on niait farouchement la nécessité de *rajuster les parités des monnaies* européennes. Ce qui n'est pas, semble-t-il, l'avis des experts de Bruxelles, pour qui un tel réalignement est inévitable avant la fin de l'année. Il reste que le dollar, en continuant de caracoler gaiement, semble bien se moquer *des vives appréhensions que son* ascension entretient et amplifie surtout en Europe.

Prenant le contre-pied des analyses *faites sur les dérèglements* monétaires qu'il cause, conjointement avec la politique d'argent cher menée outre-Atlantique, la Chase Manhattan, troisième banque des Etats-Unis, va jusqu'à estimer que ces facteurs, pourtant dénoncés à grands cris à l'échelon planétaire, « *ont ouvert la route à une reprise générale de l'économie européenne, qui a en fait déjà commencé en R.F.A.* ». Les experts de l'établissement fixent même à 3,4 % en 1982 et à 4,4 % en 1983, les taux d'expansion économique de l'Europe, qui seraient l'année prochaine, *toujours selon eux, de 4 % en France* et de 3,7 % en Allemagne fédérale. C'est une opinion dont la vérification se fonde néanmoins *sur* la réalisation de plusieurs conditions : réduction des taux d'intérêt favorable aux investissements ; stabilité des prix pétroliers durant douze à dix-huit mois ; atténuation de l'offensive commerciale japonaise ; contention de la spirale salaires-prix ; reprise, enfin, de la consommation aux Etats-Unis.

Cela fait beaucoup de « si », et en admettant même la possibilité d'un gel des prix du pétrole durant deux ans, rien n'est moins sûr qu'une reprise de la consommation aux Etats-Unis où des voix s'élèvent *déjà pour avertir du* danger d'une récession. M. Weidenbaum, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a déjà tiré la sonnette d'alarme. Il n'est pas le seul.

Cela étant, deux questions peuvent se poser : Jusqu'à quand les banques centrales européennes pourront-elles user de leurs réserves pour contrer les assauts du dollar ? Quel est le seuil d'asphyxie au-delà duquel l'Europe *et les Etats-Unis eux-mêmes* pâtiront de la hausse du dollar ?

De l'avis général, les munitions ne manquent pas et *la* Banque de France, en particulier, disposerait encore de très gros moyens pour assurer la défense du franc. *Les opinions divergent, toutefois*, sur les limites supportables à la hausse du dollar. Certains jugent le « billet vert » déjà très surévalué. *D'autres estiment*, en revanche qu'il n'a pas encore atteint son plafond.

Quoi qu'il en soit, les résultats *semestriels des grands groupes* américains, fréquemment en baisse en raison de pertes de changes substantiels, sont déjà *faussés et témoignent des dégâts* occasionnés à l'économie des Etats-Unis par un dollar beaucoup trop cher.

A partir de ces résultats, quelques spécialistes s'aventurent à pronostiquer prudemment une prochaine baisse des taux aux Etats-Unis. L'avenir leur donnera-t-il raison ?

***

La reprise de l'or s'est poursuivie cette semaine, en liaison d'abord avec les événements de Pologne, puis indépendamment de *ce facteur, en raison d'un regain* d'intérêt de la clientèle. Monté jusqu'à 417,50 dollars l'once le prix du métal jaune est revenu à 407,25 dollars avant de repasser vendredi à 413 dollars contre 399 dollars le 7 août dernier.

ANDRÉ DESSOT.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ E.-U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,7935	—	16,4609	45,7980	39,4788	2,4084	35,5618	0,07936
	1,7910	—	16,4473	45,5996	39,4477	2,4009	35,4987	0,07980
Paris	10,8955	6,0750	—	278,22	239,83	14,6315	216,03	4,8214
	10,8892	6,0800	—	277,24	239,84	14,5978	215,83	4,8523
Zurich....	3,9161	2,1835	35,9427	—	86,2021	5,2589	77,6493	1,7329
	3,9276	2,1930	36,0698	—	86,5088	5,2653	77,8487	1,7501
Francfort	4,5429	2,5330	41,6962	116,0064	—	6,1006	90,0782	2,0103
	4,5401	2,5350	41,6944	115,5950	—	6,0864	89,9893	2,0231
Bruxelles	74,4661	41,5200	6,8345	19,0153	16,3916	—	14,7652	3,2952
	74,5951	41,6500	6,8503	18,9922	16,4299	—	14,7852	3,3240
Amsterdam	5,0433	2,8120	46,2898	128,784	111,0146	6,7726	—	2,2317
	5,0452	2,8170	46,3327	128,454	111,1242	6,7635	—	2,2482
Milan	2259,81	1260,00	207,40	577,05	497,43	30,3468	448,07	—
	2244,12	1253,00	206,08	571,36	494,28	30,0840	444,79	—
Tokyo ...	419,23	2,3375	38,4778	107,05	92,2818	5,6298	83,1258	0,1855
	422,85	2,3610	38,8334	107,75	93,1360	5,6686	83,8125	0,1884

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 août, 2,5761 F contre 2,4463 F le vendredi 31 juillet

Les matières premières

Hausse de l'argent - reprise du café

Fluctuations monétaires, timide détente des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis, tension accrue en Pologne, tels sont les facteurs ayant influencé les places commerciales.

Les métaux précieux ont pris la relève des non-ferreux. Le café a retrouvé du tonus après l'évaluation des dégâts de la récolte brésilienne par une source plus neutre... le département américain de l'agriculture.

METAUX. — *Hausse persistante des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, qui atteignent leur niveau le plus haut depuis mars 1980. La perspective de grèves dans les mines péruviennes a stimulé le marché en fin de semaine.*

Légère détente des cours du zinc à Londres. Pour la troisième fois depuis le commencement de l'année le prix des producteurs européens vient d'être relevé et porté à 1 000 dollars la tonne majoré de 75 dollars. Les deux autres majorations se sont produites en avril et en mai, chacune de 50 dollars. La pénurie momentanée de concentrés est à l'origine de cette augmentation de prix. Mais d'autres producteurs européens hésitent à suivre cet exemple en raison de la faiblesse persistante de la demande.

Sensible repli du plomb à Londres. La grève qui paralyse les installations d'une importante compagnie américaine pourrait se terminer la semaine prochaine.

Pour la première fois depuis plusieurs semaines une reprise s'est produite sur l'argent à Londres en corrélation avec le raffermissement survenu sur le marché de l'or. Il ne faut pourtant pas s'attendre à une revalorisation sensible des prix de l'argent dans le courant du second semestre, selon certains experts. La hausse des prix risque même d'être limitée en 1982 et 1983. La liquidation de 105 millions d'onces provenant des stocks stratégiques américains — 7 % de la demande mondiale pour trois ans — ne devrait pas provoquer de perturbations sur le marché.

DENREES. — *Vive reprise des cours du café sur l'ensemble des places commerciales. L'évaluation tant attendue par le département de l'agriculture des Etats-Unis des dégâts provoqués par le refroidissement de la température au Brésil sur la récolte de café a surpris le marché. Elle confirme pratiquement les estimations de l'Institut brésilien du café. Aussi, la récolte de l'Etat du Parana, principal producteur, serait détruite aux deux tiers. L'ensemble de la récolte brésilienne 1982-1983 n'atteindra donc que 15 à 20 millions de sacs, soit 45 % de son niveau normal. La récolte colombienne 1981-1982, de l'ordre de 13,5 millions de sacs, serait supérieure de 1 million de sacs à la précédente.*

Le cacao a consolidé facilement sa hausse de 30 % environ depuis le mois de juin. Le stock régulateur sera opérationnel dès le mois d'octobre prochain. Quelques problèmes techniques restent à résoudre. La Côte-d'Ivoire et les Etats-Unis n'ont toujours pas adhéré à l'accord.

CEREALES. — *Les cours du blé ont fléchi sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mondiale de blé est évaluée par le département américain de l'agriculture à 455,3 millions de tonnes, soit 17 millions de tonnes de plus que la précédente. Quant à la récolte américaine de soja, elle atteindra un niveau record, supérieur de 10 % à celle de la précédente campagne.*

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS DU 14 AOUT

Cours des principaux marchés du 14 août 1981 (les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente).

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant, 1 022,50 (995) ; à trois mois, 1 058 (1 025,50) ; étain comptant, 1 022,50 (995) ; à trois mois, 7 830 (7 880) ; plomb, 461,50 (489) ; zinc, 530 (549) ; aluminium, 694 (674) ; nickel, 3 345 (3 385) ; argent (en pence par once troy), 508 (482,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 83 (80) ; argent (en dollars par once), 8,98 (8,50) ; platine (en dollars par once), 430,30 (402,50) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (90,17) ; mercure par bouteille de 76 lbs), 437-450 (435-440). — Penang : étain (en ringgit par kilo), 33,44 (33,46).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, oct. : 69,50 (72,56) ; déc. : 71,25 (74,10). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), août : (408) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, 245 (230). — Roubaix (en francs par kilo) : laine, oct. : 42,70 (43,20).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 62,20-62,30 (65-65,60) — Penang (en cents des Détroits par kilo), 254-255 (253,50-254,50)

DENREES. — New-York (en cents par lb : sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao, sept : 1 995 (2 074) ; déc : 2 117 (2 1[illegible]) ; sucre, sept. : 15,52 (16,09) ; oct. : 15,56 (16,12) ; café, sept. : 122,75 (118,75) ; déc : 116,75 (113,50). — Londres (en livres par tonne) : sucre, oct. : 211 (217) ; janv. : 206,25 (214,50) ; café, sept. : 1 045 (1 015) ; nov : 1 043 (1 005) ; cacao, sept : 1 210 (1 229) ; déc. : 1 243 (1 288). — Paris (en francs par quintal) : cacao, sept. : 1 320 (1 345) ; déc. : 1 375 (1 385) ; café, sept : 1 345 (1 130) ; nov., 1 220 (1 145) ; sucre (en francs par tonne) : oct. : 2 295 (2 315) ; nov. : 2 290 (2 400) ; tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne) : août : 196,50 (206,30) ; sept. : 196 (207) ; Londres (en livres par tonne) : août : 145 (148) ; oct. : 137 (142,10).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, sept. : 403 1/4 (407) ; déc : 433 3/4 (439) ; maïs, sept. : 308 1/2 (332 1/2) ; déc. : 312 (336 1/4) ; Indices Moody's, 1 065,10 (1 068,50) ; Reuter, 1 749,30 (1 765,40).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
468 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
258 F	497 F	699 F	900 F
II. — SUISSE, TUNISIE			
308 F	602 F	915 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

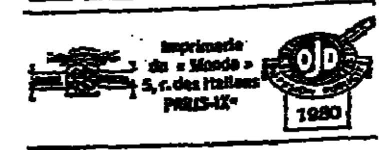
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.



Commission paritaire n° 57 437.

Le marché monétaire

Paralysie

Les violents remous qui ont encore agité les *principales* devises cette semaine ont eu pour effet d'enrayer toute velléité de détente sur les taux d'intérêt.

Aux Etats-Unis, qui, comme toujours, donnent le « la » en ce domaine, l'accroissement de la masse monétaire jugé inférieur aux prévisions au vu des dernières statistiques concernant *la* quatrième semaine de juillet n'a nullement conduit à une décélération significative des taux. Certes, l'*adjudication hebdomadaire* de bons du Trésor, qui s'est déroulée lundi, a reflété une légère baisse des taux de rendement, *mais* les taux applicables aux « federal funds » et qui s'étaient inscrits en timide retrait mardi, à 17,75 % contre 18,50 % encore le vendredi précédent, ont prudemment regagné le palier des 18 % deux jours après. Le prétexte invoqué était l'annonce d'une augmentation plus forte que prévu (*1,3 %*) des ventes de détail au mois de juillet, facteur de « surchauffe » économique, mais nombre de spécialistes du *marché avaient précédemment* souligné la décision de Citibank de maintenir son taux de base bancaire (prime rate) au cours record de 20 1/2 % que pratiquent depuis de nombreux jours les banques américaines.

La plus grande prudence est donc restée de rigueur, d'autant que les dernières déclarations télévisées du premier conseiller économique de la Maison Blanche, M. Murray Weidenbaum, n'incitaient guère à la témérité. Admettant que les taux actuels demeurent « douloureusement élevés », à tel point qu'ils risquent de déboucher sur une récession économique, il a cependant estimé qu'il faudrait s'accommoder de cette « souffrance » jusqu'à la fin de l'année.

Un dilemme qui ne préoccupe pas les seuls Etats-Unis; témoin le Japon, qui semble plongé dans une grande perplexité alors que son ministre des finances, M. Michio Watanabe, se borne à préciser qu'il n'est pas possible, pour l'instant, de réduire les taux nippons. *Une affirmation que les* spécialistes interprètent comme le signal d'un prochain relèvement des taux à long terme.

Dans cet environnement pour le moins hésitant, seule la Banque centrale canadienne a décidé jeudi de ramener son taux d'*escompte* à *21,07 %* contre 21,24 % précédemment, un taux record, il est vrai. Pour sa part, la Bundesbank s'en tient à la politique monétaire qu'elle avait définie en novembre dernier, à savoir une croissance monétaire contenue dans la limite de 4 % à 7 % pour la période 1980-1981. Quant aux taux d'intérêt, leur baisse apparaît autant souhaitable que leur évolution difficile à prévoir, souligne la Banque centrale ouest-allemande; une inconnue également pour les autorités monétaires françaises, obligées de maintenir à 17 1/2 % le loyer de l'argent au jour le jour, mettant ainsi un frein à une détente compromise par l'accès de fièvre du dollar.

Parallèlement, le niveau des taux d'intérêt à un mois a marqué une très légère hausse cette semaine, entre 17 5/16 et 17 7/16 contre 17 1/4 précédemment, tandis que les taux à trois mois passaient de 17 3/8 à 17 1/2 contre 17 1/4, ceux à six mois atteignant 16 7/8 à 17 1/8 contre 16 1/2 pour la période précédente. *Une nouvelle* adjudication de bons du Trésor est prévue pour le mardi 18 août à hauteur de 2 milliards de francs pour les effets à trois mois et d'un montant identique à six mois.

Les taux moyens des emprunts obligataires, communiqués par Paribas, confirment cette faible variation des rendements : 16,38 % contre 16,33 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 17,10 % contre 17,08 % pour les emprunts publics et 18,28 % contre 18,19 % pour les émissions du secteur privé.

En dépit de la période estivale, quelques émissions sont prévues pour les prochains jours, notamment un emprunt de 250 à 300 millions de francs lancé par les sociétés de développement régional (S.D.R.), à taux fixe, et un emprunt du Crédit national, de l'ordre de 2 milliards de francs, dont les modalités exactes n'ont pas encore été déterminées. - S.M.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE PREMIER MINISTRE CHINOIS EN ASIE DU SUD-EST

Le soutien « moral et politique » de Pékin aux PC locaux semble encore excessif aux pays de l'ASEAN

De notre correspondant

Bangkok. — Pékin ne peut moins faire que d'apporter un soutien « moral et politique » aux partis communistes locaux. Cette position a été réaffirmée par M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, pendant son voyage en Asie du Sud-Est, au cours duquel il a successivement visité les Philippines, la Malaisie et Singapour, et qu'il a conclu, jeudi 13 août, par une courte escale en Thaïlande.

Le premier ministre chinois s'est efforcé de rassurer ses interlocuteurs sur le souci de son gouvernement de « *ne pas intervenir* » dans leurs affaires intérieures, et a contesté la prétention que l'on prête à son pays « *d'être une super-puissance ou de vouloir le devenir* ». Il a toutefois invoqué la « *menace soviétique* » pour justifier le maintien de relations fraternelles avec les P.C. locaux, tentés de solliciter l'amitié de Moscou et de Hanoï si Pékin leur refusait la sienne.

M. Zhao n'a pas réussi à convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé de cette politique à double face qui, selon les circonstances, privilégie les relations de gouvernement à gouvernement ou de parti à parti. « *Nous n'avons aucun besoin du communisme pour améliorer le sort de nos peuples* », a clairement indiqué à son hôte M. Lee Kuan Yew, premier ministre de Singapour. *Nous sommes convaincus que les P.C. ne sont une menace pour nos pays que parce qu'ils bénéficient d'une assistance extérieure.* »

Un geste de bonne volonté de Pékin : la Voix de la révolution malaisienne qui opérait depuis le sud de la Chine, a interrompu ses émissions le 30 juin dernier. La Voix de la démocratie malaise, qui a pris son relais le 1er juillet, opère depuis la Thaïlande. Il est, en outre, vraisemblable que les dirigeants chinois ont incité les P.C. locaux à négocier un « *gentleman's agreement* » avec les gouvernements en place. En Birmanie et en Thaïlande, ces contacts secrets se sont soldés par un échec.

Pour sa part, le parti communiste thaïlandais (P.C.T.) multiplie embuscades et sabotages, notamment dans le sud du pays, depuis l'arrestation, en juin dernier, de Surachai Sae Dan, l'un de ses dirigeants, au moment où celui-ci cherchait à négocier avec les autorités locales. La défection de compagnons de route qui l'avaient rejoint dans le maquis, après les révoltes étudiantes des mois d'octobre 1973 et 1976, n'a pas, semble-t-il, entamé la combativité du P.C.T.

Au reste, ces défections massives *ne manquent pas d'inquiéter* les responsables thaïlandais, bien en peine de contrôler les faits et gestes de tous ceux qui ont ainsi quitté la jungle, et dont bon nombre continuent de professer ouvertement des idées marxistes. « *Nous devons surveiller de près ces gens-là*, avertit le général Saiyud Kerdpol, chef d'état-major du commandement suprême, *le désenchantement qu'ils affichent pourrait cacher une nouvelle stratégie* ».

Faut-il voir dans un possible recours à la guérilla urbaine la « *main de Moscou* » ? Il est certain que les dissensions au sein des P.C. locaux ne sont pas sans rapports avec la querelle sino-soviétique. Aux yeux de certains observateurs, la récente expulsion de trois dilpomates soviétiques de Malaisie et l'arrestation d'un ancien conseiller du premier ministre ont apporté la preuve que, en Asie du Sud-Est, le danger de subversion est « *tous azimuts* ».

JACQUES DE BARRIN.

Au Portugal

Le conseil national du parti social-démocrate choisit un nouveau premier ministre

De notre correspondant

Lisbonne. — Un conseil national extraordinaire du parti social-démocrate a eu lieu à Lisbonne les 14 et 15 août pour choisir le successeur de M. Pinto Balsemao, premier ministre démissionnaire.

Les adversaires au P.S.D. de M. Balsemao, regroupés pour la plupart dans la fédération de Lisbonne, comptaient soumettre à l'appréciation du conseil la candidature de M. Cavaco Silva, ancien ministre des finances du gouvernement Sa Carneiro. Cette candidature est loin d'être soutenue par la majorité des dirigeants sociaux-démocrates. Le 13, la commission dirigée par Mme Roseta, député du P.S.D. et présidente de la commission politique de la fédération de Lisbonne, s'est réunie avec M. Pinto Balsemao, afin de lui communiquer la décision prise la veille par ses amis de Lisbonne. Aucune perspective d'entente ne paraît se dessiner entre M. Balsemao et ses opposants.

Les jours de la coalition sont comptés

L'ancien premier ministre, aujourd'hui chargé des affaires courantes, a fait savoir qu'il rencontrerait, quelques heures avant l'ouverture du conseil national extraordinaire, un groupe de représentants de seize des dix-neuf fédérations départementales qui souhaitent son retour à la tête du gouvernement. Dans la presse portugaise, les appels favorables à M. Balsemao lancés par les sections de base du P.S.D., se *multiplient*. Tout semble donc indiquer que le leader social-démocrate dispose actuellement d'un appui comme il n'en a peut-être jamais eu au sein de son parti.

Au cas où la majorité des dirigeants n'accepterait pas le nom de M. Cavaco Silva, deux hypothèses sont concevables : le retour immédiat de M. Balsemao ou le choix d'une personnalité jouissant de la confiance du leader du P.S.D., qui prendrait en charge l'exécutif jusqu'à la convocation d'un congrès extraordinaire du parti, prévu pour octobre.

Une chose est certaine : les jours de la coalition gouvernementale Alliance démocratique, constituée par les sociaux-démocrates, les démocrates chrétiens et les monarchistes, sont comptés. — J. R.

● *Le voyage de M. Mitterrand en Arabie Saoudite.* — L'Arabie Saoudite a annoncé, samedi 15 août, que le chef de l'Etat français, M. François Mitterrand, est attendu pour une visite officielle au royaume saoudien, du 26 au 28 septembre prochain. Cette information a été donnée dans un communiqué officiel, cité par l'agence saoudienne de presse. L'Elysée a confirmé ces dates peu après leur annonce à Ryad.

La succession de M. Waldheim à l'ONU

LES PAYS AFRICAINS DEMANDENT AUX NON-ALIGNÉS DE SOUTENIR LA CANDIDATURE DU MINISTRE TANZANIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nations unies (New-York, *A.P.*). — La perspective pour M. Kurt Waldheim d'obtenir un troisième *mandat de secrétaire général* s'est quelque peu estompée vendredi 14 août, le groupe des pays africains ayant demandé aux non-alignés de se joindre à eux pour *soutenir la candidature à ce poste* du ministre tanzanien des affaires étrangères, M. Salim Ahmed Salim.

L'ambassadeur de Cuba, M. Raul Roa, a présenté une lettre en ce sens aux membres de son groupe, document dans lequel les Africains indiquent que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'O.U.A., réunis à Nairobi du 24 au 27 juin, avaient décidé de présenter la candidature de M. Salim Ahmed Salim.

C'est à la fin de l'année en cours qu'expire le second mandat de M. Kurt Waldheim.

Pour être élu à la tête de l'organisation internationale, le secrétaire général doit d'abord être agréé par au moins neuf des quinze pays membres du Conseil de sécurité, où la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S. et la Chine disposent du *droit de veto*. Il doit ensuite obtenir la majorité simple à l'assemblée générale.

« LE CHAGRIN ET LA PITIÉ » SUR FR 3

Le Chagrin et la pitié, de Marcel Ophüls, pourrait être diffusé à la rentrée sur FR 3 qui en a fait l'acquisition.

Le film, produit par André Harris, aujourd'hui membre de la commission de l'audiovisuel, et Alain de Sedouy, est la chronique d'une ville moyenne, Clermont-Ferrand, pendant l'occupation. Il est composé d'archives et d'interviews, a été tourné en 1969, mais n'a jamais été programmé sur le petit écran. D'une durée totale de quatre heures trente, il a obtenu en 1970 le prix du Festival international de films d'expression française de Dinard et est sorti en 1971 au quartier Latin, dans les circuits d'art et d'essai. Il a été vu par un public en majorité jeune, qui a pu découvrir le non-héroïsme de la vie quotidienne, un aspect de l'histoire souvent traité depuis au cinéma, mais sous forme de fiction.

Tourisme et Travail décommandé à la télévision

UN MALENTENDU ?

Le lundi 10 août, le « journal » de midi sur Antenne 2 aurait dû *compter* au nombre de ses invités, en direct du camping de Saint-Mandrier (Var) l'association Tourisme et travail. Cette invitation a été décommandée le matin même de l'émission.

Selon l'association Tourisme et travail, l'engagement pris par Antenne 2 il y a presque un an a déjà été « trahi » le 7 août, où il *a été* annoncé que Tourisme et travail ne serait plus l'invité principal du « journal », comme prévu, mais disposerait d'un temps d'antenne limité. Estimant sa contribution importante dans le domaine de la politique des vacances et du tourisme, la « *première association des campeurs-caravaniers* » a protesté dans un communiqué, publié le 10 août.

A la rédaction d'« A 2 midi », on semble embarrassé et on met *l'annulation sur* le compte d'un problème de coordination interne. Les départs en vacances auraient rendu le travail malaisé, laissé des problèmes en suspens sans que personne ait une maîtrise suffisante de la question pour les résoudre. L'annulation résulterait d'un malentendu, en aucun cas d'une mesure discriminatoire. La chaîne a d'ailleurs affirmé qu'une autre émission aurait lieu, avec la participation de Tourisme et travail, d'ici à la fin du mois. La date et les modalités de l'émission ne sont pas précisées.

Barricadé dans sa maison au Petit-Quevilly (Seine-Maritime)

UN HOMME EST TUÉ PAR DES POLICIERS

M. Albino Dos Santos, âgé de cinquante-trois ans, ouvrier portugais, a été tué au cours d'un assaut des forces de l'ordre contre sa maison. M. Dos Santos s'était barricadé, le vendredi 14 août, vers 22 h. 30, à son domicile au Petit-Quevilly (Seine-Maritime). Armé d'un pistolet et de deux fusils de chasse, M. Dos Santos, qui aurait agi dans une crise de délire à la suite d'une dispute familiale, avait contraint sa femme et ses trois enfants à se barricader avec lui.

Prévenues, les forces de police, à peine arrivées, ont essuyé des coups de feu. Un officier de police judiciaire a été atteint au visage par du petit plomb. Ce samedi 15 août, vers 9 h. 30, après diverses tentatives de conciliation, les forces de l'ordre ont donné l'assaut estimant que M. Dos Santos, qui avait beaucoup bu, s'était assoupi. Au cours de cet assaut, M. Dos Santos a trouvé la mort après avoir tiré sur les policiers.

NOUVELLES BRÈVES

● *L'imprimerie Georges Lang* a obtenu l'autorisation de poursuivre ses activités jusqu'au 15 septembre. Ce second répit a *été accordé par le président du* tribunal de commerce de Paris, « *afin*, dit-il, *de permettre aux pouvoirs publics de mettre sur pied une solution globale aux problèmes des imprimeries de labeur encore non résolus* ».

L'entreprise, mise en règlement judiciaire en janvier 1981 et menacée de liquidation de biens au 15 juillet, avait à cette date bénéficié d'un répit d'un mois (*le Monde* du 18 juillet).

● *Deux ressortissants danois* ont été tués et un *troisième* blessé, alors qu'ils campaient au pied de la montagne sacrée des *Masaï dans le nord* de la Tanzanie, a-t-on appris, vendredi 14 août, à Dar-es-Salaam. Les assaillants étaient armés de javelots, de couteaux et de flèches empoisonnées. La police pense que le vol est le mobile du meurtre. D'autre part, à Nairobi (Kenya), une *journaliste américaine*, envoyée spéciale de l'agence américaine pour les communications *internationales*, est *morte* vendredi des suites de ses blessures après avoir été attaquée par un voleur de voiture armé d'un pistolet. — *(A.P., Reuter.)*

Au Sri-Lanka

Un mouvement d'extrême gauche serait responsable de l'attentat contre Mme Bandaranaike

Le calme semblait revenu ce week-end au Sri-Lanka, après une semaine de violences qui aurait fait au moins trois morts. *Le président Jayewardene avait* dû faire appel mercredi aux forces armées pour maintenir *l'ordre* et avait imposé, *dans* trois secteurs, un couvre-feu qui a été levé vendredi.

La cause principale de ces troubles est l'opposition entre les deux *principales ethnies* de l'île, les Cingnalais et les Tamouls, dont le parti, le TULF (Tamil united liberation Front), principal parti d'opposition, demande *la création d'un Etat séparé*, le Tamil Eelam. En juin dernier, le TULF avait accusé les forces de l'ordre de s'être livrées à des atrocités dans la ville de Jaffna. Cette *fois-ci, deux personnes ont* été brûlées vives au cours d'affrontements à Embilipitiya et plusieurs dizaines de boutiques appartenant à des Tamouls *incendiées à Ratnapura. Dans* cette dernière localité, la police a ouvert le feu contre un cortège de dix mille personnes qui pillait des magasins. Jeudi, le président Jayawardene a rencontré le chef du TULF, M. Amirthalingam, pour discuter de ces événements.

Toutefois des violences ne semblent plus être uniquement d'origine ethnique. En effet, la police attribue à l'extrême gauche, et en particulier au J.V.P. (*Janata* Vimukhti Peramuna) la responsabilité de l'attentat perpétré mercredi contre une réunion politique présidée par Mme Sirimavo Bandaranaike. Selon le parti de l'ancien premier ministe, le S.L.F.P. (Sri-Lanka Freedom Party), l'attentat était dirigé contre elle et elle n'y a échappé que par miracle.

Deux des assaillants ont avoué *faire* partie du J.V.P. Ce mouvement avait organisé l'insurrection de 1971 contre le gouvernement de gauche de Mme Bandaranaike ; la répression qui avait suivi avait été très brutale et des milliers de jeunes avaient été emprisonnés. Depuis les élections de 1977, qui ont vu la défaite de Mme Bandaranaike et la victoire de M. Jayewardene, le J.V.P., a présenté, sans grand succès, des candidats à des élections locales ou partielles.

P. de B.

Latche, haut lieu du tourisme

De notre correspondant

Mont-de-Marsan. — M. François Mitterrand a décidé de prolonger son séjour dans sa résidence landaise de Latche, où il est arrivé lundi après-midi 10 août. La maison est désormais gardée par trois gendarmes mobiles en faction sur la route. Les autres, au nombre de neuf, sont dissimulés dans la forêt. La relève a lieu toutes les douze heures.

L'environnement immédiat de la propriété a changé : de grands panneaux routiers indiquent que le stationnement est interdit.

Latche (prononcez Latieu en Gascon) est une maison très ouverte, sans fermeture aménagée, de sorte que la surveillance a toujours fait problème pour les services de sécurité. De plus, la curiosité des touristes est particulièrement aiguisée à cette époque de l'année. C'est ainsi que par temps couvert, propice à la promenade, les voitures sont beaucoup plus nombreuses à circuler sur l'étroit chemin qui conduit à Latche, située à 6 kilomètres environ du centre de Soustons. Les automobilistes devant ralentir à l'instant de se croiser se regardent comme s'ils s'attendaient à tout moment à rencontrer le président de la République. En fait, ils n'ont que peu de chances de le voir : M. Mitterrand ne va plus lui-même à Soustons pour acheter ses journaux. Il s'est excusé de ne pouvoir cette année assister au spectacle de variétés des fêtes de la localité, fêtes dont il était un habitué.

Le facteur constate que le courrier adressé au chef de l'Etat est devenu plus important. Pour seule adresse, parfois, les enveloppes ne portent qu'un nom : Latche, connu désormais de la France entière.

Si les gendarmes sont discrets, en revanche la population indique volontiers le chemin qu'il faut prendre pour se rendre à Latche. Les estivants se renseignent même auprès des syndicats d'initiative de Soustons, Seignosse et Vieux-Boucau. Certains font montre d'audace : ainsi ce vacancier s'enhardissant auprès du gendarme de service : « J'ai voté pour M. Mitterrand, je veux le voir... » D'autres déposent des lettres, voire des livres, en cadeau chez Mme Navarro, proche voisine de Latche, qui les achemine elle-même vers leur destinataire.

De nouvelles dispositions sont envisagées pour les déplacements du chef de l'Etat dans les Landes. L'avion présidentiel ne se poserait plus à l'aérodrome de Parme, à Biarritz, mais sur l'aérodrome militaire à Mont-de-Marsan. De là, le président de la République gagnerait Latche à bord d'un hélicoptère qui se poserait sur un terrain loué à cet usage. M. Mitterrand, qui est relié par ligne directe à l'Elysée, entend rester fidèle à ses séjours landais, pendant lesquels il reçoit de nombreux amis et personnalités. Il ne s'émeut nullement de la curiosité dont il est l'objet, et cela d'autant moins qu'il connaît comme sa poche toutes les routes et tous les chemins de cette région landaise, ce qui lui permet le plus souvent de demeurer incognito.

CHRISTIAN BOMBEDIAC.

● *Le siège de la Fédération des Landes du P.S., à Mont-de-Marsan*, a été la cible d'un attentat, samedi 15 août, vers 0 h. 30. Les auteurs de cet attentat ont lancé une grosse bouteille de bière remplie d'essence par un vasistas situé au-dessus de la porte d'entrée, boulevard Jean-Lacoste. Les dégâts occasionnés sont importants : deux pièces (la salle d'attente et le bureau de la permanence de M. Roger Duroure, député de la première circonscription, nommé récemment parlementaire en mission chargé des questions forestières), ont été endommagées. L'attentat n'a pas été revendiqué. — *(Corresp.)*

Le numéro du « Monde » daté 15 août 1981 a été tiré à 502 084 exemplaires.

DANS « LE POINT »

M. LECANUET : L'U.D.F. doit proposer « une politique de rechange démocrate-sociale »

M. Jean Lecanuet approuve, dans une interview publiée dans *le Point*, daté du 17 août, certains aspects de la politique suivie par M. François Mitterrand, comme l'« *affirmation de l'Europe* », la « *fidélité à l'alliance atlantique* », l'« *amitié avec les Etats-Unis* », la « *condamnation de la politique expansionniste de l'U.R.S.S.* », la « *dénonciation du neutralisme en Europe* », la « *modernisation des armes nucléaires* », la reprise des essais atomiques, le service militaire de douze mois et la régionalisation. Le président de l'U.D.F. ajoute que les différends avec les socialistes demeurent sur les moyens. Il poursuit :

« *D'ici un an ou deux, nous aurons des résultats désastreux avec un franc dévalué, une forte inflation, un accroissement du chômage : cela voudra dire baisse du niveau de vie et probablement, devant le mécontentement, la fuite en avant.* »

Pour « *combattre ces orientations* », M. Lecanuet souhaite que « *l'U.D.F. s'affirme comme un vrai parti d'opposition, proposant une politique de rechange démocrate-sociale, car, après l'expérience socialiste, la France ne sera plus comme avant* ».

« *Ne jouons pas la politique du pire, ne soyons pas le parti de la restauration ni celui des émigrés de l'intérieur, situons-nous sur la frontière de la majorité pour la combattre, ne donnons pas l'impression que nous attendons un changement d'alliances* », propose l'ancien ministre d'Etat de M. Giscard d'Estaing, avant de se déclarer favorable à « *une opposition multiple* ».

A la question : « *Envisagez-vous des actions communes avec M. Chirac ?* », le président du mouvement giscardien répond : « *Nous serons certainement conduits à définir des alliances électorales* ».

Test-match des rugbymen sud-africains en Nouvelle-Zélande

Les Springboks battus et contestés à Christchurch

Les All Blacks néo-zélandais ont battu les Springboks sud-africains par 14 points à 9, ce samedi 15 août, au stade Lancaster de Christchurch, grâce à trois essais de Doug Rollerson, Stuart Wilson, Mark Shaw et une transformation de Rollerson contre un essai de Hennie Bekker, un drop-goal et une transformation de Naas Botha.

Pour permettre le déroulement de ce premier test-match entre ces deux équipes, qui ne s'étaient pas rencontrées depuis 1965, le tiers de la police néo-zélandaise avait été mobilisé. Le stade, entouré de fil de fer barbelé, était gardé par deux mille policiers depuis une semaine. Arrivé à Christchurch la veille du match, l'équipe des Springboks avait dû passer la nuit dans un club de rugby local, plus facile à isoler que les hôtels de la ville.

Attendue comme un test pour juger de la capacité des groupes anti-apartheid d'obtenir l'arrêt définitif de la tournée des Sud-Africains, après l'annulation de deux matches à Hamilton et à Timaru, la rencontre a donc finalement pu avoir lieu en dépit de la présence de deux mille manifestants à proximité du stade. Malgré la police et les barbelés, deux cents d'entre eux ont pu pénétrer dans le stade et, pour une trentaine, atteindre la pelouse pour y répandre, apparemment, du verre pilé. Chargés par la police, tous les manifestants se sont alors repliés dans le square de la cathédrale et le match a pu débuter avec une dizaine de minutes de retard, devant quarante mille spectateurs.

Même privés de Mourie et de Robertson qui avaient refusé de rencontrer les Springboks pour protester contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud, les All Blacks ont dominé le match, menant 10 à 3 à la mi-temps, puis 14 à 3 jusqu'à l'ultime minute où les Springboks ont marqué leur seul essai.

Deux autres test-matches figurent au programme de la tournée des Springboks en Nouvelle-Zélande, dont l'un à l'Eden Park d'Auckland où, à l'heure du premier test, une marche anti-apartheid a rassemblé deux mille manifestants. — *(U.P.I., Reuter, A.F.P.)*